

# VéLa rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale



## Grève des mineurs en Azanie (Afrique du Sud)

Un événement majeur de la lutte des classes internationale



Manifestation de mineurs pour l'augmentation des salaires à 12 000 rands et le châtiement de la police, coupable des meurtres.

N° 76

Nouvelle série (n° 682) - décembre 2012 - Prix : 4 euros - 8 FS



***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

# VéLa Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## SOMMAIRE

- **La réélection d'Obama :  
sa signification et ses conséquences** p. 3  
(Par Daniel Gluckstein)
- **Grève des mineurs en Azanie  
(Afrique du Sud), un événement  
majeur de la lutte des classes  
internationale** ..... p. 13  
(Par François de Massot)
- **L'Europe au bord du gouffre  
et le combat  
de la IV<sup>e</sup> Internationale** ..... p. 27  
(Par Dominique Ferré)
- **Espagne : la classe ouvrière  
et la souveraineté des peuples** ..... p. 33  
(Résolution du XXI<sup>e</sup> Congrès du POSI,  
section dans l'Etat espagnol de la IV<sup>e</sup> Internationale,  
5-7 octobre 2012)
- **Crise du NPA, "dédoublé légitime"  
et politique du Secrétariat unifié** ..... p. 41  
(Par Dominique Ferré)

- **L'Internationale socialiste  
et le "nouvel internationalisme" ... p. 47**  
(Par Andreu Camps)
- **Brésil,  
résolution de "O Trabalho" ..... p. 51**
- **Karl Marx**  
(Brève notice biographique  
comportant un exposé du marxisme) p. 57  
(Lénine)
- **Il y a trente ans avait lieu  
le massacre de Sabra et Chatila ... p. 69**  
(Par Lucien Gauthier)
- **A l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire  
de l'arrivée de Trotsky au Mexique p. 75**  
(Interview d'Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky)

# La réélection d'Obama : sa signification et ses conséquences

Par Daniel Gluckstein

Le document adopté par le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale pour préparer le VIII<sup>e</sup> Congrès mondial (« Les enjeux du VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale ») (1) définit la crise en cours, comme une « *crise totale et générale de la domination impérialiste* » qui « *se concentre au sein même de l'impérialisme américain* ».

La réélection du président américain Obama le 6 novembre dernier confirme en tous points cette appréciation.

Cette réélection n'était pas acquise d'avance. Comme le souligne la déclaration adoptée par le comité national de Socialist Organizer (section américaine de la IV<sup>e</sup> Internationale), au lendemain du 6 novembre : « *Pour la plupart des électeurs, l'enjeu de cette élection était davantage de bloquer Romney et Ryan et leur programme politique d'extrême droite, plutôt que de soutenir Obama. (...) La colère profonde suscitée par quatre ans de politique anti-ouvrière d'Obama a été canalisée au nom du "moindre mal". Un argument utilisé depuis bien trop longtemps, pour empêcher le mouvement ouvrier de constituer son propre parti politique et d'exprimer sa propre voix.* »

---

## POURQUOI, FINALEMENT, OBAMA L'A EMPORTÉ

---

Notons que si Obama l'a emporté, c'est en perdant plus de 8 millions de voix par rapport à 2008, alors qu'il y avait 19 millions d'électeurs potentiels inscrits en plus. Mais si, au bout du compte, il l'a emporté tout de même — d'une très courte tête —, c'est sans doute parce que les dernières déclarations ultraréactionnaires des candidats républicains promettant des expulsions en masse pour les travailleurs immigrés, s'ajoutant à leurs manœuvres pour remettre en cause le droit de vote de larges secteurs de la population noire, ou encore leurs attaques incessantes contre les droits démocratiques (en particulier le droit à l'avortement) ont contribué à remobiliser partiellement des secteurs de l'électorat qui s'apprêtaient à s'abstenir. Insistons sur ce point : remobilisation partielle. De larges secteurs de l'électorat, notamment l'électorat jeune, noir, latino, populaire, abstentionnistes jusqu'en 2008, s'étaient rendus aux urnes, pour la première fois cette année-là, afin d'assurer l'élection du pre-

---

(1) *La Vérité*, n° 75, septembre 2012.

mier président noir des Etats-Unis. Deux années plus tard, lors des élections dites de « Mid-Term » de 2010, une très grande partie d'entre eux retournaient à l'abstention, profondément déçus de la politique mise en œuvre par Obama, qui tourne le dos aux aspirations populaires et ne satisfait qu'aux appétits des capitalistes, des banquiers, des spéculateurs. Une large part de ces abstentionnistes de 2010 s'est abstenue à nouveau dans ces élections de 2012, hormis cette petite fraction qui, au dernier moment, a choisi de voter pour Obama « malgré tout ».

Il est frappant de constater que dans les dernières semaines qui ont précédé l'élection, des secteurs représentatifs des cercles dominants de la classe capitaliste ont pris nettement position pour Obama. Des journaux comme le Financial Times de la City de Londres, le New York Times et d'autres encore ont, dans les jours qui précéderent le 6 novembre, apporté un soutien public à Obama en vertu d'un argument que l'on peut résumer de la manière suivante : « Certes, beaucoup de choses ne nous satisfont pas dans le bilan d'Obama. Mais il a fait preuve, au cours des quatre années écoulées, de sa capacité à avancer dans la bonne direction, notamment en faisant passer toute une série de mesures antisociales. Donc, nous savons où nous irons si Obama est réélu. S'agissant de Romney, nous n'avons pas de garanties sur sa capacité à mettre en œuvre les mesures que nous attendons, nous ne savons pas où nous serions entraînés. »

---

## LA BOURGEOISIE DIVISÉE

---

Tout au long de la campagne, s'est vérifiée la division profonde de la bourgeoisie américaine entre ses deux ailes : celle qui préconisait la confrontation brutale et directe avec la classe ouvrière par des moyens de type fascisant, incarnée par Romney, cherchant à généraliser ce qu'avait fait par exemple le gouverneur du Wisconsin qui a suspendu toutes les législations ouvrières ; et celle pour qui Obama incarnait un choix plus sûr, fondé sur sa capacité (réitérée) d'associer les organisations ouvrières aux mesures de destruction commandées par le capital.

Sur le fond, ces deux ailes de la classe dominante s'accordaient (et s'accordent) sur l'impératif d'engager une offensive d'une brutalité sans précédent contre les droits et les garanties (déjà fortement remis en cause) des travailleurs américains et contre leurs organisations. L'opposition ne portait donc pas sur l'objectif, mais sur la manière d'agir.

---

## LE "GRAND BARGAIN"...

---

Pour le comprendre, il faut remonter à juillet 2011. C'est le moment où, dix jours avant la date limite pour réévaluer les possibilités d'endettement de l'Etat, républicains et démocrates étaient parvenus au « Grand Bargain » (« grand accord » ou « grand consensus »). Celui-ci projetait de réaliser 4 000 milliards de dollars d'économies sur les dix années suivantes. Un plan dont le caractère anti-ouvrier est marqué par le fait que sur 4 000 milliards d'économies, 3 000 milliards devraient procéder de coupes dans les programmes de Social Security, Medicare, Medicaid (2) et de couverture sociale, et d'autre part 1 000 milliards de dollars de ressources fis-

---

(2) **Social Security** est un fonds de retraite pour tous les travailleurs qui ont cotisé à ce fonds comme salariés au cours des années. Les employeurs comme les salariés versent à ce fonds chaque mois. Les travailleurs doivent avoir été employés un certain nombre d'années et obtenir un certain nombre de trimestres pour recevoir une pension à leur retraite. Le versement mensuel minimum au fonds de retraite tourne autour de 800 dollars. Le maximum est de 1 600 dollars. Les fonds ne sont versés qu'à la retraite. L'âge de la retraite est aujourd'hui de 67 ans. Ces dernières années, les fonds de retraite sont devenus imposables. La deuxième branche de Social Security, qui concerne un nombre limité de salariés, ce sont les indemnités pour accident du travail. La Sécurité sociale est considérée comme solvable au moins jusqu'à 2032.

**Medicare** est un programme d'accès aux soins à payer unique, pour toutes les personnes âgées, à partir de 65 ans. Cela ressemble à la Sécurité sociale à la française, mais ne concerne que les personnes âgées. Le mouvement « Medicare pour tous » demande l'extension de Medicare aux personnes de tout âge. C'est ce système qui est le plus menacé.

**Medicaid** est un programme d'assistance médicale pour les indigents, c'est-à-dire ceux dont les revenus sont largement inférieurs au salaire minimum. Le montant des aides que chacun peut obtenir par Medicaid est strictement limité. Et les restrictions d'accès sont allées croissant d'année en année.

cales supplémentaires. Mais ce programme ne fut jamais mis en œuvre. Six mois plus tard (janvier 2012), Obama remettait le couvert en présentant un plan de ce type devant les parlementaires, sans plus de succès ! Du coup, durant toute la campagne électorale présidentielle, Obama n'a cessé de réaffirmer son intention de mettre en œuvre le « Grand Bargain ». Il n'a jamais caché ses intentions à ce sujet. Même si, tout au long de la campagne, les dirigeants des organisations syndicales (notamment de l'AFL-CIO et de SEIU) ont fait mine de l'ignorer, mobilisant toutes leurs ressources financières et militantes pour faire réélire un candidat... qui, publiquement, s'était engagé à démanteler les conquêtes ouvrières les plus cruciales pour les travailleurs ! Pourquoi donc, depuis sa signature (juillet 2011) jusqu'à la campagne électorale de novembre 2012, le « grand consensus » est-il resté lettre morte ? Une aile des républicains (incluant l'ancien candidat à l'élection présidentielle, John McCain) avait pourtant apporté son soutien à Obama, dès lors que celui-ci s'était engagé à couper massivement dans les programmes de Social Security, Medicare et Medicaid. Mais, globalement, le blocage est venu du Parti républicain. Sous la pression de l'aile « Tea Party » — la plus ouvertement partisane d'une confrontation brutale avec le mouvement ouvrier — les républicains ont engrangé, bien sûr, toutes les mesures contre la classe ouvrière, mais rejeté toute augmentation de la pression fiscale. Une exigence à laquelle Obama, de son côté, ne pouvait céder. Pourquoi ? « La capacité d'Obama à jouer le rôle qu'attendent de lui Wall Street et les multinationales — qui ont toutes bénéficié, durant le premier mandat d'Obama, de renflouements et d'aides à hauteur de 8 000 milliards de dollars prélevés sous les formes les plus diverses, sur le dos de la classe ouvrière — dépend largement de son aptitude à faire avaler aux dirigeants des organisations syndicales les pilules amères de cette politique dictée par la classe capitaliste. Cela ne peut se faire que si elle prend au moins l'apparence du « partage des sacrifices » », indique la déclaration de Socialist Organizer.

---

## ... N'AVAIT QU'UN CANDIDAT

---

Du côté des cercles dominants du capital financier des Etats-Unis, le blocage sur le « Grand Bargain » posait une alternative simple : aller à l'affrontement avec la classe ouvrière, comme y encourageait le Tea Party, ou chercher malgré tout la voie du consensus. Et dans ce cas, en dernière instance, la voie du consensus ne laissait d'autre choix qu'Obama. La déclaration de Socialist Organizer s'en explique en ces termes :

*« Pour la classe dominante, intégrer les organisations ouvrières et populaires dans le Grand Bargain est une condition clé du succès. Car la classe dominante est parfaitement consciente, peut-être même plus que de nombreux dirigeants des organisations ouvrières, du pouvoir potentiel de la classe ouvrière et de ses syndicats. Cette classe dominante a été témoin du puissant soulèvement du Wisconsin, de la victoire massive des syndicats lors du référendum dans l'Ohio, et de la grève déterminée des syndicats enseignants à Chicago, et elle en a compris la signification. De même, elle a pris en compte le mouvement général de soulèvement des classes ouvrières et des peuples en Tunisie, en Egypte, en Grèce et en Espagne en réponse aux mesures d'austérité qui sont celles-là mêmes qu'elle veut mettre en œuvre aux Etats-Unis. Elle comprend que des coupes d'une telle ampleur dans les programmes de protection sociale sont quelque chose que même les républicains sous Nixon ou Bush père et fils n'auraient jamais osé faire, et pourraient provoquer des soulèvements semblables aux Etats-Unis, à moins que les dirigeants des appareils ne soient capables de les contenir par avance. »*

---

## ÉLU SUR UN MANDAT : NÉGOCIER LE CONSENSUS

---

En toute logique, dès le lendemain de l'élection, Wall Street et les représentants du capital se sont adressés à Obama et aux démocrates pour exiger qu'il réalise le « Grand Consensus » (Grand Bargain) avec les républicains sur la question de la hausse des impôts et la réduction du déficit budgétaire.



taire avant la fin de l'année pour éviter, début 2013, le fameux « mur budgétaire » (3) qui menace de blocage l'économie américaine. Mais « exiger » d'Obama qu'il amorce le règlement du déficit par des compromis significatifs, c'est enfoncer une porte ouverte.

Car dès le soir de son élection le 6 novembre, Obama s'est adressé directement aux dirigeants républicains, en insistant sur la nécessité « *de prendre les engagements difficiles nécessaires pour réduire le budget* ».

Aussitôt, les représentants du Parti républicain ont donné leur accord sur la recherche d'un compromis entre démocrates et républicains concernant les mesures à prendre contre la classe ouvrière.

---

### **“UNE NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES DU MONDE ENTIER”**

---

Dans une note soumise à la discussion du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale réuni le 28 octobre (et donc rédigée avant l'élection), on pouvait lire ceci :

*« Quel qu'il soit, Romney ou Obama, le vainqueur de l'élection présidentielle (...) cherchera à mettre à profit les premiers mois du mandat pour tenter de frapper un coup significatif dans le sens du rétablissement d'une maîtrise de la situation, ce qui passera nécessairement dans un premier temps par une nouvelle offensive contre les travailleurs et les peuples du monde entier. »*

Les premières semaines qui ont suivi l'élection (et qui ne sont pas encore formellement celles du nouveau mandat d'Obama qui débute en janvier 2013), ont pleinement confirmé ce pronostic.

Elles l'ont confirmé sur le plan de la politique internationale de l'impérialisme américain. Dans les jours qui ont suivi l'élection, Netanyahu a déclenché l'offen-

sive contre Gaza. Sans doute, dans les conditions de ce déclenchement, a joué le fait que le candidat de Netanyahu, Romney, n'avait pas été élu. Romney s'était en effet engagé à soutenir Netanyahu dans tous les aspects de sa politique, y compris les plus extrêmes (on sait qu'à quelques mois des élections générales en Israël, Netanyahu a passé un accord avec l'aile la plus belliciste du sionisme, revendiquant ouvertement l'expulsion des Palestiniens de tous les lieux où ils vivent).

Romney battu, Netanyahu a de toute évidence provoqué l'offensive contre Gaza pour forcer la main à l'impérialisme et l'obliger à s'engager à ses côtés. Obama n'a pas failli. Il s'est porté garant de la politique israélienne, tout en œuvrant à la conclusion d'un accord régional sous l'égide du président égyptien Morsi, accord qui fait du Hamas (et des Frères musulmans dont il est une branche) d'une part, et de l'Etat d'Israël d'autre part, les cogérants de l'ordre impérialiste dans cette partie du Moyen-Orient, à l'encontre des aspirations légitimes du peuple palestinien à la terre et au retour, et du mouvement révolutionnaire des masses arabes dans toute la région.

Parallèlement, le premier voyage international d'Obama après son élection a été réservé à l'Asie.

Dix jours après sa réélection, il s'est en effet rendu en Thaïlande, en Birmanie et au Cambodge, où il a participé au sommet de l'ASEAN (4).

---

### **“LA CHINE CONSTITUE UN DÉFI”**

---

Qu'un tel voyage succède immédiatement à l'élection, alors que la crise budgétaire battait son plein, que des tractations étaient en cours avec les républicains et qu'Israël attaquait Gaza, suffit à indiquer la signification stratégique, pour l'impérialisme américain, de l'affirmation qu'il faut « pivoter » vers l'Asie.

Le *New York Times* écrit : « *Israël et Hamas sont en guerre à Gaza et M. Obama doit faire des efforts pour juguler la violence. Le Moyen-Orient demeurera vraisemblablement l'une des premières priorités, mais il a*

---

(3) « Mur budgétaire » (fiscal cliff) (mot à mot : la falaise budgétaire). A la fin de l'année, le niveau maximum d'endettement des Etats-Unis sera atteint et devra donc être revu et voté par les parlementaires, les républicains pouvant refuser de le faire...

(4) Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

*raison de centrer son action sur l'Asie où l'affirmation de plus en plus forte de la Chine constitue un défi. »*

Une stratégie d'encercllement de la Chine se précise. L'objectif est que 50 % de la flotte de guerre américaine stationnent en Asie. Un accord a été passé pour le déploiement de 2 500 marines américains dans une base militaire du nord de l'Australie. Il est aussi question d'implanter des troupes de l'OTAN en Mongolie et de resserrer les liens avec d'autres Etats de l'Asie centrale.

« *L'année dernière, le Pentagone s'est occupé de trouver de nouvelles installations ou d'agrandir celles existant déjà au Vietnam, à Singapour et dans le nord de l'Australie. Avec les bases déjà en place au Japon, à Guam et un traité qui prévoit un accès aux Philippines, le Pentagone a réussi à boucler la partie occidentale du Pacifique* » (*The Diplomat*, 14 novembre 2012).

A ce déploiement militaire direct se combine l'intégration des Etats de la région dans la stratégie d'encercllement de la Chine. C'est sur cette base que les rapports se sont resserrés avec l'Inde. C'est aussi, tout particulièrement l'établissement d'une coopération militaire directe avec le Japon (qui ne jouerait plus seulement le rôle d'une base passive, mais interviendrait activement dans le Pacifique).

C'est dans ce contexte que se situe l'annexion de fait des îles disputées à la Chine, annexion qui a reçu l'approbation des Etats-Unis qui ont fait savoir que ces îles étaient couvertes par le traité de sécurité USA-Japon.

Il en est de même pour ce qui concerne l'utilisation des tensions entre Corée du Nord et Corée du Sud.

Les Etats-Unis veillent aussi à avoir un rôle prééminent en relation avec tous les conflits de territoires entre la Chine, les Philippines, le Vietnam et l'Inde.

Mais cela ne signifie pas que tout marche selon leurs plans.

La réunion de l'ASEAN, à Phnom Penh, n'a pu aboutir à un accord de toutes les parties s'opposant à ce qu'on appelle les « prétentions chinoises ». Le gouvernement du Cambodge (qui assure la présidence de l'ASEAN) a même expressément déclaré que l'ensemble des pays présents

étaient tombés d'accord pour ne pas soulever la question des désaccords territoriaux en mer de Chine, provoquant la protestation des Philippines.

Enfin et surtout, il y a la réaction des peuples face à l'intervention croissante de l'impérialisme américain. A commencer par les luttes de classe qui ne cessent de s'élargir en Chine même, mais aussi l'opposition traditionnelle et grandissante du peuple japonais à toute militarisation, les processus de la lutte de classe en Inde, etc.

Sur un autre plan, et regardant la situation en Afrique, l'impérialisme américain a réaffirmé au lendemain de l'élection son intention de poursuivre sa politique d'intervention et d'occupation militaire, en particulier au Mali, prolongeant la dislocation de la Libye et étendant les processus de guerre et de dislocation des nations dans tout le nord de l'Afrique, le Maghreb, ce qui menace l'ensemble de ces pays, en particulier l'Algérie.

Dans le même temps se poursuivent l'intervention de fait en Syrie, la guerre au Pakistan, en Afghanistan, et les menaces contre l'Iran. Cette politique d'intervention militaire est elle-même au cœur d'une nouvelle expression de la crise et des contradictions internes de l'impérialisme, qui s'est manifestée avec « l'affaire Petraeus ». Derrière le scandale de « mœurs » qui a coûté sa place au général Petraeus, patron de la CIA, et qui rejaillit sur le général John Allen, commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan, le conflit fait rage entre différents secteurs de l'administration américaine : ceux qui veulent coûte que coûte poursuivre la politique d'armement, de guerre et d'intervention et ceux qui, contrainte budgétaire oblige, estiment qu'on ne peut faire autrement que de réduire la voilure et faire davantage prendre en charge aux impérialismes « alliés ».

---

## ACCENTUER LA PRESSION DISLOCATRICE SUR LE VIEUX CONTINENT

---

Bien évidemment, l'offensive générale contre les travailleurs et les peuples suppose d'accentuer la pression dislocatrice sur les pays de la Vieille Europe. Et singu-

lièrement ceux qui, jusqu'à présent encore, n'ont pas mis en œuvre les plans dictés par la troïka qui, au nom de la dette et de son remboursement, visent à démanteler le coût du travail, c'est-à-dire la valeur de la force de travail. Cette offensive dictée par les besoins du capital financier américain accentue sa pression sur toute l'Europe et, de manière significative, tout particulièrement sur la France.

Au lendemain de l'élection d'Obama, l'agence Moody's, la plus vieille agence de notation américaine, directement liée au cœur de l'impérialisme, a dégradé la notation de la France. Les attendus de cette décision sont très clairs. Moody's félicite le gouvernement PS pour les mesures qu'il a prises et salue « *son fort engagement en faveur des réformes structurelles et de la consolidation budgétaire* ». Mais cela ne suffit pas. Moody's exige que soit remise en cause « *une législation très protectrice pour les contrats à durée indéterminée* ». Ces observations de Moody's recourent les attendus du rapport que le Fonds monétaire international a rendu public le 4 novembre sur ce même pays. Là aussi, le gouvernement Hollande-Ayrault reçoit les félicitations du FMI qui exige davantage : « *Une réduction des dépenses publiques plus ambitieuse (...) à tous les niveaux* », une nouvelle « *révision du régime des retraites (par) une augmentation de l'âge de départ* » et que soient levées « *les rigidités du marché du travail* » afin de faciliter les licenciements.

Mais comment faire passer un tel programme de destruction anti-ouvrier ? Réponse du FMI : « *Le dialogue social que le gouvernement a lancé sur ce sujet avec la participation active des partenaires sociaux (...) constitue une chance unique qui ne doit pas être ratée.* »

En substance, les cercles dominants de l'impérialisme américain, par la voix du FMI, des agences de notation, indiquent au gouvernement « de gauche » Hollande-Ayrault : nous n'ignorons pas les efforts que vous faites, nous saluons votre volonté d'intégrer les organisations syndicales. Cependant, cela ne va pas assez loin, assez vite. Soyez plus ambitieux. Cela, de façon d'autant plus pressante que durant cette même période la lutte de classe se développe dans toute l'Europe. De la Grèce à l'Espagne (les 4 millions de manifestants et

grévistes le 14 novembre) s'exprime la résistance qui tend à se généraliser et voit les peuples se mobiliser contre les plans d'austérité et de destruction (5).

Egalement significatif le sommet des 24 et 25 novembre, qui devait statuer sur le budget de l'Union européenne, s'est conclu par un échec, auquel ont contribué en particulier les représentants britanniques, soutenus par les représentants allemands, qui, au nom des intérêts généraux de l'impérialisme, exigent les coupes les plus drastiques.

---

## A TOUS LES NIVEAUX, TENTER DE MODIFIER LES RAPPORTS

---

Au lendemain des élections américaines, l'impérialisme doit tenter de modifier encore les rapports qu'il établit à l'échelle internationale. Tenter : car il n'est pas certain d'y parvenir.

Il doit modifier ses rapports avec l'Europe, soumise aux émissaires du FMI (déguisés en émissaires de la troïka) qui dictent la politique visant à disloquer les nations, les droits ouvriers et la démocratie en Grèce, en Espagne, au Portugal, en France et dans d'autres pays impérialistes.

C'est vrai également pour les rapports avec la Chine. Ne peut se prolonger indéfiniment le fragile équilibre par lequel l'impérialisme américain contraint la bureaucratie chinoise et ses différentes composantes à imposer des conditions dans lesquelles la classe ouvrière chinoise puisse être surexploitée pour dégager des marges de profitabilité pour les multinationales américaines, tandis que les excédents commerciaux et financiers de la Chine servent à financer la dette publique des Etats-Unis. Là aussi il faut aller plus loin et précipiter des bouleversements majeurs que — le congrès du Parti communiste chinois qui vient de se tenir l'a montré — certains secteurs de la bureaucratie sont prêts à réaliser, tandis que d'autres, préoccupés d'abord de pré-

---

(5) Lire dans ce numéro de *La Vérité* l'article de Dominique Ferré : « L'Europe au bord du gouffre et le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale », et la résolution du XXI<sup>e</sup> Congrès du POSI, section dans l'Etat espagnol de la IV<sup>e</sup> Internationale.

server leur situation, tendent à les freiner. Le tournant amorcé risque d'aboutir à une véritable explosion du pouvoir politique en Chine, avec des conséquences incalculables.

On voit donc que la menace pour les peuples du monde entier est précisément cette généralisation des politiques de guerre et de dislocation. Mais, répétons-le, que ce soit en Europe, en Asie, en Chine, sur tous les continents, cette offensive destructrice de l'impérialisme se heurte et se confronte à la résistance des travailleurs et des peuples.

---

### LA CLÉ DE LA SITUATION ENTRE LES MAINS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

---

La clé de la situation reste entre les mains de la classe ouvrière internationale. Cela nous ramène au problème du mouvement ouvrier américain lui-même.

Au lendemain de l'élection présidentielle le 8 novembre, l'AFL-CIO a organisé des actions de « lobbying » dans une centaine de villes, par de petits rassemblements sur le thème : « *Non aux attaques contre la Social Security, contre Medicare et Medicaid* ».

Le tract par lequel l'AFL-CIO appelait à ces actions indiquait : « *Certains parlementaires voudraient opérer des coupes dans les remboursements (...) et élever l'âge de la retraite et à l'accès à Social Security et Medicaid. Ils voudraient réduire les aides apportées par Medicare, poussant les familles à la faillite dès lors qu'un de leurs membres auraient besoin de soins à long terme. Tout cela pour quoi ? Pour financer les réductions fiscales scandaleuses octroyées aux 2 % des Américains les plus riches. Ce n'est pas pour cela que nous avons voté le 6 novembre. Mobilisons-nous pour dire à nos parlementaires de donner la priorité aux familles ouvrières.* »

---

### EN QUOI CONSISTE LE "MANDAT DU 6 NOVEMBRE"

---

Donc, si l'un comprend bien, les dirigeants de l'AFL-CIO affirment avoir été

pris « par surprise ». Ils auraient, en toute bonne foi, voté le 6 novembre pour un président qui se serait engagé à préserver la protection sociale dans tous ses aspects. Ils seraient confrontés à des intentions mauvaises de « certains parlementaires »... Allons donc. C'est une véritable fable qui nous est contée là. Depuis 2011, Obama n'a cessé de revendiquer les termes mêmes du « Grand Bargain », qui, explicitement, prévoit d'assécher le financement de Medicaid et d'imposer d'autres mesures anti-ouvrières. Tout cela est public. De même que les objectifs de diminution des impôts pour les riches, ou le projet d'étendre les exonérations fiscales pour les entreprises en vue de « créer des emplois ».

D'ailleurs, dès le 13 novembre, quelques jours après cette prétendue « journée d'action », le président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, et la présidente du principal syndicat non affilié à l'AFL-CIO, SEIU (employés des services publics), étaient reçus par Obama avec d'autres responsables syndicaux à la Maison-Blanche.

A l'issue de cette rencontre, Trumka a déclaré : « *C'est une réunion très, très positive. Le président est comme nous favorable à la réduction de la pression fiscale sur la classe moyenne, et garantit que les riches vont payer leur "juste part" (de sacrifices — NDR).* » Il poursuit :

« *Allons-nous collectivement nous mobiliser pour garantir que les travailleurs obtiennent une part juste de tout cela ? Absolument. Pensons-nous que le président est engagé sur la même voie ? Absolument, nous en sommes convaincus.* »

---

### "PERSONNE NE DEVRAIT ACCEPTER UN DOUBLE LANGAGE"

---

Rendant compte de cette réunion, le *Wall Street Journal* (14 novembre) souligne pourtant qu'Obama « *n'a pris aucun engagement spécifique à laisser indemnes les programmes sociaux tels que Medicare, et il laisse la porte ouverte à l'aggravation des coupes dans ces programmes auxquels pourtant nombre de ses amis démocrates s'opposent* ». Un autre participant à cette réunion du 13 novembre, Max Richtman, président du Comité national pour présé-

ver Social Security et Medicare, révèle (*Market Watch*, 14 novembre) que les économies seront concentrées non sur les bénéficiaires de ces programmes de protection sociale, mais sur « ceux qui les financent ». A juste titre, nos camarades de Socialist Organizer commentent ces informations en écrivant : « Exonérer ceux qui financent les programmes de protection sociale n'est qu'un moyen parmi d'autres de mettre en œuvre le programme d'austérité (d'Obama — NDR) ». Socialist Organizer poursuit : « Obama ne prend aucun engagement vis-à-vis des dirigeants des organisations sur la préservation des programmes sociaux tels qu'ils sont, considérés traditionnellement par le mouvement ouvrier comme sacro-saints. Et pourtant Trumka, Henry et les autres dirigeants ont le culot de dire aux travailleurs que la réunion avec Obama fut "très positive" et qu'Obama "partage les mêmes engagements" que le mouvement ouvrier. Personne dans le mouvement ouvrier ne devrait accepter un tel double langage. »

---

### “LE PRINCIPAL OBSTACLE”

---

Au lendemain de la réélection d'Obama, la question centrale à laquelle le mouvement ouvrier est confronté est à la fois celle de la mobilisation dans l'unité contre ces plans destructeurs et celle de son indépendance. « Pour permettre à la classe ouvrière de bloquer cette offensive contre la Social Security, Medicare et Medicaid, il est vital que soient rompus les liens de subordination du mouvement syndical vis-à-vis du Parti démocrate (...). C'est là le principal obstacle que la classe ouvrière a à surmonter », écrit le comité national de Socialist Organizer qui poursuit : « Aussi longtemps que les dirigeants au sommet des organisations continueront à nous dire qu'Obama et la direction du Parti démocrate sont sur le même terrain que nous concernant cette question de vie ou de mort pour des millions de travailleurs, il ne sera pas possible d'organiser un combat de résistance sérieuse qui puisse inverser l'ordre des choses. Quelles que soient les actions organisées, elles n'auront d'autre signification que d'être un baroud d'honneur ou, au mieux, de réduire un peu la part de sacrifices

imposée aux travailleurs pour en imposer un tout petit peu plus aux patrons. Combien de fois avons-nous vu dans le passé les dirigeants de nos organisations prendre une position extrêmement ferme sur une question importante pour les travailleurs et accepter dans l'instant qui suit d'abandonner cette position sous la plus modeste pression du Parti démocrate et de ses représentants ? N'est-ce pas ce qui s'est passé en octobre 2008, quand Obama et Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, ont exigé de l'AFL-CIO qu'elle soutienne le plan de renflouement de Wall Street de Georges W. Bush ? Ne s'est-il pas passé la même chose lorsque les dirigeants démocrates ont dit aux responsables du mouvement syndical que les deux options successives de la réforme de la Social Security — celle fondée sur le salaire différé (ce qui avait été adopté par le congrès de l'AFL-CIO en 2007 — NDR) et celle fondée sur la Public option (c'est-à-dire la possibilité d'avoir une assurance publique et non privée — NDR) étaient définitivement retirées de l'ordre du jour et qu'il fallait mener campagne pour le Obamacare, c'est-à-dire soutenir les compagnies d'assurances privées ? Dans ces deux cas, parmi de nombreux autres, les dirigeants des organisations ont organisé un lobbying, comme le 8 novembre, pour abandonner immédiatement leur position dès lors que les démocrates reculaient sous la pression d'Obama et de Pelosi. (...). Dans les prochains jours, nous pouvons nous attendre à ce que les dirigeants démocrates viennent nous expliquer que les coupes dans les programmes de protection sociale ne sont pas si mauvaises, qu'elles restent modestes et acceptables, qu'y compris elles sont nécessaires pour sauver ces programmes de coupes plus importantes, voire d'un démantèlement complet. Nous pouvons nous attendre à ce qu'on nous dise qu'Obama n'a pas le choix, qu'il doit prendre des décisions difficiles parce qu'il doit parvenir à un accord qui sauve l'économie de la décomposition et que le seul moyen, c'est d'accepter ces coupes "limitées". Nous pouvons nous attendre à ce qu'on nous dise que refuser un tel compromis aurait des conséquences néfastes pour les travailleurs et menacerait les chances des démocrates d'être réélus en 2014. Nous pouvons nous attendre à ce qu'on nous

raconte toutes ces sornettes. Mais tous ces arguments doivent être rejetés. Rien dans les déficits ne résulte d'une augmentation des coûts de Social Security, de Medicare et de Medicaid comme la presse capitaliste le prétend nuit et jour. Toutes ces affirmations ne sont que des mensonges visant à alimenter la campagne pour démanteler tous les droits et garanties arrachés par les travailleurs à travers la lutte de classe la plus âpre. La croissance astronomique de la dette est le résultat de la crise de décomposition du système capitaliste lui-même, dans la mesure où les capitalistes n'ont d'autres préoccupations que de faire du profit, et que, compte tenu du déclin constant du pouvoir de consommation de la majorité de la classe ouvrière, les capitalistes et les gouvernements à leur service cherchent en permanence à créer de nouveaux marchés artificiels pour continuer à faire des profits. C'est particulièrement vrai aux États-Unis qui sont au cœur de la bête capitaliste. Cela s'est traduit dans la croissance massive de l'économie d'armement, de l'économie spéculative, en particulier depuis 1971, lorsque le président Nixon a déconnecté la valeur du dollar de sa référence en or. Dans la décennie qui vient de s'écouler, le déficit fédéral est passé de 5 000 milliards à 14 300 milliards de dollars, comme conséquence de l'augmentation constante des dépenses de guerre (2 500 milliards de dollars), des exonérations fiscales inaugurées à l'époque de Bush et maintenue par Obama, et du renflouement par Bush puis Obama de Wall Street et des banques (3 000 milliards de dollars) et des intérêts de la dette. »

---

### «UNITÉ POUR LE RETRAIT DU GRAND BARGAIN»

---

A partir de cette appréciation, nos camarades mettent en avant la nécessité pour le mouvement ouvrier de réaliser son unité pour « le retrait du Grand Bargain et de toutes les attaques contre Social Security, Medicare et Medicaid », ce qui implique pour le mouvement ouvrier de dire clairement : « Pas de coupes, pas de concessions, non aux prétendus sacrifices partagés, bas les pattes devant tous les programmes de protection sociale. »

La déclaration de Socialist Organizer souligne que l'état d'esprit dans la classe ouvrière est « favorable à prendre une telle attitude (...). Un puissant sentiment de résistance qui vient d'en bas ne cesse de croître. Il s'est exprimé d'abord dans le soulèvement du Wisconsin, puis jusqu'à la grève victorieuse des enseignants de Chicago. La base des organisations et les délégués au niveau intermédiaire sont prêts à agir et à ouvrir une perspective de combat. »

Pour Socialist Organizer, cette perspective de combat immédiat se relie à la nécessité d'une action politique indépendante plus ample. « Le combat pour bloquer et faire retirer les coupes sur le budget de Social Security, de Medicare et Medicaid, à partir d'une mobilisation ouvrière indépendante, dans les faits et pas simplement dans les mots, ne peut être séparé du combat pour l'action politique indépendante du mouvement ouvrier, donc la formation d'un Labor Party fondé sur les syndicats et les organisations des opprimés, bien que le rythme et les formes de ces deux combats ne soient pas identiques. »

Socialist Organizer répond à un argument auquel les dirigeants de l'AFL-CIO ont publiquement recours pour justifier leur subordination au Parti démocrate : les démocrates seraient les « amis du mouvement ouvrier ». Argument rejeté par nos camarades de Socialist Organizer qui objectent : Le capitalisme à l'agonie cherche aujourd'hui à détruire toutes les organisations ouvrières existantes dans le monde, dans le seul but d'abaisser les « coûts du travail », d'atomiser les luttes de résistance de la classe ouvrière. Mais une telle offensive ne serait pas possible sans l'aide directe apportée par les dirigeants des organisations au Parti démocrate. Cette subordination à Obama et au Parti démocrate a conduit les dirigeants de nos organisations à accompagner les politiques les plus réactionnaires dirigées contre la classe ouvrière et les opprimés. C'est pourquoi le combat pour la rupture des syndicats — en particulier l'AFL-CIO mais aussi Change to Win et les syndicats qui ne sont affiliés ni à l'un ni à l'autre, c'est-à-dire les organisations qui sont la seule expression organisée de la classe ouvrière comme classe pour soi — est la question politique centrale. »

---

## “LE SAN FRANCISCO LABOR COUNCIL” PREND POSITION

---

A l’heure où cet article est « bouclé », nous recevons la résolution adoptée par le San Francisco Labor Council (le conseil du travail de San Francisco, union locale de tous les syndicats de San Francisco), intitulée : « *Non au Grand Bargain : protéger Social Security, Medicare et Medicaid.* » On y lit ce qui suit :

« *Considérant que le déficit national a été causé en réalité par les guerres, par les exonérations fiscales pour les plus riches, par la spéculation financière incessante et par le renflouement des banques,*

*Considérant que les propositions, qu’elles viennent des démocrates ou des républicains, conduisent à amputer les programmes de Social Security, Medicare, Medicaid et d’autres programmes vitaux de protection sociale,*

*Considérant que les coupes proposées frapperaient en particulier les femmes, les personnes de couleur, les enfants, toutes les populations qui souffrent le plus du chômage, de la stagnation des salaires et de la discrimination en cette matière, les SDF, ceux qui sont en situation d’insuffisance alimentaire et tous ceux qui souffrent de l’absence d’éducation et de protection médicale du fait des transferts de richesse opérés dans les quarante dernières années en faveur des plus riches (...),*

*Considérant que même si Social Security n’a pas aggravé d’un cent le déficit et que même si le fonds de consolidation de Social Security est entièrement équilibré au moins jusqu’en 2038, malgré cela les “Grand Bargainers” (les grands consensuels, c’est-à-dire démocrates et républicains qui se mettent d’accord sur le dos des travailleurs sous l’égide d’Obama — NDR) ont entamé des discussions pour réduire les avantages sociaux en élevant l’âge de départ en retraite, etc. (...),*

*Considérant que les démocrates et les républicains utilisent le “fiscal cliff” comme un prétexte pour imposer “des sacrifices partagés”, alors que ce dont nous avons réellement besoin, ce sont des emplois stables et bien payés pour des dizaines de milliers de travailleurs qui aujourd’hui sont sans emploi ou en travail*

*précaire, que ce dont nous avons besoin, c’est que soit reconstruit l’ensemble du système aujourd’hui affaibli et disloqué de la nation, qu’il s’agisse de l’infrastructure, de l’éducation, du logement ou de la santé,*

*Considérant que les assurances privées continuent à faire grimper le coût de leur couverture santé et font reporter sur les travailleurs un fardeau financier de plus en plus lourd,*

*En conséquence, le San Francisco Labor Council se prononce pour :*

— aucune coupe dans Social Security, Medicare, Medicaid et les autres programmes sociaux (...);

— c’est aux entreprises et aux riches de payer pour ce qu’ils se sont appropriés depuis des décennies ;

— restauration de la pression fiscale pour les 2 % des plus riches au niveau antérieur à la période de Busch (...).

*Le San Francisco Labor Council décide de faire circuler cette résolution parmi tous les syndiqués, les appelant à la soutenir ; décide d’adresser aux deux sénateurs de San Francisco une lettre basée sur cette résolution.*

*Adoptée à l’unanimité par le conseil du travail de San Francisco, le 26 novembre 2012. »*

C’est là une première position. N’en doutons pas : dans le mouvement ouvrier, les forces se rassemblent pour la rupture du consensus, la rupture du lien de subordination au Grand Bargain, pour l’indépendance de classe qui verra la classe ouvrière américaine, porteuse des plus grandes traditions de résistance et de mobilisation, se dresser aux côtés de ses frères d’Europe, d’Asie, d’Afrique, d’Amérique latine dans le combat commun pour en finir avec la dictature destructrice du capital financier, ses guerres, sa misère et sa désolation généralisée.

**Daniel Gluckstein**

# Grève des mineurs en Azanie (Afrique du Sud), un événement majeur de la lutte des classes internationale

*Par François Forge*

Ce numéro de La Vérité publie le rapport de Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania (SOPA), prononcé à Paris le 31 octobre 2012, devant une assemblée de militants, de travailleurs et de jeunes, répondant à une invitation de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il s'agit d'un document politique important, indispensable à la compréhension de la grève des mineurs et de sa portée, et donc indispensable à la définition des tâches qui en découlent, à la fois en Afrique du Sud même et à l'échelle internationale.

Ce document s'inscrit donc directement dans la préparation du VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il ne se contente pas d'analyser les événements les plus récents, mais établit le lien qui existe entre eux, tout le développement de la lutte du peuple noir pour son émancipation et la place tenue par la classe ouvrière dans ce combat.

Lybon Mabasa est ainsi revenu sur la naissance du mouvement de la Conscience noire, la constitution de l'Azanian People's Organization (AZAPO) en 1978. Il explique à ce sujet :

*« Dès le départ, nous avons avancé comme revendication que la terre soit donnée aux paysans noirs d'Afrique du Sud. Nous avons avancé comme revendication que le peuple devait contrôler totalement ses richesses, à commencer par les mines. Et nous avançons le mot d'ordre d'une République qui corresponde aux aspirations de l'immense majorité du peuple, c'est-à-dire une République noire. Et nous avons comme position que les travailleurs doivent pouvoir librement exprimer leur volonté et organiser par eux-mêmes leurs organisations. »*

Ne sont-ce pas ces mêmes questions, qui étaient au centre de la lutte révolutionnaire des travailleurs noirs contre le système d'apartheid, qui sont reposées aujourd'hui par la grève des mineurs et ses conséquences ?



Lybon Mabasa est ainsi amené à expliquer le contenu des accords de Kempton Park, fixant le cadre dans lequel se situe aujourd'hui le gouvernement Zuma : c'est la défense par tous les moyens des fondations de ces accords qui explique le déchaînement de la répression contre des travailleurs dont le seul crime était d'agir pour la satisfaction de leurs légitimes revendications.

Pour présenter le rapport du camarade Lybon Mabasa, il est utile d'abord de revenir sur la chronologie et le développement des événements depuis le massacre de Marikana.

Le jeudi 16 août 2012, des centaines de grévistes de la mine de platine Lonmin, à Marikana en Afrique du Sud, sont rassemblés non loin du site de la mine. La direction de celle-ci a décidé un lock-out. La situation est très tendue et les mineurs, pour discuter de la situation, ont décidé de se rassembler à l'extérieur de la mine.

La police encercle le rassemblement et ouvre le feu. Officiellement, on dénombre trente-quatre morts, tués par balles ; en fait, d'autres victimes ont disparu, les corps de certaines déplacées. Le nombre effectif de morts se rapproche sans doute de cinquante. Il y a plus d'une centaine de blessés par balles.

Ce terrible massacre évoque certains des épisodes les plus dramatiques de la lutte du mouvement ouvrier lors de sa constitution et dans les premières années de son combat. En Afrique du Sud, il rappelle encore plus directement les méthodes de la répression employées sous le règne de l'apartheid. Le choc est immense dans tout le pays.

Le grand quotidien de Johannesburg, *The Sowetan*, parle d'un « bain de sang ». Le journal financier *Business Day* fait un parallèle « avec les pires massacres de l'époque de l'apartheid ». Dans toutes les mémoires, il y a ce qui s'est passé à Sharpeville en 1960. Le régime de l'apartheid avait institué un système de laissez-passer pour les travailleurs noirs dont la présence était considérée comme illégale dans les villes et les régions où ils ne pouvaient justifier de leur emploi.

Une manifestation contre cette mesure s'était heurtée à la police qui avait ouvert le feu, laissant couchés à jamais soixante

manifestants... On était alors à l'apogée du régime de l'apartheid. Mais la manifestation de Sharpeville a été l'un des jalons de la montée de la résistance puis de l'offensive du peuple noir d'Afrique du Sud contre le régime de l'apartheid.

En 2012, on est près de vingt ans après l'abolition des institutions politiques de l'apartheid en 1994. Le gouvernement qui est au pouvoir en Afrique du Sud est celui de l'African National Congress (ANC), actuellement présidé par Jacob Zuma, un gouvernement dont l'axe est donc l'organisation qui s'était trouvée à la tête du mouvement des masses noires contre le régime de l'apartheid ; un gouvernement qui s'appuie sur une coalition (une « alliance ») avec le Parti communiste sud-africain et la direction de la principale confédération syndicale du pays, la COSATU.

C'est la police de ce gouvernement qui, sur ordre, ouvre le feu contre des grévistes, revendiquant la hausse de leurs salaires de 4 000 rands (environ 400 euros) à 12 000 rands (environ 1 200 euros). Cette revendication s'adresse aux patrons de la mine, à l'entreprise multinationale d'origine britannique, la Lonmin, qui possède l'une des plus importantes mines de platine du monde.

Les dirigeants du NUM (National Union of Miners), le syndicat des mineurs, affilié à la COSATU, ont partie liée avec les propriétaires capitalistes des mines (1). Les dirigeants de la COSATU, comme ceux du NUM, ont condamné le mouvement des mineurs et dénoncé leurs revendications comme « exagérées ». Pour se défendre, à Marikana, les mineurs avaient constitué leur propre organisation syndicale, l'AMCU.

Au lendemain du massacre, la répression se poursuit. Près de cent mineurs sont arrêtés et accusés — en utilisant une loi de l'époque de l'apartheid — de « complicité de meurtre » (2). La direction régionale du PC sud-africain dénonce « le chaos et l'anarchie initiés sous le couvert de re-

(1) Cet aspect est traité de manière détaillée dans le rapport de Lybon Mabasa.

(2) Selon cette loi de l'apartheid, lorsque la police est amenée à ouvrir le feu face à une manifestation, s'il y a des morts, les « coupables » sont ceux qui ont organisé ou participé à la manifestation.

*vendications salariales qui sont en réalité utilisées comme moyen de recrutement pour l'AMCU ». Et ce communiqué s'achève en réclamant « l'arrestation immédiate des dirigeants du syndicat comme coordinateurs, planificateurs et dirigeants de cette violence anarchique ».*

Dans ce climat, la grève continue. La nouvelle du massacre provoque de premières manifestations de solidarité internationale (3). En Afrique du Sud, l'émotion est à son comble. Le pouvoir se voit contraint de créer une commission d'enquête. Puis, des accusations de complicité de meurtre à l'encontre des mineurs sont abandonnées, l'ensemble des mineurs relâchés.

Des revendications similaires commencent à apparaître de manière organisée dans d'autres points du secteur minier. Le congrès de la COSATU, qui est alors réuni en présence du président Zuma, ne peut dénoncer les mineurs et leur mouvement. Mais il se contente de réclamer une enquête, sans dénoncer les assassins perpétrés par la police, ce qui mettrait en cause le gouvernement lui-même.

Le 18 août, Julius Malema, qui fut le secrétaire général de l'organisation de jeunesse de l'ANC et qui fut exclu de celle-ci pour avoir posé la question de la nationalisation des mines, se rend à Marikana. Il s'adresse aux mineurs, saluant leur lutte et disant : « *Cette mine appartient aux Britanniques qui y font beaucoup d'argent, mais ce sont nos frères noirs qui y sont morts assassinés. Même sous l'apartheid, il n'y a pas eu un tel carnage.* »

Malgré la répression — le 15 septembre, la police a de nouveau tiré —, non seulement la grève se maintient à Marikana, mais elle s'étend à d'autres sites. Le 17 septembre, dans une autre mine où les travailleurs se réunissent pour décider de la grève, la police intervient en force et procède à de nombreuses arrestations.

Le 24 septembre, devant les travailleurs de Marikana réunis en assemblée générale, les responsables de l'AMCU présentent les résultats de la négociation : aucun licenciement, compensation financière assurée par l'entreprise pour toutes les familles des victimes, augmentation générale des salaires de 15 à 22 % selon les catégories.

---

## LA GRÈVE S'ÉTEND

---

Au moment même de l'annonce de cet accord ratifié par les travailleurs, la grève est effective ou se prépare dans d'autres exploitations minières.

Le patronat ne se trompe pas sur le sens du message : « *En proposant de déchirer l'accord salarial qui existait pour cette année, puis en acceptant des augmentations substantielles, Lonmin risque de créer la contagion* », déclare un responsable d'une agence financière.

La même chose est dite encore plus clairement par Frans Morlen, secrétaire général du NUM : « *Cela suggère vraiment que la grève sauvage et l'anarchie peuvent être facilement récompensées et cela peut se répandre à d'autres sites car chacun peut se dire : s'ils l'ont obtenu, alors nous pouvons l'obtenir.* »

En octobre, c'est une vague de grèves spontanées qui déferle, essentiellement dans le secteur minier, bien que l'agitation revendicative commence à toucher d'autres branches (transports, sidérurgie, textile, ouvriers agricoles).

Vers la mi-octobre, on décompte environ 100 000 mineurs en grève. Dans des mines d'or, comme celle de Gold Fields, la production est arrêtée. Le premier producteur mondial de platine, l'Anglo American Platinum (Amplats), dont une mine emploie près de 30 000 travailleurs, voit sa production complètement paralysée par la grève. Les travailleurs, qui rejettent les représentants du NUM, commencent à constituer leurs comités de grève avec des délégués élus. Des contacts se nouent entre les différentes mines en grève. C'est alors que la direction de la multinationale Anglo American Platinum décrète 12 000 licenciements.

La direction de la COSATU est contrainte de condamner cet acte, ce qui ne signifie pas qu'elle soutient le mouvement engagé par les travailleurs. Elle s'aligne sur les injonctions du président

---

(3) Dès le 22 août, Louisa Hanoune et Daniel Gluckstein, coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, lancent un appel dénonçant le massacre et appelant à la solidarité internationale.

Zuma qui appelle à la fin de « *toutes les grèves non protégées* ». Par « non protégées », Zuma entend les grèves qui n'ont pas l'appui officiel de la direction de la COSATU, ce qui est le cas de toutes les grèves dans le secteur minier. Cet appel reste sans effet et le « sommet social » convoqué par Zuma est un échec.

La situation est alors marquée par des reprises partielles du travail, de nouveaux débrayages, des tentatives de négociations et des reculs du patronat, de nouvelles offensives de la répression. Ce n'est qu'au bout de plusieurs semaines que s'impose la tendance à la reprise. Partout, elle s'opère en contrecarrant les tentatives de licenciement de la part du patronat. Partout, la grève s'achève par de nou-

velles concessions — même si celles-ci se situent en deçà des revendications initiales.

Par exemple, à Amplats, là où la lutte a été extrêmement tendue, l'Anglo American Platinum, avait annoncé qu'elle ne renoncerait aux licenciements massifs que si le travail reprenait. Elle se déclarait prête à accorder une prime unique et non renouvelable, mais se refusait à toute augmentation de salaire. Sur cette base, elle lançait un ultimatum. L'échéance de l'ultimatum passa et le travail n'avait toujours pas repris.

Finalement, les mineurs sont retournés au travail en obtenant non seulement la prime mais une augmentation de salaire mensuelle. Il n'y a pas eu de cas où les

## La déclaration du Socialist Party of Azania

**après l'accord signé avec Lonmin et approuvé par les grévistes, fin septembre 2012**

« Bien que les mineurs n'aient pas obtenu les 12 500 rands qu'ils revendiquaient, Lonmin a été obligé de se rapprocher de ce chiffre en accordant une énorme augmentation de 22 % sans précédent, pour atteindre le chiffre de 11 000 rands avec une prime exceptionnelle de 2 000 rands à la fin du mois. Lonmin s'est également engagé à reprendre tous les travailleurs, y compris ceux qui avaient été arrêtés et qui faisaient l'objet de poursuites judiciaires. Tout en prétendant qu'ils attendent la fin de l'enquête, ils ont été contraints de satisfaire les revendications des travailleurs.

Il s'agit en fait d'une véritable avancée pour les travailleurs de Marikana. Les patrons de Lonmin se sont plaints d'avoir été littéralement forcés de signer un accord déraisonnable alors que, durant les quarante jours qu'a duré la grève, ils ont perdu quinze millions de rands par jour. La vérité, c'est que les travailleurs ont rejeté le bluff de Lonmin et qu'ils ont gagné. L'ACMU a répondu que Lonmin aurait pu s'épargner toutes ces difficultés et ces pertes s'ils avaient opté plus rapidement pour un accord et que cela aurait évité la mort des mineurs.

Pour dire les choses comme elles sont, si les travailleurs ne s'étaient pas engagés sur la voie qu'ils ont choisie, les patrons n'auraient fait preuve d'aucune bienveillance ni d'aucune générosité. Ils n'auraient jamais obtenu ces conquêtes ni maintenant ni plus tard. Le système capitaliste représenté par Lonmin et le gouvernement n'a pas été apitoyé par la mort et les souffrances des travailleurs. Ils se sont cantonnés dans leur arrogance et leur refus, et ont maintenu leur volonté de faire le maximum de profits et d'exploiter les travailleurs.

En fin de compte, cet accord sur les salaires est intervenu alors que la COSATU tenait son congrès pour élire ses instances dirigeantes. Malgré la crise à Marikana et le rôle qu'y a joué son principal syndicat, le NUM, la COSATU et ses alliés ont continué à vouloir faire porter la responsabilité des problèmes aux travailleurs ainsi qu'à d'autres forces obscures. Tout ce qu'ils ont été capables de faire, c'est de critiquer la "police militarisée" et pas ceux qui leur ont donné des ordres c'est-à-dire le gouvernement.

Nous, Socialist Party of Azania, sommes persuadés que la période qui s'ouvre sera difficile. Le gouvernement de l'ANC avait l'occasion, même si le prix à payer était douloureux, de nationaliser une mine, détenue par des étrangers, ce qui, de bien des manières, représente une violation de la souveraineté de notre pays et qui est directement responsable de la mort de tant de citoyens. Dans n'importe quel pays qui aime son peuple, la licence (d'exploitation) de Lonmin aurait été retirée. Nous continuons à revendiquer la nationalisation des mines et à soutenir tous les travailleurs qui continuent à se battre pour leurs droits démocratiques et les syndicats qui les représentent. »

mineurs n'aient pas obtenu une amélioration salariale comme condition de la reprise. Partout, ils ont, en s'organisant, rejeté les premières propositions patronales acceptées par la direction du NUM.

Rien n'est réglé, la tension est extrême. Le gouvernement recourt aujourd'hui à une répression sélective. Les conséquences de la grève des mineurs sont présentes dans toute l'action de la classe ouvrière. C'est ainsi que, ces derniers jours, des mouvements de grève ont eu lieu parmi les travailleurs agricoles du secteur viticole, qui comptent parmi les travailleurs les moins payés de toute l'Afrique du Sud, dont les conditions de travail sont très dures, pour le compte de grands propriétaires blancs.

---

## UN CONFLIT DE CLASSE

---

Ce qui s'est passé à Marikana et dans les semaines qui ont suivi dans tout le secteur minier — composante centrale de l'économie sud-africaine et bastion du mouvement ouvrier noir — est un conflit de classe d'une exemplaire netteté qui a durablement bouleversé toute la situation politique.

D'un côté, les mineurs — des travailleurs noirs — qui, par la grève, en exigeant des augmentations de salaire, se dressent contre le système d'exploitation ; de l'autre, les propriétaires capitalistes de ces mines — les propriétaires blancs, dirigeants de grandes multinationales américaines et britanniques — pour qui la surexploitation de la masse des mineurs noirs, héritage du régime d'apartheid, est la condition même de la réalisation de leurs profits.

Le gouvernement se range du côté du patronat. Mais il s'agit d'un gouvernement formé par l'organisation qui, historiquement, se trouvait à la tête du combat du peuple noir pour son émancipation.

Les moyens par lesquels le patronat a cherché à briser la grève, en particulier le recours au lock-out, sont juridiquement légitimés par l'une des clauses des accords de Kempton Park signés en 1994 et sur la base desquels s'est constitué l'édifice politique de la nouvelle Afrique du Sud. Le

rapport du camarade Lybon Mabasa revient sur le contenu de ces accords.

L'économie de l'Afrique du Sud repose pour beaucoup sur l'exportation de matières premières, principalement de minerais. Elle est le premier producteur mondial de platine, d'or et de minerais rares. L'Anglo American constitue l'une des plus grosses compagnies minières mondiales dans le domaine du zinc, du platine, du charbon, du cuivre, de l'acier et de l'or. Les sociétés qui exploitent les ressources minières sont aux mains du capital étranger, les impérialismes britannique et américain y tenant une place prédominante.

L'industrie minière et les activités dérivées représentent près de 20 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique du Sud.

La constitution d'une forte classe ouvrière noire s'est faite, en particulier, à travers le développement de cette industrie minière. Le système de l'apartheid, qui a institutionnalisé la discrimination raciale, a abouti à une situation — qui perdure aujourd'hui — où, dans sa très large majorité, la classe ouvrière est noire, les paysans sans terre, les chômeurs, l'ensemble des couches exploitées sont noirs. La classe capitaliste, elle, est blanche, d'origine européenne et elle est directement associée et subordonnée aux bourgeoisies impérialistes.

L'économie capitaliste d'Afrique du Sud constitue essentiellement une enclave de l'impérialisme dans laquelle l'exploitation capitaliste est indissociable de l'oppression raciale. Il s'agit de ce que les mouvements nationalistes noirs ont justement caractérisé comme un « capitalisme d'apartheid ».

---

## LUTTE POUR L'ÉMANCIPATION NATIONALE ET RÉVOLUTION SOCIALE EN AFRIQUE DU SUD

---

Dans une lettre du 20 avril 1935 adressée à des militants trotskystes sud-africains, Léon Trotsky insistait sur le fait que la question nationale et la question sociale étaient indissolublement liées dans le combat des masses exploitées et opprimées d'Afrique du Sud :

« Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rap-

*ports, non seulement entre les classes mais aussi entre les races et assurera aux Noirs la place dans l'État qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national. »*

C'est à partir de cette analyse que Trotsky dégageait, dès alors, le mot d'ordre de « République noire » comme axe du combat pour l'émancipation nationale et comme mot d'ordre transitoire indispensable au combat de la classe ouvrière noire, seule classe capable de mener jusqu'au bout le combat pour la souveraineté nationale et la démocratie, dans la voie de son émancipation sociale, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne.

Les accords de Kempton Park, qui mettaient fin aux institutions politiques de l'apartheid, préservaient l'exploitation capitaliste qui, compte tenu de ce qui est expliqué plus haut, ne pouvait se perpétuer que dans la forme donnée par le « capitalisme d'apartheid ».

C'est pourquoi la situation de l'économie sud-africaine, étroitement dépendante des besoins du capital européen et américain, est particulièrement vulnérable à la crise mondiale actuelle : inflation galopante, montée du chômage (40 % de la population active est au chômage). L'aggravation de la situation économique s'inscrit dans une structure marquée par le maintien du fossé séparant la majorité noire (essentiellement composée de salariés, de paysans pauvres et de chômeurs), de la minorité blanche (regroupée autour des capitalistes et des grands propriétaires fonciers). Près de la moitié de la population survit toujours sous le seuil de pauvreté (avec moins de 40 euros par mois). En moyenne, un foyer blanc gagne six fois plus qu'un foyer noir.

A partir de 2006, tout particulièrement, cette crise a nourri la mobilisation de sec-teurs de la classe ouvrière. Des grèves ont éclaté dans tous les secteurs, entraînant des contradictions dans les sommets de la triple alliance ANC-SACP-COSATU, dont les marchés financiers craignent qu'ils ne puissent pas résister à la pression des masses.

C'est ainsi que le 28 février 2012, le *Financial Times* indiquait que « ces derniers mois, les agences de notation Moody's et Fitch ont révisé à la baisse la

*notation de l'Afrique du Sud, la faisant passer de stable à négative, à cause des soucis provoqués par l'incapacité de l'économie à créer des emplois en nombre suffisant et par le risque de voir des pressions populaires menacer la politique de réduction des déficits du gouvernement ».*

Le *Financial Times* ajoute : « Cette réaction négative des agences de notation se lie à un climat d'incertitude politique et à un débat difficile sur la nationalisation des mines ouvert par Julius Malema, ex-dirigeant de la Jeunesse de l'ANC. Ses discours ont érodé la confiance des investisseurs dans l'Afrique du Sud mais aussi mis en lumière la pauvreté généralisée et le haut taux de chômage existant dans l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde. Le gouvernement a cherché à bloquer ce débat en faisant savoir, y compris par la voix de Zuma lui-même, que la nationalisation n'était pas un élément de la politique de l'ANC. »

Certes, Julius Malema est un pur produit de l'appareil de l'ANC. Comme responsable de l'organisation de jeunesse, il avait apporté son appui sans réserves à la candidature de Zuma lors de la précédente élection présidentielle. C'est d'ailleurs toujours dans le cadre de l'ANC — même exclu — qu'il situe sa politique, se réclamant d'une ANC sans Zuma. Y compris sur le terrain des nationalisations, sa position varie (participation de l'État, joint-ventures, etc.). Aujourd'hui, alors que s'accroît la crise de l'ANC, il se montre plus discret, ses partisans assurant qu'il agit ainsi pour faciliter l'émergence au sein de l'ANC d'un candidat opposé à Zuma.

Mais s'il est aujourd'hui l'objet d'une campagne visant à l'éliminer de la vie politique en Afrique du Sud — ou à l'éliminer tout court d'ailleurs (4) — c'est, qu'en posant la question de la nationalisation, il touche à l'un des piliers fondateurs des accords sur lesquels repose la domination du capitalisme en Afrique du Sud. C'est pourquoi le SOPA a déclaré :

(4) De véritables appels au meurtre ont été lancés contre Lybon Mabasa, l'évêque anglican Johannes Séoka — qui s'était solidarisé avec les mineurs — et Julius Malema. Une campagne internationale se mène pour leur défense.

« Nous apportons notre soutien plein et entier à Julius Malema lorsqu'il exige la nationalisation de Lonmin et du secteur minier, c'est-à-dire le transfert de la propriété du sous-sol à l'immense majorité noire. Pour notre part, au SOPA, nous rappelons que cette question est posée de manière brûlante aujourd'hui, tant par la crise du système capitaliste que les travailleurs ne doivent pas payer que par l'héritage de la conférence pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) qui a conduit aux accords de Kempton Park, accords ayant vu les principales organisations de la lutte contre l'apartheid préserver les intérêts de la minorité capitaliste blanche contre ceux de l'immense majorité noire. »

La grève des mineurs repose cette question avec une acuité qu'elle n'avait jamais atteinte auparavant. Il ne s'agit pas que du statut juridique de l'industrie minière. La nationalisation implique une expropriation de fait — quelles qu'en soient les conditions — de l'impérialisme. Elle est en elle-même un acte d'affirmation de la souveraineté nationale.

Lybon Mabasa, dans une interview du 11 octobre 2007 dont des extraits ont été publiés dans *Informations ouvrières*, définissait le cadre d'ensemble de la situation en Afrique du Sud, dans les termes suivants :

« Les traits principaux de la situation en Azanie aujourd'hui ne peuvent être analysés sans retourner aux accords de Kempton Park, accords qui contenaient certains points essentiels et, parmi les plus importants, celui concernant la propriété qui, en fait, donnait à la minorité blanche, aux anciens conquérants coloniaux, un droit absolu à maintenir entre leurs mains la propriété qu'ils détenaient et qui, la plupart du temps, avait été arrachée au peuple noir par les moyens les plus violents, par les guerres, les assassinats, la répression.

Cette clause niait les luttes historiques du peuple noir qui peuvent être définies comme étant le combat pour le pouvoir de la majorité noire, le combat pour instaurer une république qui représente la nation, la République noire, agissant pour le retour à la nation de la richesse du pays qui, depuis des années, était confisquée par la minorité blanche comme l'ensemble des richesses du sous-sol dont l'or et le diamant. »

---

## QUELLE SOLUTION ?

---

Un sociologue sud-africain, William Gumede, caractérise la situation nouvelle qui s'ouvre dans les termes suivants : « C'est le contrat social de 1994 qui vient de mourir (...). La situation est à un point de basculement. » Prudemment, il ajoute : « La masse des Noirs pauvres est en train de prendre conscience que le gouvernement et les syndicats ne font rien pour eux. »

C'est un euphémisme ! Ce qu'a signifié la grève des mineurs et les mouvements qui ont mobilisé les travailleurs d'autres secteurs, c'est que les travailleurs noirs commençaient à exprimer leur « prise de conscience » en s'organisant et en défiant tout le système, se heurtant aux directions politiques et syndicales inféodées à la préservation de ce système.

Comme le soulignent de nombreuses déclarations et prises de positions du SOPA, la question de l'indépendance syndicale, la question de la démocratie ouvrière sont au cœur des développements actuels. Avec elles, la question qui est posée est celle d'une organisation politique, d'un parti exprimant les intérêts et les aspirations de la majorité noire opprimée et exploitée.

Le SOPA est le point de départ de la construction de ce parti. Il doit, à juste titre, se revendiquer des meilleures traditions révolutionnaires du mouvement de la Conscience noire et de l'AZAPO. Mais il ne peut aujourd'hui se construire que comme parti ouvrier, parce que, plus que jamais, la classe ouvrière, par son combat pour ses revendications, par sa lutte contre l'exploitation capitaliste, est la force sociale qui, seule, peut mener à bien les tâches de l'émancipation nationale et de la démocratie, de la constitution d'une République noire.

Ce que l'action révolutionnaire de la classe ouvrière noire d'Afrique du Sud met aujourd'hui à l'ordre du jour, c'est la réalisation de la perspective que Lybon Mabasa traçait déjà en 2008 :

« Il n'existe véritablement aucune solution pour notre peuple sans un contrôle réel sur ses ressources natio-

*nales. Il faut que nous récupérions nos mines, notre production électrique, nos communications, nos moyens de transport et toutes nos institutions financières.*

*Il ne faut pas que nous acceptions le système qui ne peut prospérer que grâce à l'exploitation du peuple. Une véritable direction n'émergera pas à partir d'un système basé sur la propriété privée des moyens de production, une direction qui respecte le "caractère sacré de la propriété privée". Seuls peuvent vraiment diriger ceux qui veulent combattre sur les principes suivants :*

*— combat pour l'annulation inconditionnelle de la dette de l'apartheid ;*

*— combat pour la reconquête de la terre, pour la reprendre à la minorité blanche qui possède encore 80 % de la*

*terre en Afrique du Sud. La lutte ne peut pas finir sans que le peuple noir soit propriétaire de sa terre ;*

*— combat pour la renationalisation de toutes les richesses privatisées ;*

*— combat pour l'indépendance des organisations ouvrières par rapport aux organisations et alliances avec les grandes entreprises (le patronat) et aussi le gouvernement. Les organisations du mouvement ouvrier et populaires doivent avoir la possibilité de combattre sur un programme indépendant, représentant exclusivement les intérêts et aspirations de leurs adhérents et défendant en toutes circonstances les droits démocratiques qui ont été arrachés dans de durs combats.»*

**François Forge**

# “La grève des mineurs : une épreuve de force centrale pour l’avenir de notre pays”

(Rapport de Lybon Mabasa, Paris, 31 octobre 2012)

La lutte des mineurs noirs a toujours été liée à l’expulsion de la majorité noire de la terre, du travail et de tout ce qui lui appartenait en Afrique du sud, que nous préférons appeler l’Azanie. Le secteur minier en Afrique du Sud a été pour ses propriétaires une « success story », exclusivement en raison de la surexploitation de la force de travail noire. Les mineurs payés une misère, ont toujours vécu dans des baraquements sans eau courante ni toilettes, dans des conditions inhumaines. C’est grâce à cela que l’Afrique du Sud est devenue le premier producteur mondial d’or, grâce à la surexploitation des mineurs noirs. Malgré la résistance des travailleurs noirs des mines depuis près d’un siècle, aucune amélioration sensible n’a été obtenue.

Les organisations du Congrès national africain (ANC) et du Congrès panafricain (PAC) sont liées au développement du mouvement ouvrier jusque dans les années soixante. Mais leur activité politique était alors restreinte par la clandestinité, à un point tel que l’on disait à l’époque : contrairement à l’ANC et au PAC, les mineurs eux, sortent au moins tous les soirs de sous la terre.

---

## 1968, APPARITION DU MOUVEMENT DE LA CONSCIENCE NOIRE

---

C’est en raison de ce vide politique qu’est apparu en 1968, le Mouvement de la Conscience noire (BCM) dirigé par Steve Biko. Le Mouvement de la Conscience noire a commencé à organiser les étudiants et les travailleurs pour résister au régime raciste de l’apartheid.

En 1973, le régime de l’apartheid a constitué sa propre confédération syndicale contrôlée, qui s’appelait le Trade Union Council of South Africa (TUCSA). C’est ce « syndicat » qui était envoyé par le régime de l’apartheid dans le monde entier, prétendant représenter les travailleurs d’Afrique du Sud. Cette même année 1973, une grève massive s’est développée dans les ports et les docks, notamment dans la région de Durban qui a reçu le soutien de l’ensemble des travailleurs d’Afrique du Sud et aussi du Mouvement de la Conscience noire de Steve Biko. Donc, malgré les efforts conjoints du gouvernement et de ce syndicat jaune, la grève s’est développée. C’est dans ce contexte que s’est constitué pour la première fois un syndicat authentiquement indépendant, produit organique de la lutte de la classe ouvrière.

C’est la période durant laquelle j’ai moi-même rejoint le Mouvement de la Conscience noire. J’avais 19 ans. Ma démarche ne faisait pas de moi quelqu’un de particulier : il n’y avait aucun jeune Noir à cette époque qui n’était pas d’une manière ou d’une autre affecté par les mesures prises par le régime raciste de l’apartheid. Durant ma dernière année à l’université, j’ai été exclu de l’université, officiellement pour « raisons politiques ».

Durant toute cette période, j’ai subi ce qu’ont subi la plupart des jeunes militants noirs de ma génération qui étaient engagés dans l’action. J’ai été emprisonné, j’ai été torturé, j’ai été condamné, on m’a même interdit tout contact avec les autres camarades.

Lorsqu’a explosé le soulèvement général organisé par le Mouvement de la Conscience noire en 1976, nous avons été capables d’organiser une mobilisation



massive, y compris sur le plan de la classe ouvrière, et le régime a répondu par une répression brutale, jusqu'à l'assassinat de Steve Biko.

---

## POUR UNE RÉPUBLIQUE NOIRE....

---

Nous, à l'époque dans le Mouvement de la Conscience noire, on n'a pas voulu laisser se développer une situation où l'organisation disparaîtrait du fait de cette répression, comme avaient accepté de le faire, en leur temps, l'ANC et le PAC après avoir été interdits. C'est pourquoi nous avons mis sur pied une nouvelle organisation noire, l'AZAPO (Organisation du peuple d'Azanie).

Dès le départ, nous avons avancé comme revendication que la terre soit donnée aux paysans noirs d'Afrique du Sud. Nous avons avancé comme revendication que le peuple devait contrôler totalement ses richesses, à commencer par les mines. Et nous avançons le mot d'ordre d'une République qui corresponde aux aspirations de l'immense majorité du peuple, c'est-à-dire une République noire. Et nous avions comme position que les travailleurs doivent pouvoir librement exprimer leur volonté et s'organiser par eux-mêmes dans leurs organisations, c'est pourquoi nous avons encouragé au développement des syndicats indépendants, à commencer par le NUM, c'est-à-dire le syndicat national des mineurs sur lequel nous reviendrons tout à l'heure.

Durant toute cette période, nous avons été partie prenante de tout le processus de constitution d'organisations syndicales, aussi bien des syndicats professionnels que les premières ébauches de confédérations (CUSA, AZACTU...) jusqu'en 1985, date de la formation de la COSATU. Durant cette période d'une quinzaine d'années où le Mouvement de la Conscience noire a été extrêmement actif dans tous les processus que je viens de décrire, la plupart de ses dirigeants ont été les uns après les autres assassinés par la police. Et c'est pourquoi lorsqu'un certain nombre de nos adversaires politiques faisaient le reproche au Mouvement de la Conscience noire qu'il ne disposait pas d'une direction suffisamment expérimentée

et éprouvée, nous répondions que c'était parce que nous ne vivions pas assez longtemps. La plupart de nos dirigeants avaient été assassinés, ils ne vivaient pas aussi longtemps que certains dans les prisons.

Durant ces quinze années, nous n'avons jamais déserté le terrain. Mais nous avons mené campagne sur le terrain dans un certain isolement international. Nous n'avons jamais lâché prise, mais cet isolement international s'est rompu à partir du moment où, au milieu des années 1980, nous avons pris contact avec la IV<sup>e</sup> Internationale et son secrétariat international.

La première organisation légale qui est apparue sur la scène publique, constituée par l'ANC clandestine, a été le Front démocratique uni (UDF) en 1983. Et la première campagne de masse de l'UDF, comme cela a été fort bien expliqué dans le livre de Rian Malan, *My traitor's heart* (« Mon cœur de traître »), a été une campagne d'extermination des militants du Mouvement de la conscience noire.

---

## LES ACCORDS DITS DE "KEMPTON PARK"

---

Cette campagne a préparé ce qui s'est passé à la fin des années 1980. En février 1990, Mandela a été libéré, et avec lui les principaux dirigeants de l'ANC. Mais en réalité le processus de négociation entre les dirigeants de l'ANC et le régime de l'apartheid avait commencé dès 1985, et était directement conduit par Mandela alors qu'il était encore en prison. Pour notre part, nous n'avons pas été partie prenante de ces négociations, parce que nous estimions que ce dont le peuple noir d'Azanie avait besoin n'était pas à l'ordre du jour de ces négociations.

Les dirigeants de l'ANC et du régime de l'apartheid sont parvenus à un accord. Le premier point de cet accord, c'est que la dette du régime de l'apartheid devait être remboursée par le peuple noir. Le deuxième point de l'accord qui a été signé, c'est ce qui s'appelle la « clause de propriété », qui interdit aux Noirs la possibilité d'être propriétaires de la terre, de posséder la richesse, qui les exclut de

l'éducation bref, qui leur interdit tout ce pour quoi ils avaient combattu. Les accords ont mis en place une clause particulière sur les conditions d'achat et de vente des terres qui aboutit au résultat suivant (et c'est encore le cas aujourd'hui) : 83 % des terres sont la propriété exclusive de 62 000 familles blanches.

Le troisième point de l'accord qui a été signé à la fin de l'apartheid, est la clause dite du « lock out », qui dit que lorsque les travailleurs sont en grève il est illégal de rester sur leur lieu de travail et que, par conséquent, les patrons sont autorisés à les « lock-outer », c'est-à-dire à les licencier purement et simplement dès lors qu'ils sont en grève. Ce qui a été la porte ouverte pour pouvoir recourir au travail des « jaunes », pour briser la grève, à chaque fois que grève il y avait. Ainsi, en Afrique du Sud aujourd'hui, quand vous êtes en grève, les patrons ont le droit de faire venir n'importe qui pour travailler à votre place.

Le quatrième point de l'accord, est ce qu'ils appellent « la clause de protection des droits des minorités ». Un droit de protection des minorités qui visait d'abord et avant tout à garantir les droits de la minorité blanche, consacrait la nécessité de protéger la terre « blanche », la richesse « blanche », et tout ce qui appartenait aux Blancs. Ce qui fait qu'une fois que vous avez adopté l'ensemble des clauses, eh bien le peuple noir a été expulsé de tout.

Enfin ils se sont mis d'accord sur le fait qu'il fallait arrêter toute violence politique pour pouvoir déboucher sur un processus électoral. En 1994, en accord avec les camarades du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale, et avec l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, nous avons organisé à Johannesburg, une conférence pour dénoncer ces honteux accords, c'était juste à la veille du processus électoral.

Dans son autobiographie, Cyril Ramaphosa (1) raconte, à propos des élections de 1994, que les voix n'ont pas été comptées, qu'ils s'étaient mis d'accord entre les dirigeants de l'ANC et le régime de l'apartheid sur le nombre de voix que chaque parti obtiendrait. Or officiellement, le résultat de l'ensemble de ces négociations c'est que les Noirs n'avaient rien gagné, sinon le droit de vote.

Donc si on résume ces accords (dits de « Kempton Park », 1994) : ni richesse, ni terre, ni loi de la majorité (noire), ni République noire, et obligation de rembourser la dette de l'apartheid.

---

## LA RÉSISTANCE AU COURS DÉSASTREUX DES DIRECTIONS DU MOUVEMENT OUVRIER

---

A l'époque, la centrale syndicale COSATU a été partie prenante des négociations et des accords de 1994. Mais dans ces négociations, la direction de la COSATU a accepté d'être subordonnée à la politique de l'ANC et de ses principaux alliés, les staliniens du Parti communiste d'Afrique du Sud (SACP).

En 1995-1996, la COSATU a connu une très forte croissance de ses effectifs. Mais dans la même période, et sous la pression du gouvernement et de ses alliés de l'Alliance tripartite (2), elle a eu tendance de plus en plus à s'éloigner du terrain des revendications ouvrières sur lequel elle avait été constituée. Durant les dernières années, nombre de syndicats affiliés à la COSATU ont fait connaître leur désaccord, leur opposition avec le cours pris par les dirigeants de la Confédération, dont ils considèrent d'une part, qu'ils ont tendance à s'adapter à la politique du gouvernement et des patrons et d'autre part, à s'enrichir eux-mêmes personnellement. Le premier syndicat à s'opposer de la sorte a été le syndicat des enseignants, il y a trois ans, suivi de peu par les syndicats du secteur public.

Pour donner un exemple, les dirigeants du syndicat des mineurs (NUM) gagnent en moyenne 1 400 000 rands par an, ce qui équivaut à 140 000 euros par an, soit plus

---

(1) Cyril Ramaphosa a été l'un des principaux fondateurs du syndicat des mineurs NUM. Il est aujourd'hui à la fois membre du comité central de l'ANC, membre du conseil d'administration du groupe minier Lonmin (groupe auquel appartient la mine de Marikana) dont il possède 15 % des parts, grâce à quoi il est devenu millionnaire.

(2) Alliance tripartite : coalition au pouvoir depuis 1994, composée de l'ANC, de la COSATU et du Parti communiste (SACP).

de 10 000 euros par mois ; tandis que les mineurs, eux, gagnent environ 4 000 rands, c'est-à-dire 400 euros par mois. Et, ce qui est plus grave encore, c'est que les dirigeants du NUM disposent de paquets d'actions dans les sociétés minières qui exploitent les mineurs. C'est ainsi que Cyril Ramaphosa, l'ancien secrétaire général du syndicat des mineurs NUM (et toujours membre du comité central de l'ANC), possède 15 % du capital de Lonmin, c'est-à-dire la multinationale qui assassine les ouvriers de Marikana.

Au cours de la semaine qui vient de s'écouler, lors d'une audience de la commission d'enquête officielle concernant ce qui s'est passé à Marikana, a été exposé un courrier électronique signé de Cyril Ramaphosa et envoyé à la veille du massacre du 16 août, aux autorités et à la police. Dans ce courrier, cet ancien responsable du syndicat et toujours responsable de l'ANC, a demandé à la police, au ministre et à la multinationale elle-même d'entamer des « actions concertées » pour rétablir l'ordre contre les actes « criminels » des grévistes. Et c'est à ce moment-là que la police est arrivée, a tiré et assassiné une quarantaine de mineurs.

---

## UNE REVENDICATION "EXCESSIVE"

---

Juste après l'assassinat des mineurs de Marikana, Julius Malema (ancien dirigeant de l'organisation de jeunesse de l'ANC, en a été exclu il y a deux ans, notamment parce qu'il se prononçait pour la nationalisation des mines) a pris la parole à Marikana devant les mineurs et a dit : « *C'est Cyril Ramaphosa qui a donné l'ordre de les assassiner.* » Au moment où il a dit cela, les gens se disaient : comme il vient de l'appareil de l'ANC, il doit savoir de quoi il parle, mais ils se demandaient finalement d'où venait cette information. Or cette information a été confirmée par le document remis à la commission d'enquête dont je viens de parler.

Cette information a d'autant plus choqué que cela s'est produit trois semaines après que le même Cyril Ramaphosa soit allé participer à une chasse aux buffles pour laquelle il a payé 19 millions et demi de rands, c'est-à-dire 1 900 000 euros.

Mais dans sa grande générosité, il a donné deux millions de rands, soit 200 000 euros, pour « dédommager » l'ensemble des familles des mineurs qui ont été tués.

Cyril Ramaphosa est en quelque sorte un symbole du processus qui a amené les mineurs à perdre confiance dans ce qui était leur syndicat traditionnel, le NUM. Ils considèrent que ce syndicat a renoncé à combattre et négocier sur la base des revendications des travailleurs. Je voudrais rappeler que le NUM a officiellement déclaré que la revendication des mineurs de Marikana, à savoir la revendication d'un salaire mensuel de 12 500 rands (1250 euros) était « excessive », qu'il fallait s'en tenir au salaire actuel de 400 à 500 euros.

Ils ne prennent même pas en compte le fait que la multinationale Lonmin, celle qui possède les mines de Marikana, a réalisé l'an dernier un profit de 9,6 milliards d'euros. Et n'importe quel travailleur, même s'il n'a pas beaucoup d'éducation, sait qu'un milliard, c'est mille millions. Et les dirigeants du NUM sont arrivés à un tel stade qu'ils ont dit qu'ils ne s'adresseraient aux travailleurs qu'à condition d'être accompagnés par la police, et qu'ils n'adresseraient la parole aux mineurs qu'à condition d'être protégés par les barrages de police. Il y a quelques semaines par exemple, les travailleurs ont dit au président du NUM : tu es l'un de nos nôtres, viens discuter avec nous. Et le président est resté planqué derrière les cars de police. Tout le reste, c'est de l'histoire.

Quarante-cinq mineurs noirs ont été assassinés par un gouvernement en principe Noir. Ils ont été assassinés parce qu'ils ont osé formuler leurs revendications : de meilleurs salaires, des conditions de vie meilleures ; ils veulent avoir de l'eau courante, ils veulent avoir des toilettes... Et la seule réponse qui leur est apportée c'est la répression brutale.

Après Marikana, le gouvernement s'est lancé immédiatement dans une campagne de propagande. Ils ont dit que les travailleurs avaient été assassinés parce qu'ils attaquaient la police. Et maintenant les preuves ont été apportées que quinze d'entre eux ont été fusillés dans le dos. Pour quinze autres, les preuves ont été apportées qu'ils ont été assassinés de face alors qu'ils avaient les mains en l'air. En

réalité ils ont été assassinés, parce que ceux qu'ils considéraient comme leurs camarades, ont dit que la police devait tirer et les assassiner. C'est un meurtre de sang froid, simplement.

---

## LES TRAVAILLEURS N'ONT ÉTÉ NI BRISÉS NI DÉFAITS

---

Ils n'ont pas baissé les bras.

Malgré cela les travailleurs n'ont été ni brisés ni défaits. Ils n'ont pas baissé les bras. Et ils ont refusé de retourner dans les mines. Ils ont constitué des comités pour formuler leurs revendications. Nous avons pour notre part apporté un soutien inconditionnel à leurs revendications. Et Julius Malema a fait de même, il a apporté un soutien inconditionnel aux mineurs et au mot d'ordre que nous avons défendu depuis le début, c'est-à-dire la nationalisation des mines qui doivent être la propriété du peuple d'Azanie, mais qui sont aujourd'hui la propriété de compagnies étrangères.

Après l'assassinat des mineurs de Marikana, il a fallu plusieurs semaines avant que la multinationale Lonmin accepte une augmentation de 19 % des salaires, c'est-à-dire 500 euros de moins que ce que les mineurs revendiquaient. Après que Lonmin a dû céder ces augmentations, à nouveau le syndicat officiel a dit : non, ces revendications sont exorbitantes, la compagnie a tort de céder à ce point. Et ils ont dit aux mineurs grévistes : vous êtes en train de remettre en cause les accords sur lesquels, nous, nous négocions.

« *Si les patrons des mines veulent s'en aller, qu'ils s'en aillent, et que les mines soient nationalisées !* »

Et le gouvernement lui-même a condamné cet accord en disant : il ne faut pas signer des accords de ce type parce que les mines vont fermer et les compagnies vont quitter l'Afrique du Sud. Pour notre part, le Socialist Party of Azania, nous avons dit : mais si les patrons des mines veulent s'en aller, qu'ils s'en aillent, et que les mines soient nationalisées !

Après Marikana, tout le secteur minier s'est mis en grève. Dans une mine qui

appartient au trust le plus important au plan mondial, Amplats, 15 000 mineurs se sont mis en grève et ils ont chassé les représentants du NUM en disant : on ne veut pas de vous pour représenter nos revendications, on va le faire par nous-mêmes !

Et dans une autre grande mine, il s'est passé le même scénario. Les travailleurs se sont mis en grève et ils ont dit : « *On ne veut pas du NUM comme représentant parce qu'elle est en collusion avec les patrons* », et ils ont constitué leur propre comité.

Il faut rappeler que juste après le massacre de Marikana, le gouvernement a fait arrêter au moins soixante-dix huit mineurs. Ils ont été mis en examen et accusés d'assassinat, c'est-à-dire qu'ils furent accusés de s'être assassinés eux-mêmes en quelque sorte. Au bout du compte, ces camarades ont été libérés, parce qu'évidemment c'était un non-sens de prétendre qu'ils étaient responsables de l'assassinat de leurs propres camarades, mais je dois vous apporter ici nos remerciements parce que s'il n'y avait pas eu la campagne internationale dont l'Entente internationale des travailleurs et des peuples a pris l'initiative, pour la libération de ces camarades emprisonnés, il est probable qu'ils croupiraient encore en prison.

Aujourd'hui, il se passe autre chose : après avoir libéré ces soixante-dix huit mineurs, ils arrêtent de manière sélective les dirigeants des comités de grève et les inculpent sous des motifs divers, y compris pour assassinat. Parce que la crainte de ce pouvoir, c'est que le NUM s'effondre et que son influence parmi les mineurs s'effondre. Au moment du congrès de la COSATU, qui a eu lieu il y a quelques semaines, le NUM revendiquait 500 000 membres. Si personne ne peut contester que le NUM a été naguère un syndicat lutte de classe, un syndicat combattant, il est clair aujourd'hui que le NUM a trahi les travailleurs. Et, très massivement, en raison de cette trahison, les mineurs ont quitté le NUM. Ils ont rejoint le nouveau syndicat qui s'est constitué dans les derniers mois qui s'appelle l'AMCU et, aujourd'hui, on peut considérer que le NUM ne compte pas plus de 50 000 adhérents. En réalité, le NUM est aujourd'hui frappé du même rejet que

celui qui a visé naguère la centrale syndicale TUCSA, qui avait été constituée par le régime de l'apartheid. Parce que les travailleurs ont la capacité de déterminer dans quelle direction ils estiment que leur lutte doit s'orienter. Et il est évident que si le NUM veut survivre, il lui faudrait prendre la voie de l'indépendance vis-à-vis des patrons, du gouvernement et de l'impérialisme.

---

### LES TRAVAILLEURS ONT REJETÉ LE SOMMET SOCIAL

---

Le président d'Afrique du Sud, Zuma a convoqué un « sommet social » où il a invité des représentants du grand capital, du NUM, du Parti communiste, de l'AMCU, et le gouvernement a dit : maintenant, trop c'est trop, trouvons une solution de bon aloi, mais que les grévistes retournent au travail. Mais les travailleurs ont rejeté ce sommet social.

Samedi 27 octobre, les dirigeants du NUM et de la COSATU ont tenté de reprendre l'initiative. Ils ont dit : nous allons récupérer le terrain qui a été perdu. Ils ont organisé un meeting de masse dans un stade dans la grande région minière de Rustenburg (là où se trouvent de nombreuses mines, dont celle de Marikana). Le programme de ce « meeting de masse » prévoyait des prises de parole du secrétaire général de la COSATU, Vavi, d'un dirigeant du NUM et du secrétaire général du Parti communiste d'Afrique du Sud. Mais quand ils sont arrivés, il y avait dans le stade plus d'un millier de mineurs qui portaient des tee-shirts noirs sur lesquels il était écrit, « *Rappelez-vous de Marikana !* », « *Nous voulons des salaires décents !* ». Les mineurs disaient : « *Nous voulons la nationalisation des mines.* » La police est intervenue pour les chasser du meeting de manière à ce qu'il puisse se tenir. Au bout du compte, le meeting a eu lieu sous protection policière, dans un

stade désert devant une assistance de 500 à 600 personnes venues par bus de Johannesburg, alors que des centaines de milliers de mineurs vivent dans la région de Rustenburg.

---

### CETTE GRÈVE EST AUJOURD'HUI UNE ÉPREUVE DE FORCE CENTRALE POUR TOUTE LA SITUATION ET TOUT L'AVENIR DE NOTRE PAYS

---

Les travailleurs sont plus déterminés que jamais à poursuivre cette lutte et ils sont ouverts à recevoir le soutien de tous ceux qui dans le pays sont prêts à le leur apporter, et qui considèrent comme eux que cette grève est aujourd'hui une épreuve de force centrale pour toute la situation et tout l'avenir de notre pays. Ils sont donc entrés dans un processus qui fera d'eux les fossoyeurs du régime de la domination impérialiste, c'est pourquoi ils ont besoin du soutien le plus large qui peut leur être apporté.

Les instruments du gouvernement et des dirigeants du syndicat officiel ce sont la répression et la terreur. Des milliers et des milliers de mineurs ont été lock-outés et expulsés des mines là où la grève a éclaté. Les dirigeants des comités de grève sont arrêtés chaque jour.

Nous exigeons :

- la réintégration de tous les mineurs qui ont été expulsés de leur poste de travail ;
- la satisfaction de toutes leurs revendications ;
- la libération inconditionnelle de tous les mineurs arrêtés.

Nous demandons que soient abandonnées toutes les charges qui pèsent sur eux.

Et plus, que tout nous disons : nationalisation immédiate de toutes les mines d'Afrique du Sud,

La lutte continue !

[Les intertitres sont de La Vérité.]

# L'Europe au bord du gouffre et le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale

Par Dominique Ferré

Il y a plus d'un an, le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale affirmait : « *La révolution prolétarienne frappe à présent aux portes de l'Europe* » (déclaration du secrétariat international, 9 septembre 2011). Une orientation qui a amené les instances de la IV<sup>e</sup> Internationale à discuter des conditions de la préparation du VIII<sup>e</sup> Congrès mondial sur le continent européen, s'inscrivant dans le soutien à une large conférence ouvrière européenne ouverte contre la dictature de la troïka et ses plans meurtriers, pour l'indépendance du mouvement ouvrier face à ces plans.

Plus d'un an après, le continent européen, et singulièrement les vieilles puissances impérialistes, piliers de la prétendue « construction européenne », sont marqués par une situation où, pour reprendre les termes de Lénine, « *en haut, on ne peut plus gouverner comme avant* » et « *en bas, on ne veut plus vivre comme avant* ».

« En haut », la crise frappe les institutions européennes comme les gouvernements des principales puissances, censés mettre en œuvre les plans de la troïka (FMI-Union européenne-BCE) contre les travailleurs et les peuples. Elle est aggravée par les conséquences de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, avec une pression accrue de l'impérialisme américain sur ses concurrents européens (1).

---

## EN HAUT : “SAUVE QUI PEUT” GENERALISÉ

---

L'échec du sommet européen du mois de novembre, qui s'est conclu sans pouvoir adopter le budget de l'Union européenne, en est un exemple. L'opposition de la Grande-Bretagne au budget proposé fait s'alarmer la grande presse : « *Les égoïsmes nationaux s'affrontent, sans grand soucis de l'intérêt général européen, en dépit du séisme qui secoue le Vieux Continent* » (*Le Monde*). C'est en réalité une véritable dislocation des institutions européennes, un véritable « sauve qui peut » généralisé, qui met en pièces tous les beaux discours sur une possible « unification politique et économique de l'Europe » dans le cadre du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production et les mensonges sur une prétendue « Europe sociale » dans le cadre de l'Union européenne.

Cette crise « en haut » étreint chacun des gouvernements — quelle que soit sa couleur politique. C'est le gouvernement

---

(1) Notons au passage le caractère servile du soutien des institutions européennes et des principaux gouvernements d'Europe à la politique de guerre généralisée sous l'égide de l'impérialisme américain : Syrie, Mali, et soutien à l'Etat d'Israël lorsque les bombes pleuvaient à Gaza.

d'union nationale en Grèce qui voit sa majorité s'effriter au Parlement... C'est le gouvernement Passos Coelho du Portugal, confronté au soulèvement, non seulement de la classe ouvrière, mais à des manifestations, inédites depuis la révolution de 1974, de milliers de policiers et de militaires. Quant au gouvernement Parti socialiste-Verts de Hollande-Ayrault en France, à peine six mois après sa constitution, il apparaît aux yeux des travailleurs comme poursuivant et aggravant la politique de Sarkozy (ratifiant début octobre au Parlement, le traité européen TSCG de Sarkozy-Merkel).

Les résolutions adoptées par la direction de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant, caractérisent ainsi le gouvernement Hollande-Ayrault. Le 20 octobre : « *Le traité est ratifié, grâce à l'engagement déterminé de Hollande et du PS, appuyés (...) par le Front de gauche. Hollande se présente désormais comme "contraint", par le traité et son esprit de responsabilité à l'égard de l'Europe, de revendiquer toute la politique de la troïka.* »

Le 17 novembre : « *Le centre du pacte de compétitivité, c'est la volonté de passer des paroles aux actes dans l'instauration d'un ordre corporatiste (avec, en ligne de mire, l'offensive dictée au Haut Conseil contre la Sécurité sociale). Même si elle bénéficie de l'appui démonstratif et mérité de larges secteurs de la classe capitaliste, l'offensive gouvernementale en cours aiguisé les contradictions au sein du Parti socialiste (...), et de manière plus générale au sein de la majorité. En particulier, elle rend chaque jour plus acrobatique le "grand écart" auquel sont contraintes de se livrer toutes les composantes du Front de gauche pour protéger ce gouvernement* » (2).

La crise « en haut » frappe aussi ceux qui, officiellement dans « l'opposition », qu'ils soient de droite ou de « gauche », devraient être susceptibles d'incarner une possible alternance. Ainsi, en France, le principal parti de la bourgeoisie, l'UMP, a d'ores et déjà explosé, tandis qu'aux élections régionales de Catalogne, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), qui soutient les mesures d'austérité, s'effondre (comme s'effondre le « nationaliste » Mas

qui a lié son sort à l'application des plans d'austérité). En Allemagne, la campagne du Parti social-démocrate (SPD) aux élections de 2013 est entachée par les frasques de Peer Steinbrück et les scandales qui entourent son immense fortune. Hier présenté comme « l'arme fatale » du SPD contre Merkel, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* écrit aujourd'hui de lui, aimablement : « *Peu importe la direction qu'il prend, une odeur désagréable le suit à chaque fois.* »

---

## EN BAS, LA RÉSISTANCE DES MASSES AUX PLANS DE LA TROÏKA

---

Et « en bas » ? Face à la brutalité des plans de la troïka, les masses ont fait la démonstration qu'elles ne voulaient plus vivre comme avant. En même temps, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale savent que « *le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie. Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais, chaque fois, elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs* » (programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1938). Ces lignes caractérisent parfaitement la lutte des classes sur le Vieux Continent ces derniers mois.

Pour ne prendre que les derniers éléments en date, signalons :

— une grève de quarante-huit heures à l'appel des confédérations GSEE et ADEDY en Grèce, les 6 et 7 novembre, qui a vu, à nouveau, plus de 100 000 travailleurs encercler le Parlement, place

---

(2) Les déclarations de dirigeants du Parti communiste français (principale composante du Front de gauche) affirmant, à l'instar de son responsable, Pierre Laurent : « *Nous ne sommes pas dans l'opposition* » au gouvernement Hollande-Ayrault, se sont ainsi multipliées, les députés Front de gauche s'abstenant sur le budget d'austérité à l'Assemblée nationale.

Syntagma, aux cris de « *Prenez votre mémorandum et barrez-vous* », alors qu'était voté le troisième mémorandum d'austérité ;

— la grève générale concomitante au Portugal (à l'appel de la CGTP et de secteurs de l'UGT) et dans l'Etat espagnol le 14 novembre. Dans l'Etat espagnol ce jour-là, où quatre millions de travailleurs en grève contre le budget de famine 2013 manifestaient aux cris de « *Rajoy, démission* », le gouvernement issu du parti néofranquiste Parti populaire n'a dû son salut qu'au refus obstiné des dirigeants des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'UGT, Toxo et Mendez, à appeler à poursuivre la grève jusqu'à satisfaction, et alors que des centaines de milliers de travailleurs et jeunes étaient prêts à en découdre.

Cette résistance ouvrière s'exprime de Londres à Paris et Berlin. Elle s'exprime en Roumanie, en République tchèque ou en Slovaquie, théâtres de récentes manifestations syndicales puissantes montrant que la classe ouvrière est, à l'est de l'Europe, prête au combat malgré les vingt années de privatisation-pillage imposées par les bureaucraties restaurationnistes. Jusque dans la petite république ex-soviétique de Moldavie (entre la Roumanie et l'Ukraine), où, écrivent des camarades de Résistance populaire dans le journal russophone *Rabochie Izvestiya*, à la suite de manifestations organisées le 19 octobre par la Confédération des syndicats, et malgré le double langage de ses dirigeants, le gouvernement mafieux a dû reculer sur l'une des mesures d'austérité du budget dicté par le FMI : l'augmentation des cotisations salariales au système étatique de Sécurité sociale. C'est sur cette même question que le gouvernement portugais de Passos Coelho avait dû reculer au lendemain des manifestations massives du mois de septembre.

---

## LA CES POUR "L'ASSAINISSEMENT BUDGÉTAIRE"

---

Face à cette résistance, il faut, pour les appareils dirigeants du mouvement ouvrier qui ont lié leur sort à la survie du système capitaliste en décomposition, déployer toutes les ruses et manœuvres possibles

pour que la colère des masses ne « déborde pas » au-delà du cadre fixé. C'est dans ces conditions que la Confédération européenne des syndicats (CES) a récemment tenté de contrer la grève au Portugal et dans l'Etat espagnol en faisant du 14 novembre une « journée d'action européenne ». L'appel de la CES au 14 novembre, tout en intégrant quelques formulations de « *refus des plans d'austérité* » que la situation lui impose, appelle les organisations syndicales à se situer dans un cadre où il faut « *tout en soutenant l'objectif d'assainissement des budgets (...), œuvrer pour le développement durable de l'Europe* ». Et elle conclut son appel en soulignant son soutien au traité de Lisbonne.

Or « l'assainissement budgétaire » n'est rien d'autre que la politique de la troïka de réduction des déficits publics qui a conduit la Grèce ou le Portugal au bord du chaos (3). Notons qu'en dehors de l'Etat espagnol et du Portugal, le 14 novembre a pris des formes habituelles de processions « euro-compatibles » de quelques centaines ou milliers de manifestants. Ainsi, en France — où la CGT-Force ouvrière avait refusé d'y appeler —, l'immense majorité des militants de la CGT ont ignoré les appels à défilier en commun avec la CFDT qui « revendique » la « *baisse du coût du travail* » !

Cette situation inédite place les militants et les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale sur le continent européen face à leurs responsabilités historiques, et ce, quels que soient les effectifs militants aujourd'hui regroupés sous leur drapeau. La crise qui se réfracte à tous les niveaux des organisations (syndicats, partis) nourrit à tous les niveaux des processus de différenciation, donc des conditions nouvelles pour la construction de partis ouvriers indépendants, transition vers les partis révolutionnaires.

C'est dans ces conditions que les instances de l'Internationale ont été amenées à dégager l'axe sur lequel, en Europe, se prépare le VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Réuni les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juillet, le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale a

---

(3) La politique d'accompagnement des plans de la troïka par la CES (à travers cette « journée d'action ») a été soutenue par le Parti de la gauche européenne. On lira aussi dans ce numéro de *La Vérité* la position du NPA pabliste en France à ce sujet.



ainsi concentré cet axe dans une résolution affirmant en particulier :

« Sur la base du succès de la rencontre de Cologne (30 juin 2012) et des résultats du travail engagé en Grèce, nous considérons nécessaire de fixer la perspective d'une large conférence ouvrière européenne ouverte dans les mois qui viennent, dont l'axe pourrait être : "Refus du TSCG et de toutes ses conséquences (plans d'austérité et mémorandums, mise sous tutelle par la troïka, etc.), unité des travailleurs et de leurs organisations dans toute l'Europe, indépendance du mouvement ouvrier." (...) Bien entendu, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale ne craignent pas d'être minoritaires dans une telle conférence, dont le cadre — démocratie ouvrière — leur permettra sous une forme non ultimative d'exposer la totalité de leur programme : rupture avec tous les traités et liquidation des institutions réactionnaires, combat pour les Etats unis socialistes d'Europe. En aucun cas cependant nous ne faisons de l'accord avec ces positions une condition pour organiser ensemble la conférence. »

Une orientation que d'emblée les militants des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale ont soumise largement aux militants ouvriers qui, n'étant pas membres de la IV<sup>e</sup> Internationale, ne cherchent pas moins que nous pour autant les voies pour aider la classe ouvrière en Europe à se libérer de la dictature de la troïka et des gouvernements qui s'y soumettent, posant pour cela le problème majeur de l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations.

---

## “NOTRE SORT À TOUS EST INTIMEMENT LIÉ”

---

A la veille de la grève générale du 14 novembre, des militants ouvriers de l'Etat espagnol et du Portugal, d'origines politiques et syndicales diverses, ont lancé un appel qu'ils concluent ainsi : « *Tous nos pays sont entraînés dans la même spirale destructrice. La Grèce, l'Espagne, le Portugal... Mais la troïka cible aujourd'hui la France et l'Allemagne. Notre sort à tous est intimement lié (...). C'est la raison qui nous amène à vous faire la proposition d'organiser ensemble une véritable*

*et large conférence ouvrière européenne, où des délégations représentatives de différents courants du mouvement ouvrier débattraient librement dans un objectif unique : contribuer, de façon coordonnée, dans chacun de nos pays, à lever les obstacles qui se dressent contre la réalisation de l'unité : pour abroger les plans assassins de l'Union européenne et ses traités ; contre la dictature de la troïka ! » Ces militants ont été rejoints par des dizaines d'autres, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de France, de Suisse...*

Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en Europe soutiennent un tel appel, et la nécessité d'agir en commun avec des militants, des organisations, des groupes qui ne partagent pas nécessairement le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais qui, se dégageant de la politique « d'accompagnement » des plans de la troïka dans le mouvement ouvrier, entendent sincèrement combattre pour l'indépendance du mouvement ouvrier, contre la troïka et les gouvernements à son service. C'est donc ici une illustration particulière de l'orientation stratégique de la « transition » dans la construction du parti que notre courant a développé depuis des décennies.

« *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* », affirme le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce qui, dans la situation actuelle en Europe, amène à poser, en lien avec la préparation de cette conférence ouvrière européenne, la question de l'organisation des forces qui cherchent, à la veille de l'ouverture de la crise révolutionnaire, à résoudre cette crise de direction du mouvement ouvrier.

---

## “DE QUEL PARTI DISPOSERONS-NOUS À L'OUVERTURE DE LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE ?”

---

En France, pour citer à nouveau la résolution de la direction nationale de la section française (17 novembre) : « *Le 49<sup>e</sup> Congrès de la section française s'inscrit dans une continuité qui a vu la direction nationale adopter à plusieurs reprises des textes intitulés "De quel parti disposerons-nous à l'ouverture de la crise révolutionnaire ?"*

*Aucun doute ne peut subsister sur le fait que les processus mûrissent aujourd'hui dans notre pays, à l'instar de ce qui s'est passé dans le reste de l'Europe, qui conduisent à l'ouverture d'une situation révolutionnaire. Notre responsabilité particulière tient à l'acquis qui est le nôtre : les décennies de combat que nous avons mené pour l'indépendance du mouvement ouvrier, avec pour résultat les positions occupées dans la lutte des classes, l'enracinement de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'existence du Parti ouvrier indépendant (...). C'est la raison pour laquelle la direction nationale a placé au centre de la préparation du congrès de la section française, la préparation d'un IV<sup>e</sup> Congrès du POI-congrès ouvert, avec toutes les implications que cela appelle. »*

Bien entendu, souligne la résolution, « militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous comprenons que cette préparation du congrès du POI s'inscrit dans une situation où la classe ouvrière, confrontée aux attaques qui la frappent, va chercher des solutions sur le terrain de la lutte de classe. Ce mouvement voit la classe chercher à se saisir de ses organisations pour la défense des revendications, dans un rapport contradictoire avec les appareils qui, eux, veulent préserver la politique du gouvernement et du capital. Nous abordons cette situation dans des conditions nouvelles, marquées par les relations établies dans la dernière période avec des milliers et des milliers de militants et de cadres ouvriers, militants politiques et militants syndicaux. C'est là que la conférence du 1<sup>er</sup> décembre prend toute son importance. Car la conférence du 1<sup>er</sup> décembre permet d'organiser, avec une large couche de militants ouvriers qui ne partagent pas nécessairement, voire pas du tout les positions du Parti ouvrier indépendant, ni son appréciation d'ensemble du gouvernement Hollande, ni les conclusions politiques qu'il tire sur la rupture avec l'Union européenne et la volonté de construire un parti ouvrier indépendant, la discussion commune à partir de ce qui est une expression concentrée, mais décisive du point de vue de la lutte de classe, c'est-à-dire les quatre mots d'ordre plus que jamais indissociables : "Dehors la troïka ! Non à chacun et à tous les plans du gouvernement qui en découlent !" Ce qui ouvre une discussion

*sur la nature de ces plans, sur les mots d'ordre qui devront en découler, sur les moyens de la lutte de classe pour les balayer, d'où le troisième élément : refus du "compromis historique", c'est-à-dire refus de toute forme de subordination des organisations syndicales aux contre-réformes et à la politique corporatiste du gouvernement Hollande aux ordres du capital. Et d'ouvrir ainsi la voie à l'abrogation du TSCG. »*

Une initiative qu'il convient de relier avec le combat pour la reconquête de la démocratie politique, dont le POI est partie prenante mais qui va bien au-delà, s'appuyant sur « la volonté majoritaire des élus de se dresser pour la défense de la démocratie politique (qui combine démocratie communale et défense de l'indépendance des organisations) contre la marche au corporatisme destructeur de la République. »

La résolution de la direction de la section française, s'inscrivant résolument dans la préparation du congrès ouvert du Parti ouvrier indépendant, ajoute que la « construction suppose que le POI déploie toute sa politique de parti, qui intègre tous les mots d'ordre du 1<sup>er</sup> décembre mais ne s'y réduit pas. Sur le plan qui est le sien (...), le POI se doit en particulier de ne pas contourner la question du pouvoir. Face au consensus de toutes les forces attachées à la défense du gouvernement Hollande, le Parti ouvrier indépendant doit formuler clairement sa position, à savoir qu'aucune politique conforme aux besoins de la majorité de la population, conforme aux besoins de la classe ouvrière et de la démocratie ne peut être mise en œuvre si, au point de départ, n'est pas opérée la rupture avec l'Union européenne, la rupture avec la troïka et le consensus "compétitivité-compromis historique". »

Cette articulation recoupe, sous d'autres formes, le combat des camarades du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI, section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat espagnol), qui combine l'intervention directe dans les processus qui voient des millions chercher à surmonter le refus des dirigeants confédéraux Toxo et Mendez à appeler à la mobilisation jusqu'au retrait des mesures d'austérité (à commencer par le budget), et le regroupement politique des militants de l'Etat espagnol ouvrant la

perspective d'une alliance des travailleurs et des peuples de l'Etat espagnol (4).

Ainsi, le 10 novembre, 125 militants de toutes origines du mouvement ouvrier de l'Etat espagnol se réunissaient à Madrid pour constituer un « comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples ». Ce comité se fixe notamment de lutter « pour que se réalise la plus large unité autour des revendications des travailleurs et de la majorité de la population », à commencer par le « retrait des plans d'ajustement » ; d'agir pour « l'abrogation de la Constitution monarchique de 1978, pour des Cortes constituantes basées sur le droit à l'autodétermination permettant de nommer un gouvernement libre et souverain » ; et « pour l'union libre des peuples et des nations d'Europe, pour la rupture avec l'Union européenne, ses traités et ses directives qui sèment le chaos et la destruction ».

Dans le même mouvement, et alors que malgré la trahison des Toxo et Mendez la classe ouvrière ne désarme pas après le 14 novembre, le comité central du POSI, réuni les 24 et 25 novembre, déclare : « Le 14 au soir Mendez et Toxo, devant un millions de travailleurs, quatre millions dans le pays, se sont refusés à faire une proposition simple : "Demain, assemblées partout et nous manifesterons à nouveau ici", pour faire reculer le gouvernement. Nous aurions été deux millions. Ils ont décidé de reculer, dire "c'est fini", maintenant référendum, et ils ont envoyé une "supplique" à Rajoy : "S'il te plaît, lance le référendum." Ils n'ont pas fait ce qu'ils devaient, par peur panique de la révolution et en tant que lieutenants ouvriers du capital qui cherchent à épuiser les forces de la classe. Leur tâche dans le dispositif de la troïka est d'agir comme chape de plomb pour empêcher l'explosion révolutionnaire (à un autre niveau, pour cela même, le rôle de Rubalcaba – dirigeant du PSOE - est essentiel). Quelqu'un en doute-t-il ? L'immense manifestation de dimanche dernier 18 novembre, contre la privatisation des hôpitaux à Madrid, démontre que les masses, malgré la douche froide du 14 au soir, qui n'a pas été perçue comme telle par les masses car elles continuent leur irruption, ne sont ni vaincues ni démoralisées. Leur mouvement non seulement s'élargit, mais il a mûri : aujourd'hui, le

*combat contre toute coupe budgétaire s'articule directement avec "dehors le gouvernement, qu'ils s'en aillent". Nous l'avons vu dans l'accueil fait aux premiers pas de notre campagne. Les termes de la déclaration du 14 novembre nous semblent opportuns. Tout doit se concentrer sur comment faire reculer le gouvernement ou le faire tomber. Dehors Rajoy, dehors la troïka, qu'ils s'en aillent. Et nous pouvons décliner : que s'en aillent tous ceux qui obéissent à la troïka. Et nous pouvons ensuite expliquer que tel serait le point de départ pour un gouvernement qui réalise ce que nous demandons dans la grève générale et les manifestations. C'est clair, nous ne sommes ni dogmatiques ni aveugles, les choses peuvent changer rapidement. Les conditions restent mûres. Cela confirme la ligne de former des comités pour l'unité, pour laquelle nous nous sommes prononcés, sans savoir souvent comment le faire, depuis la rencontre de Barcelone d'il y a un an : "Nous appelons les militants ouvriers et les jeunes à constituer dans chaque ville, quartier, lieu de travail ou d'études, des comités pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour le retrait de tous les plans d'ajustement, pour la défense de chaque conquête, pour récupérer ce que l'on nous a enlevé et pour toutes les revendications, pour le non-paiement de la dette, en exigeant que tous les représentants des travailleurs, toutes les organisations occupent leur place dans ce combat, rompant les liens du consensus politique et le "dialogue social", en organisant la mobilisation unie." »*

Cette élaboration politique, parmi d'autres, des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en Europe contribuent tout autant à la préparation du VIII<sup>e</sup> Congrès mondial qu'à la construction de la conférence ouvrière européenne ouverte que les militants de l'Etat espagnol accueilleront à la mi-mars 2013 à Tarragone.

**Dominique Ferré**

(4) Etat espagnol où ressurgissent les questions nationales non réglées. On lira dans ce numéro de La Vérité les thèses adoptées sur ce sujet par le dernier congrès du POSI.

# La classe ouvrière et la souveraineté des peuples

**Résolution du XXI<sup>e</sup> Congrès du POSI,  
section dans l'Etat espagnol de la IV<sup>e</sup> Internationale, 5-7 octobre 2012**

1.- Dans la phase d'effondrement général du système impérialiste à l'échelle mondiale, nous assistons dans tous les pays à une crise généralisée sur tous les terrains (économique, social, politique, institutionnel). Tous les régimes garants de la propriété privée des moyens de production sont dépassés par les exigences du capital financier de destruction de la production, de l'emploi et des conquêtes sociales.

Les vieux appareils, membres de l'Internationale socialiste ou issus de l'ancien appareil stalinien, sont pleinement intégrés à la survie du régime de la propriété privée des moyens de production et proposent « l'humanisation de la mondialisation » et une nouvelle gouvernance mondiale par la réforme des institutions internationales.

Cet effondrement provoque le resurgissement de toutes les questions pendantes, non réglées par la bourgeoisie dans l'époque précédente, aggravées et combinées aux effets de la crise capitaliste ; en Europe, par les dispositifs de dislocation et de corporatisme de l'Union européenne ; dans l'Etat espagnol, sous la forme particulière de la décomposition du régime monarchique restauré après la mort de Franco grâce à la politique contre-révolutionnaire des vieux partis qui se réclament du mouvement ouvrier et de l'émancipation des peuples, qui a aidé à préserver l'ancien appareil franquiste, garant du

maintien de la propriété privée et pleinement soumis aux institutions internationales, notamment à l'Union européenne et à l'OTAN.

Dans cet effondrement, la classe ouvrière a démontré sa capacité, sa disponibilité au combat, entraînant à plusieurs reprises ses organisations, malgré la politique de ses dirigeants, et rassemblant toutes les couches opprimées de la société.

La crise de dislocation capitaliste provoque le nouveau surgissement de tous les phénomènes d'oppression nationale, de discrimination et d'attaques, sous une forme aggravée ; et le capital, pour faire face à la mobilisation ouvrière, provoque délibérément l'affrontement entre les peuples. D'autre part, l'irruption de la classe ouvrière sur la scène politique ouvre la possibilité de réunir la plus large alliance autour d'elle, répondant à l'oppression nationale et aux multiples problèmes régionaux et des couches populaires, la jeunesse étant en première ligne. Ce sont les lois de la révolution permanente sur le rôle indispensable de la classe ouvrière pour résoudre toutes les questions démocratiques qui s'appliquent, en premier lieu l'oppression nationale.

Ces événements essentiels pour le développement de la révolution prolétarienne se produisent dans un cadre international, et donc européen, où la souveraineté de

toutes les nations est mise en question par la nécessité de l'impérialisme de transférer le pouvoir aux institutions supranationales.

2.- Tout cela s'est exprimé dans la manifestation du 11 septembre 2012, où le peuple de Catalogne a montré de manière éclatante son exigence de souveraineté. Le gouvernement de la Généralité, champion de la mise en application des plans d'ajustement dictés par l'Union européenne, se heurte directement à cette aspiration sur l'axe : « Catalogne, nouvel Etat de l'Union européenne », mot d'ordre qui était en tête de la manifestation et qui, comme l'a déclaré Artur Mas, chef du Parti nationaliste catalan, au Parlement, signifie que la Catalogne va céder sa souveraineté à l'Union européenne.

Mais le mot d'ordre unanime de centaines de milliers de manifestants était « indépendance ». Pour le travailleur, le jeune, le paysan, le commerçant, il signifie se libérer de l'oppression centralisatrice et des plans d'ajustement de l'Union européenne appliqués conjointement par le gouvernement Rajoy et le gouvernement de la Généralité. C'est-à-dire que se combinent révolte sociale contre les plans meurtriers dictés par la troïka et révolte nationale du peuple catalan, écrasé sous la dictature et qui a vu ses aspirations frustrées pendant l'inter-règne de la transition. Par contre, pour Mas et ses alliés, il signifie que le peuple de Catalogne affronte les autres peuples, cherchant la division de la classe ouvrière pour mieux réaliser les diktats de Bruxelles.

Aujourd'hui, alors que la crise des institutions parcourt toute la structure politique de la transition et que « l'Etat des Autonomies » prend l'eau, des secteurs importants de la bourgeoisie catalane sont arrivés à la conclusion que le corset de l'Etat espagnol, qui jusqu'ici leur avait donné sécurité et dividendes, est maintenant plus un inconvénient qu'un avantage, et ils caressent la possibilité d'un « Etat proprement catalan » au service de l'Union européenne. Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie catalane (ou certains de ses secteurs importants) aille accomplir une mission historique qui ne lui revient plus, ou bien qu'elle va diriger le combat pour l'émancipation nationale du peuple de

Catalogne. Elle ne veut que changer de « gendarme ». Mais la simple annonce qu'elle va défendre le « droit à décider » met l'appareil d'Etat au bord de l'abîme. Cette contradiction fatale, dont ils ne peuvent se libérer, n'est pas étrangère, bien au contraire, à l'énorme mobilisation des masses, à la résistance de la classe ouvrière aux plans d'ajustement et de sauvetage.

La fraction basque de la bourgeoisie espagnole se meut dans des paramètres similaires à ceux de la Catalogne, penchant chaque fois plus vers la rupture avec l'Etat espagnol et la soumission directe à l'Union européenne, mais à une vitesse et avec des nuances différentes. Le fait de disposer d'instruments légaux qui lui permettent de gérer et de négocier avec le gouvernement central la « part des impôts » a eu un effet apaisant sur la crise, effet qui peut ne durer que quelques jours ou quelques semaines, comme l'annonce le patronat lui-même, avec l'augmentation brutale des fermetures d'industries et du chômage dans le secteur des services (48 000 chômeurs de plus au troisième trimestre 2012).

Sur le terrain politique, nous pouvons dire que c'est Bildu (héritier de Batasuna) qui se tourne le plus décidément vers la ligne d'Artur Mas et consorts, tandis que le Parti national basque (PNV) conserve une certaine ambiguïté, cherchant à ce que la bourgeoisie basque puisse extraire le maximum d'argent possible des impôts que la règle légale lui permet.

3.- Le roi, agent des Américains, et le gouvernement franquiste de Rajoy essaient de soulever les peuples d'Espagne contre la Catalogne, menaçant d'utiliser l'armée. Ils sont soutenus dans les faits par les dirigeants du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) qui rejettent frontalement le droit à l'autodétermination, tournant le dos aux meilleures traditions du mouvement socialiste et ouvrier. Leur soudain enthousiasme pour le « fédéralisme » n'a d'autre contenu que de donner un vernis à l'échafaudage artificiel des autonomies. De son côté, le gouvernement Mas, dirigeant du principal parti nationaliste catalan, (Convergence démocratique de Catalogne, partie prenante de la Coalition convergence et union), a voté au mois de juin dernier l'adoption du TSCG, traité qui implique le transfert de la

souveraineté de tout Etat d'Europe, sur des questions aussi essentielles que le budget, aux instances supranationales de l'Union européenne.

La contradiction éclatante entre l'exigence de souveraineté et le refus — sous différentes formes — par toutes les forces soumises à la dictature de la troïka, est au centre de la situation politique aujourd'hui en Espagne. Exigence de souveraineté de la part de la Catalogne et du Pays basque, exigence de souveraineté de la part de l'ensemble des peuples contre la dictature de la troïka et les gouvernements qui s'y soumettent.

En même temps, la manifestation du peuple catalan sonne le glas de tout l'édifice constitué après la mort de Franco, du pacte de la transition qui a donné naissance au pacte de la Moncloa en 1977 à la Constitution de décembre 1978, au statut d'autonomie de la Catalogne en 1979 et au statut des travailleurs de 1980.

Le rappel historique est nécessaire. Pour préserver l'essentiel de l'Etat bourgeois, toutes les forces de la contre-révolution à l'échelle internationale se sont coalisées pour empêcher une révolution à la portugaise.

L'accord entre les représentants de l'appareil franquiste en décomposition et les dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti communiste d'Espagne (PCE) et le PSOE, et les principaux partis nationalistes, PNV et Convergence et union (CiU), s'est soldé par la restructuration de l'appareil d'Etat préservant l'essentiel de la dictature, greffant des institutions élues, les Cortes, les municipalités, le Tribunal constitutionnel et ajoutant, dans les années qui suivirent, dix-sept Parlements régionaux, avec leurs « gouvernements » et leurs budgets, disposant jusqu'à la compétences pleine et entière en matière de santé et d'éducation, entre autres.

L'objectif de cette restructuration de l'Etat bourgeois rétablissant la monarchie, c'était de diviser la classe ouvrière en intégrant les appareils au sommet des organisations, pour empêcher l'explosion sociale et pour détourner les aspirations nationales de la Catalogne et du Pays basque, au nom du « café pour tout le monde », en constituant des régions artificielles avec une pléthore

de fonctionnaires, au détriment des services publics, et devenant une source de corruption. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de véritable question régionale, comme en Andalousie et en Estrémadure où la réforme agraire reste une question majeure pendante, et aggravée par la politique agricole commune.

4.- Mais le soulèvement du peuple catalan n'est pas indépendant, loin de là, du mouvement de la classe ouvrière de tout le pays. Ces trente-cinq dernières années, depuis la mort de Franco et malgré la régionalisation du pays, la classe ouvrière a montré son unité, du nord au sud et de l'est à l'ouest, avec les mêmes traditions de lutte, les mêmes organisations syndicales (à l'exception du Pays basque, l'UGT et les Commissions ouvrières restent ultramajoritaires), les mêmes droits et conquêtes (statut des travailleurs, conventions collectives) et ce, malgré les plus de quarante réformes du statut des travailleurs qui ont miné profondément cet acquis. Mais ce n'est pas un hasard si le combat contre la réforme de ce statut, donc le rétablissement du statut conquis après la mort de Franco, a été au centre des dernières mobilisations, notamment de la journée de grève générale du 29 mars 2012.

L'action de la classe ouvrière a nourri la résurgence du mouvement d'émancipation des peuples catalan et basque. Mais la politique des dirigeants de la classe ouvrière (avant, c'était le PCE qui était à l'avant-garde de la lutte anti-terroriste pour isoler le peuple basque ; aujourd'hui, c'est le PSOE qui déclare, par la voix de son secrétaire général, Alfredo Rubalcaba, qui fait face aux aspirations du peuple catalan, a permis que les faux dirigeants nationalistes basques et catalans prennent la tête des aspirations de ces peuples à la souveraineté.

Le cas le plus flagrant est celui du Parti socialiste catalan (PSC) : en 2004, le peuple catalan lui a donné la majorité dans toutes les institutions pour qu'il le sorte de la politique d'affrontement d'Aznar et Pujol (1). Zapatero, avec la collaboration

(1) Chef de la coalition nationaliste Convergence et Union (CiU) qui regroupe Convergence démocratique de Catalogne (CDC) et l'Union démocratique de Catalogne.

de Maragall et Montilla (2), a tourné le dos aux exigences sociales et nationales avec le leurre du statut et les plans d'ajustement. Ce qui a laissé à nouveau le terrain libre pour les gouvernements de Rajoy et de Mas.

C'est un jeu combiné, dans lequel la direction centrale du PSOE soutient la politique de Rajoy et les dirigeants nationalistes, qui essaient de rendre responsables de la grave situation de crise les autres peuples de l'Etat espagnol, préparent les conditions pour établir un fossé entre le peuple catalan et les autres peuples d'Espagne.

Cela, évidemment, est en contradiction avec les aspirations du peuple de Catalogne et la participation de la classe ouvrière de Catalogne à l'avant-garde de la lutte contre les plans d'ajustement, dans l'unité avec la classe ouvrière de tout le pays.

5.- La IV<sup>e</sup> Internationale et sa section ont toujours ordonné leur action sur l'axe du combat pour l'alliance des travailleurs et des peuples, clé de la révolution ouvrière dans l'Etat espagnol. Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale défendent inconditionnellement la souveraineté du peuple de Catalogne, de tous les peuples de l'Etat espagnol. Ils combattent pour l'issue la plus favorable pour que cette souveraineté puisse s'exercer, c'est-à-dire pour la constitution d'une union libre des nations libres et souveraines de l'Etat espagnol. Cela exige le démantèlement du vieil appareil franquiste, la suppression de la monarchie, l'établissement d'un processus constituant fondé sur le droit à l'autodétermination dans lequel puissent être déterminés le degré et le type de rapport entre les différents peuples de l'Etat espagnol.

Le combat pour l'union libre des Républiques souveraines s'inscrit dans le combat pour les Etats unis socialistes d'Europe, débarrassés des institutions supranationales du capital financier : l'Union européenne, la Banque centrale européenne, le FMI et l'OTAN.

Le combat pour la souveraineté est le combat contre l'exploitation et l'oppression recoupe le combat pour le retrait de tous les plans d'ajustement, pour la renationalisation des entreprises privatisées, pour le rétablissement des entreprises publiques, santé, éducation, transports, etc.

Le gouvernement régional est à l'avant-garde du démantèlement des hôpitaux, suivant en cela les directives de l'Union européenne appliquées par le gouvernement central et, selon le principe de subsidiarité, par les gouvernements régionaux.

6.- Le combat pour l'union des Républiques libres exige, du point de vue de la classe ouvrière, le rétablissement des organisations syndicales dans leur fonction de représentantes des intérêts des travailleurs dans tout le pays, contre la division régionale imposée dans leurs rangs. Dans les dernières années, cette division s'est concrétisée dans la signature d'accords syndicaux qui régionalisent les conditions de travail d'un même secteur (par exemple, dans la santé et dans l'éducation ou bien dans le cas des employés des services publics, a été établi un cadre de dérèglementation statutaire qui ouvre la voie à des statuts régionaux différents).

Cette division régionale a amené la direction de l'UGT et celle des CCOO de Catalogne à défendre la politique de Mas lors de l'appel à la manifestation du 11 septembre : « *L'UGT et les CCOO de Catalogne considèrent nécessaire et urgent un nouveau cadre fiscal* » (proposition de Mas).

Au niveau politique, il faut constater la faillite historique du parti de l'Internationale socialiste, le PSOE, et évidemment de ce qui reste des organisations issues de l'appareil stalinien dans la Gauche unie et dans la Gauche plurielle qui mènent une politique différente selon les régions.

Le PSOE, qui reste électoralement le parti ultramajoritaire de la classe ouvrière, défend une position centrale de défense de la Constitution de 1978 et de l'Etat des autonomies, c'est-à-dire le statut existant avant le soulèvement du peuple catalan, ce qui le fait apparaître comme l'allié du gouvernement Rajoy. Par ailleurs, une bonne partie des dirigeants du Parti socialiste en Catalogne épouse la politique actuelle du gouvernement de la Généralité.

Les uns et les autres parlent de fédéralisme dans le cadre de la Constitution,

(2) Anciens présidents (PSC) de la Généralité de Catalogne.

c'est-à-dire dans le cadre du respect de la survie du vieil appareil franquiste et de la soumission à l'Union européenne.

7.- Aucune nation ne peut être libre et souveraine en Europe dans le cadre de l'Union européenne, de ses traités et directives. Le TSCG représente un saut qualitatif dans ce processus qui permet aux porteparole de l'Union européenne de dire qu'il n'y a plus d'Etat souverain en Europe. Tout cela au service des exigences du capital financier à l'échelle internationale qui, dans la situation actuelle d'effondrement économique, est obligé de mener une offensive jamais vue jusqu'à maintenant contre le coût du travail, la mise en cause de toutes les conquêtes de la classe ouvrière, des services publics, y compris des formes démocratiques parlementaires.

Cette guerre engagée par le capital financier, guerre économique et sociale contre tous les peuples d'Europe, rejoint la marche à la guerre de l'impérialisme américain contre tous les peuples du monde. Dans ce processus, les bourgeoisies européennes, y compris la bourgeoisie allemande, avec d'énormes contradictions, entament une marche sans retour sous l'égide de l'impérialisme américain.

En ce sens, le combat pour la souveraineté du peuple catalan, plus que jamais, est lié au combat pour la souveraineté de tous les peuples d'Espagne et d'Europe, pour l'abrogation de tous les traités, la rupture avec l'Union européenne, pour établir une union libre des nations libres et souveraines, sans oppression et exploitation.

Quelle force sociale peut être à l'avant-garde de ce combat ? De toute évidence, seule la classe ouvrière peut occuper un rôle d'avant-garde ouvrant une issue à toutes les couches de la population. Mais la classe ouvrière ne dispose pas pour l'instant des instruments politiques pour centraliser son combat. On assiste aujourd'hui à la banqueroute historique de ce qui reste des organisations issues de l'appareil stalinien et de celle des partis sociaux-démocrates qui, dans le dernier congrès de l'Internationale socialiste, fin août au Cap, disaient notamment : « *Les institutions internationales sont une partie vitale du système politique mondial multilatéral et sur plusieurs niveaux et doit avoir*

*les instruments nécessaires pour pouvoir garantir un avenir viable pour les citoyens du monde. Il y a un besoin de renforcer la légitimité démocratique et la confiance dans ces institutions en les rendant plus représentatives, plus transparentes et responsables.* »

8.- Trotsky, dans *La Révolution espagnole*, disait notamment : « *Que signifie le programme du séparatisme ? Le démembrement économique et politique de l'Espagne ou, en d'autres termes, la transformation de la péninsule ibérique en une sorte de péninsule balkanique avant des Etats indépendants (...). Les ouvriers et les paysans de l'Espagne sont-ils intéressés au démembrement économique du pays ? En aucun cas (...). Notre programme, c'est la Fédération hispanique avec le maintien indispensable de l'unité économique. Nous n'avons pas l'intention d'imposer ce programme aux nationalités opprimées de la péninsule à l'aide des armes de la bourgeoisie. En ce sens, nous sommes sincèrement pour le droit à l'autodétermination. Si la Catalogne se sépare du reste de l'Espagne, la minorité communiste de Catalogne comme celle d'Espagne devrait combattre pour une Fédération.* »

Evidemment, nous ne sommes plus dans les années 1930. Il ne s'agit pas de constituer des Etats indépendants. Mais, le gouvernement Mas propose, lui, une position de vassalité vis-à-vis de l'Union européenne. Du point de vue de la méthode, la position de Trotsky, dans la continuité de celle de Lénine, reste actuelle. Précisons ce qu'est la position de la IV<sup>e</sup> Internationale, base sur laquelle elle s'adresse à tous les partis de la classe ouvrière.

La IV<sup>e</sup> Internationale constate que la classe ouvrière, constituée dans le cadre économique commun que représente l'Espagne et dans le combat contre un Etat oppresseur des droits sociaux et nationaux, est une seule classe, avec les mêmes traditions, revendications et organisations. C'est en défendant l'unité de la classe ouvrière que l'on défend la souveraineté des peuples, de tous les peuples. En effet, les luttes pour l'émancipation nationale et sociale sont indissolublement liées, et l'unité de la classe ouvrière est la voie pour y parvenir.



Pour s'exprimer, cette souveraineté exige le démantèlement de la monarchie et la rupture avec l'Union européenne, le rétablissement des rapports de coopération à égalité entre tous les peuples d'Espagne, point d'appui pour une union des nations libres d'Europe.

La IV<sup>e</sup> Internationale et sa section en Espagne défendent inconditionnellement le droit du peuple catalan à décider, et s'il décide librement de son indépendance, elles respectent son choix.

La section de la IV<sup>e</sup> Internationale met l'accent en Catalogne sur l'unité de la classe ouvrière comme base essentielle du combat pour la souveraineté et, en dehors de la Catalogne, met l'accent sur le respect du droit du peuple catalan à décider.

La section de la IV<sup>e</sup> Internationale défend en toutes circonstances l'union des nations et peuples libres d'Espagne contre l'appareil centraliste et contre les faux nationalistes, en expliquant de manière systématique et patiente les avantages de l'union libre contre la séparation qui n'amène qu'à la simple soumission aux institutions de l'Union européenne.

Comme le dit la lettre adressée aux militants européens, issue de la réunion qui s'est tenue à Barcelone, le 21 septembre 2012, avec des militants allemands, français et espagnols :

*« Les travailleurs et le peuple catalans, comme les travailleurs et les autres peuples de l'Etat espagnol savent que leur avenir ne réside pas dans la dislocation des relations d'interdépendance économique établies à l'échelle de la péninsule, mais au contraire dans le sauvetage de l'appareil productif hérité de l'histoire du développement industriel, par la prise de contrôle par les peuples souverains débarrassés de la tutelle de l'Etat monarchique, instrument parasitaire de l'Union européenne.*

*Plus vite les peuples d'Espagne feront triompher leur aspiration à en finir avec le mémorandum et avec Rajoy, plus vite les travailleurs et les militants réussiront à se saisir de leurs organisations de classe pour imposer aux directions l'unité de leurs organisation afin d'engager l'épreuve de force..., plus vite triomphera le droit des peuples souverains et seront écartées les manœuvres criminelles de division. Plus vite triomphera la fraternité d'une union libre des peuples d'Espagne,*

*image de l'union libre des peuples de toute l'Europe que la situation exige de bâtir sur les ruines de l'Union européenne et l'abrogation de ses traités. »*

9.- Face à la situation actuelle où le gouvernement de la Généralité a décidé de convoquer des élections anticipées le 25 novembre, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale opèrent un regroupement politique le plus large possible autour de la motion adressée aux candidats des partis qui se réclament du socialisme et du droit des peuples. Cette motion indique notamment :

*« Pour une candidature pour la défense du droit à décider, pour la souveraineté effective sans ingérences de Madrid ou de Bruxelles : il n'y a pas de droits nationaux sans droits sociaux, ni droits sociaux sans droits nationaux.*

*Le 11 septembre, le peuple catalan s'est prononcé de façon claire et nette pour sa souveraineté, tout comme il s'est prononcé de façon répétée ces derniers mois et dernières années contre les coupes sociales et salariales. La volonté unanime est : nous voulons décider de notre avenir, de nos conditions de vie.*

*Mais avancer dans la voie de la souveraineté exige que nous nous débarrassions de tout ce qui l'entrave. Aujourd'hui, le peuple de Catalogne, avec les autres peuples de l'Etat espagnol et comme tous les peuples d'Europe, est soumis à la dictature de la troïka et pâtit des conséquences d'une politique qui ruine les pays et détruit les bases de la coexistence. Un pays souverain est celui qui peut décider et appliquer la politique nécessaire pour défendre les intérêts de ses citoyens. Rien de cela n'est possible tant qu'existera le cadre constitutionnel espagnol et tant que nous resterons liés aux traités et accords de l'Union européenne, qui obligent les gouvernements à appliquer le principe de subsidiarité, annulant ainsi toute souveraineté nationale.*

*La souveraineté est vitale, elle est nécessaire à notre peuple et à tous les peuples, pour pouvoir nous défendre contre les politiques qui ont conduit des milliers et des milliers de travailleurs au chômage ou qui menacent d'autres milliers dans cette même voie, qui détruisent la santé, l'enseignement et tous les services publics, qui, en définitive, provoquent une régression sociale sans précédent. Et la souveraineté ne serait pas la souveraineté si les droits sociaux de notre peuple continuaient à être sacrifiés au*

*bénéfice d'une minorité de spéculateurs. Sans droits sociaux il n'y a pas de droits nationaux, et sans droits nationaux il n'y a pas de droits sociaux.*

*Il faut l'unité de tous ceux qui se réclament des travailleurs, de la démocratie, du droit à décider. Il faut un accord pour la souveraineté effective, pour les droits des travailleurs et des peuples libres de toute oppression.*

*C'est pourquoi, nous, militants et collectifs qui préparons une conférence ouvrière pour une représentation politique fidèle aux intérêts des travailleurs, vous proposons de présenter un candidat qui combatte pour l'abrogation de la réforme du Code du travail et de toutes les mesures de coupes sociales et salariales, dans l'unité avec les travailleurs et les peuples de l'Etat espagnol et d'Europe qui, comme nous, luttent aussi pour la souveraineté et pour leurs droits, contre les plans d'ajustement-pillage. Une candidature que nous proposons centrée sur les axes suivants :*

*— la défense du droit à décider, pour la souveraineté effective, qui, comme premier pas, signifie se dégager des accords et dispositions qui viennent de l'application des traités et directives de l'Union européenne, en particulier ceux qui font référence à la stabilité budgétaire et la politique fiscale (TSCG), ainsi que toutes les dispositions antisociales proposées par eux, comme la loi 3/2012 (réforme du Code du travail), les décrets 8/2010, 20/2012 (qui baissent le salaire des fonctionnaires) et leurs transpositions "autonomiques", ou les mesures de copaiement santé (RDL 16/2012).*

*— la rupture avec l'Union européenne et avec le régime politique de la monarchie et la Constitution, ouvrant dans l'Etat espagnol un processus constituant basé sur le droit à l'autodétermination.*

*Pour discuter et nous mettre d'accord avec les aspects politiques et organisationnels de la candidature, nous t'invitons à la réunion qui se tiendra le ... »*

Cette campagne en Catalogne doit être accompagnée dans le reste de l'Etat d'une campagne qui s'adresse à l'ensemble du mouvement ouvrier et qui met au centre le droit des peuples à l'autodétermination. Le point de départ doit être l'action décidée dans tout le mouvement ouvrier, en combattant la campagne anticatalane, pour le combat commun contre la troïka et le gouvernement, pour la fraternité entre les peuples.

**10.-** Le combat pour la souveraineté des peuples, pour l'union des Républiques libres doit, à notre avis, être partie constituante de la conférence du 10 novembre pour une représentation politique fidèle aux travailleurs. Cette conférence, qui va réunir deux cents délégués de tous les peuples d'Espagne, doit discuter notamment de la poursuite du combat pour l'unité pour le retrait des plans d'ajustement et de la réforme du Code du travail, pour la grève générale, et de la mise en place de comités pour cela.

Mais la conférence cherche à aller plus loin. A partir du constat de l'obstacle que représente la politique des appareils, elle cherche à constituer la force politique pour combattre la soumission de la direction du PSOE à l'appareil de la monarchie et à l'Union européenne, donc à ouvrir la voie à l'émancipation de centaines de militants de la politique des appareils.

En ce sens, la question nationale en Espagne et le lien qui existe avec le combat de la classe ouvrière sont une question principale de tout regroupement politique qui prétend se placer dans le cadre de l'indépendance de classe.

# Crise du NPA, "dédoublement légitime" et politique du Secrétariat unifié

Par Dominique Ferré

Voilà près de cinq ans, en janvier 2008, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, organisation française membre du Secrétariat unifié, SU [1]) lançait un processus qui allait aboutir, en février 2009, à sa propre dissolution dans le cadre de la fondation du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Si ce processus avait une dimension « française » particulière (2), il corres-

pondait également à une stratégie internationale du Secrétariat unifié, suivant laquelle — pour reprendre une expression reprise par nombre de ses dirigeants — « la page ouverte par Octobre 1917 étant définitivement refermée », l'heure était à la constitution de « nouveaux partis anticapitalistes », dont le NPA, en France, fut très vite utilisé comme un modèle de réussite. Bénéficiant d'une large couverture médiatique, il serait d'ailleurs contraire à la réalité de prétendre que, lors de sa fondation, ce « nouveau parti » n'a pas attiré dans ses rangs, ou au moins dans ses meetings en France, un certain nombre de militants ouvriers, de jeunes à la recherche d'une issue politique à la crise du mouvement ouvrier.

---

(1) Secrétariat unifié : courant politique international pabliste, du nom de Pablo, principal dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1950. Prétendant que la bureaucratie stalinienne en URSS est capable de « réaliser le socialisme à sa manière », au cours de « siècles de transition », et substituant la lutte des « blocs » à la lutte des classes, Pablo s'engage dans une offensive révisionniste qui va provoquer une crise majeure de la IV<sup>e</sup> Internationale, notamment lorsque le Secrétariat international, dirigé par Pablo, exclut bureaucratiquement la majorité de la section française quand celle-ci refuse « l'entrisme *sui generis* » des militants trotskystes dans les partis staliniens. La résistance de la majorité de la section française contre ce cours liquidateur est à l'origine du long combat, autour du camarade Lambert, pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, reproclamée en 1993. Le Secrétariat unifié regroupe les forces issues du pabliste qui a détruit la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation lors de la crise de 1950-1953.

(2) On notera qu'il fut entamé peu de temps après l'appel lancé en commun, en mai 2007, par Daniel Gluckstein et Gérard Schivardi, en France, posant la perspective de la « fondation d'un authentique parti ouvrier ». Appel qui aboutira à la fondation du Parti ouvrier indépendant (POI) en juin 2008, au sein duquel la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale constitue le courant communiste internationaliste du POI.

---

## LE NPA EN CRISE PROFONDE

---

Cinq ans plus tard, une crise profonde qui secoue le NPA depuis des mois vient d'aboutir à la rupture d'un courant représentant — si l'on en croit les derniers votes internes au parti — près de 40 % des effectifs. Ces derniers mois, le NPA a ainsi perdu plusieurs centaines de militants et de cadres qui, après avoir constitué le regroupement Gauche anticapitaliste (GA), viennent de passer, à l'été 2012, au Front

de gauche (3) (une rupture au sein du NPA qui fait suite au départ de deux autres groupes de militants, Gauche unitaire et Convergences et alternatives, ayant déjà quitté le NPA pour rejoindre le Front de gauche). Parmi les plusieurs centaines partis récemment, d'anciens dirigeants de premier plan du NPA (Pierre-François Grond), des dirigeants historiques du Secrétariat unifié (Charles Michaloux, Catherine Samary), et un certain nombre de cadres syndicaux de la FSU, de la CGT, de Solidaires. Dans ses bagages, la Gauche anticapitaliste a emmené une forte somme d'argent, en partie prise sur l'argent public dévolu à la LCR (financement par l'Etat des partis politiques) et transféré au NPA lors de sa fondation, et en partie sous la forme d'un certain nombre de locaux dans des villes importantes de province.

Faudrait-il en conclure que le NPA serait en train de disparaître ? Ou faut-il voir, avec la coexistence, d'une part du NPA — bien que sérieusement affaibli —, de l'autre, de la Gauche anticapitaliste dans le Front de gauche, l'apparition en France d'une situation qui existe depuis plusieurs années dans de nombreux pays (Allemagne, Espagne, Mexique, Brésil...) connue sous le nom — nous y reviendrons — de « dédoublement légitime » ?

---

### LE «DÉDOUBLEMENT LÉGITIME» : RETOUR EN ARRIÈRE (BRÉSIL 2002-2003)

---

Cette expression a été utilisée il y a près de dix ans au Brésil, lors de la crise de la section brésilienne du Secrétariat unifié pabliste (ce qui était alors le courant « Démocratie socialiste » dans le Parti des travailleurs [PT] du Brésil).

---

(3) Le Front de gauche, en France, est une alliance permanente constituée du Parti communiste français, du Parti de gauche et de divers autres regroupements, dont la Gauche unitaire et Convergences et alternatives, deux groupes déjà issus de la crise du NPA. Jean-Luc Mélenchon (ancien dirigeant du Parti socialiste et fondateur du Parti de gauche) a été le candidat du Front de gauche lors du premier tour de l'élection présidentielle en France (avril 2012) et a obtenu 11 % des voix.

Quand les masses brésilienne ont, en 2002, sur le terrain électoral, chassé les représentants directs de l'impérialisme au Brésil en votant massivement pour le candidat du Parti des travailleurs, Lula, s'est constitué un gouvernement dans lequel le PT du Brésil était le principal parti. C'est dans ces conditions que Miguel Rossetto, représentant du courant pabliste Démocratie socialiste (DS), est devenu ministre du Développement agricole du gouvernement Lula. Un « trotskyste » (prétendu) devenait ainsi ministre dans un gouvernement « de gauche ». Comme les militants de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale — le courant O Trabalho du Parti des travailleurs — l'ont à l'époque démontré, faits à l'appui, le résultat de l'activité de Miguel Rossetto comme ministre du Développement agricole de Lula a été, pendant quatre années (2002-2005), de s'opposer systématiquement dans les faits à toute mesure de réforme agraire (déclarant clairement : « *La réforme agraire n'est pas une priorité du gouvernement Lula.* »), de protéger les intérêts des grands propriétaires fonciers contre les millions de paysans sans terre (4). Non seulement cela, mais Rossetto a y compris couvert honteusement les assassinats des paysans sans terre par les bandes armées des latifundiaires. Ce n'est pas nous qui le disons, mais les principaux intéressés, représentants les paysans sans terre (dont le MST, la Pastorale de la terre...) dans un document intitulé « *bilan des mesures du gouvernement Lula (2002-2006)* », publié en mars 2006. Ils accusent le gouvernement Lula (et donc Rossetto en premier lieu) de n'avoir « *pris aucune initiative pour faire pression sur et articuler le pouvoir judiciaire, pour juger et punir les responsables des massacres en milieu rural, tels que Corumbiara (1995), Carajás (1996), Felisburgo (2004). Face à l'inaction du gouvernement à donner une preuve claire de combat contre la violence en milieu rural et contre ses responsables — le latifundio, la police militaire de certains Etats et l'agrobusiness —, le résultat en est, malheureusement, l'augmentation de la violence dans les campagnes.* »

---

(4) On lira dans *La Vérité* les articles parus à ce sujet dans les n<sup>o</sup> 33, n<sup>o</sup> 34, n<sup>o</sup> 36, n<sup>o</sup> 37, n<sup>o</sup> 40, n<sup>o</sup> 42, n<sup>o</sup> 43, n<sup>o</sup> 45, n<sup>o</sup> 47, n<sup>o</sup> 49-50, n<sup>o</sup> 55, n<sup>o</sup> 56-57.

Cette politique (comme celle, plus généralement, du gouvernement Lula, amené à tourner le dos aux aspirations pour lesquelles il avait été élu) provoquant une résistance des travailleurs et de leurs organisations, se réfractant à l'intérieur du PT, et y compris du courant Démocratie socialiste, la direction du Parti des travailleurs exclut en décembre 2003 différents députés du PT qui ont osé voter contre une contre-réforme des retraites du gouvernement. Parmi ces députés du PT, Heloïsa Helena Lima de Moraes Carvalho, membre du courant DS. A l'époque, les militants de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale — courant O Trabalho do PT — ont non seulement combattu le projet de contre-réforme des retraites, mais ont combattu contre les exclusions bureaucratiques de la direction du parti, menant campagne pour la réintégration d'Heloïsa Helena et des exclus. De leurs côtés, les dirigeants de la DS, respectant la décision d'exclusion bureaucratique de la direction du PT, se désolidarisèrent d'Heloïsa Helena. Mais Heloïsa Helena a vite quitté le terrain du combat pour sa réintégration au PT, se prononçant pour la fondation d'un « nouveau parti ». Cette orientation — alors que l'immense majorité des militants du PT ne se posait pas la question de quitter le parti, facilita d'une certaine façon la tâche de l'appareil du PT et du gouvernement Lula-Rossetto, libérés d'un obstacle à la mise en œuvre d'une politique contraire à ce pour quoi les masses populaires avaient voté Lula (contre-réforme des retraites, refus de toute réforme agraire, poursuite du paiement de la dette externe).

Dans un document interne du courant DS, au moment fort de sa crise en 2003, la « minorité » (autour d'Heloïsa Helena) décrit sa prise de position (pour un nouveau parti) comme « *pouvant être comprise comme un dédoublement légitime des résolutions de la conférence* »... conférence dans laquelle la majorité revendique d'être pleinement partie prenante du gouvernement Lula. Une telle situation fut officiellement reconnue par la direction mondiale du SU, qui, en février 2006, « *réaffirme le maintien de relations avec toutes les composantes de la IV<sup>e</sup> Internationale* (c'est-à-dire du SU – NDLR) *au Brésil, toutes ses composantes continuant*

*d'être membres de plein droit de l'Internationale.* » Dans les deux cas, il s'agit de deux politiques en apparence contraires, mais complémentaires, et toutes deux approuvées par le centre international pabliste du SU (5).

---

## LE « DÉDOUBLEMENT LÉGITIME » EN FRANCE

---

Ces deux politiques ont un caractère complémentaire : d'un côté, de prétendus « trotskystes » participent à des gouvernements bourgeois, soumis aux institutions du capital, de l'autre, d'autres prétendus « trotskystes », faisant mine de s'opposer à cette politique, participent à l'offensive de destruction des organisations ouvrières dont les masses cherchent à se saisir. Le « dédoublement légitime », hier mis en œuvre au Brésil, est désormais à l'ordre du jour en France.

Cette politique complémentaire s'est illustrée dans la manifestation du 30 septembre à Paris. Rappelons que celle-ci a été convoquée par le Front de gauche, à la veille de la ratification par le gouvernement de « gauche » de Hollande-Ayrault, du nouveau traité européen TSCG. Malgré l'appel tardif à cette manifestation, et la tonalité de couverture de l'Union européenne que la direction du Parti communiste français et du Front de gauche y ont donné (le PCF diffusant notamment un autocollant indiquant « *J'aime l'Europe sociale* »), plusieurs dizaines de milliers de militants y ont participé, exprimant une recherche pour agir contre la dictature de la troïka qui dicte, d'Athènes à Lisbonne, ses plans meurtriers. Le POI a, pour sa part, participé sous ses propres mots

---

(5) Notons qu'au même titre que les deux groupes brésiliens (jusqu'à la décomposition finale de Démocratie socialiste qui finira par quitter le SU), les différents groupes pablistes existant en France (NPA, Gauche anticapitalistes) se retrouveront côte à côte dans les réunions internationales du Secrétariat unifié, sans que cela pose le moindre problème. Lors du dernier congrès mondial du SU, déjà, outre les membres de la direction du NPA, les représentants de la Gauche unitaire (ayant quitté le NPA pour rejoindre le Front de gauche) comptaient parmi les représentants français.

d'ordre à la manifestation, sans en signer l'appel : plusieurs milliers de militants du POI, certains sous les banderoles de comités constitués avec des militants du PS, du PCF, du Parti de gauche, syndicalistes, etc., manifesteront sous les mots d'ordre : « *Paris, Lisbonne, Madrid, Athènes, dehors l'Union européenne !* », « *Députés ne votez pas le traité de la troïka !* », « *Budget d'austérité* (du gouvernement Hollande), *on n'en veut pas !* ».

Dans la manifestation elle-même, la Gauche anticapitaliste (GA) participait au cortège du Front de gauche, tandis que le NPA défilait sous ses propres banderoles. La Gauche anticapitaliste s'est ainsi fondue dans la politique du Front de gauche, dont les dirigeants du Parti communiste français ne cessent de répéter qu'elle ne s'inscrit pas « *dans l'opposition au gouvernement* ». Ainsi, à la fête du journal *L'Humanité*, mi-septembre, Pierre Laurent, premier responsable du Parti communiste, déclarait : « *Nous ne sommes pas des opposants. Nous ne nous opposons pas à un gouvernement (...). Nous ne sommes pas des opposants, nous sommes comme les Français prêts à l'effort et au travail. Et après tout, s'il s'agissait de se serrer la ceinture pendant deux ans pour que le pays aille mieux, nous serions prêts à en discuter.* » Quinze jours plus tard, c'est André Chassaing, président du groupe PCF à l'Assemblée nationale, qui déclare à la télévision : « *On ne se considère pas dans l'opposition (...), on est dans une forme de majorité de gauche* », et, à nouveau dans *Le Journal du dimanche* : « *Ce n'est pas une manifestation d'opposition à la politique du gouvernement Hollande.* »

De son côté, que dit la GA, nouveau partenaire du PCF dans le cadre du Front de gauche, sur le même sujet ? Dans un communiqué du 2 octobre, elle se félicite d'une mobilisation de « *près de 80 000 manifestantes et manifestants* (qui) *ont défilé pour crier haut et fort qu'en votant contre Sarkozy, ils n'avaient pas voté pour l'austérité* » et « *d'une mobilisation qui doit s'ancrer dans la durée, que ce soit contre les suppressions d'emplois, les délocalisations, la réduction des dépenses publiques, pour la défense du droit à la santé pour toutes et tous. Aucun député de*

*gauche ne devrait voter ce traité concocté par N. Sarkozy et A. Merkel. Très vite, le vote de la loi organique et le budget 2013 seront les premières mises en application du traité.* » Fort juste. La Gauche anticapitaliste « oublie » juste de préciser que le gouvernement « socialiste » Hollande-Ayrault a d'ores et déjà anticipé l'application du TSCG en faisant voter au Parlement les « emplois d'avenir », qui imposent la précarité à 100 000 jeunes, les privant du bénéfice des statuts et conventions collectives. Or les députés du Front de gauche ont voté pour ce projet... et la Gauche anticapitaliste, pour payer son ticket d'admission dans le Front de gauche, se tait sur cette forfaiture. Les dirigeants du Front de gauche clament qu'ils « ne sont pas l'opposition » à un gouvernement qui, au compte de la troïka, frappe les travailleurs... et la GA se tait.

---

## LE NPA AU SECOURS DE LA CES

---

À l'inverse, les déclarations du NPA semblent bien plus « radicales ». Alors que pendant des années, la LCR puis le NPA ont discoursé sur la prétendue « Europe sociale » dans le cadre des institutions réactionnaires de l'Union européenne, couvrant ces institutions au nom d'une prétendue « harmonisation européenne vers le haut » des salaires, des acquis sociaux..., les voilà qui dénoncent désormais l'Union européenne et ses traités. Ils dénoncent — à juste titre — le double langage des députés du Front de gauche qui, tout en votant contre le TSCG, s'abstiennent sur la partie « recettes » du projet de budget d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault : « *Cette première loi de finances de la majorité PS-EELV se situe de plain-pied dans le cadre des politiques d'austérité, notamment dans la suite du TSCG défendu par cette même majorité. Pourtant, mardi 22 octobre, les députés du Front de gauche se sont timidement abstenus sur la partie "recettes", premier tronçon budgétaire soumis au vote des parlementaires* » (hebdomadaire du NPA, 2 novembre). Mais ce radicalisme apparent qui épouse un mécontentement qui grandit dans le pays et parmi des centaines de milliers de

militants syndicalistes, y compris des militants du PS, du Front de gauche, des élus, etc., a ses limites. Il faut critiquer « l'austérité de droite comme de gauche »... mais rester dans le cadre institutionnel des directions qui vise à sauver l'Union européenne et ses institutions. Ainsi, la mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) appelle — contre la grève générale dans l'Etat espagnol et au Portugal — à une « *journée d'action et de solidarité pour un contrat social pour l'Europe* », une journée qui, « *tout en soutenant l'objectif d'assainissement des budgets (...), œuvre pour le développement durable de l'Europe* ». Précisons : il s'agit donc d'une manifestation pour que les organisations syndicales prennent elles-mêmes en charge (« contrat social ») la politique de coupes budgétaires qui saigne à blanc les hôpitaux, les écoles, les systèmes de protection sociale, etc. (« assainissement budgétaire ») ! Et la CES conclut logiquement cet appel en soulignant son soutien indéfectible au traité de Lisbonne. Dans une autre déclaration ultérieure, sa secrétaire générale, Bernadette Ségol, déclare de façon stupéfiante : « *La troïka ne peut plus se comporter de façon aussi arrogante et brutale avec les pays en difficulté* », comme si cet état-major de la réaction internationale ne pouvait avoir d'autre but que d'imposer son talon de fer aux nations d'Europe !

Mais rien n'y fait : le NPA camoufle cette opération de soutien à l'Union européenne en expliquant : « *14 novembre : journée européenne contre l'austérité* » (hebdomadaire du NPA, 3 novembre 2012) : « *Des millions de salariés en grève, rejoints dans les manifestations par des étudiants, des chômeurs, des retraités... Voilà ce qui nous attend le 14 novembre !* » Le NPA ajoute : « *La Confédération européenne des syndicats a même lancé un appel "à une journée d'action et de solidarité" partout en Europe le 14 novembre. Nous sommes concernés : depuis l'adoption scandaleuse du TSCG (traité européen) par le Parlement français, il est évident que le gouvernement Hollande est aussi prompt à appliquer les mesures d'austérité que le sont les gouvernements du sud de l'Europe.* » Voilà donc l'appel, que la CES dresse contre la grève générale dans

l'unité, dans la péninsule ibérique, pour préserver les institutions européennes, « repeint en rouge » par le NPA qui émet comme critique à l'intention des directions des confédérations syndicales françaises qui appellent à cette journée d'action (dont la direction de la CFDT qui soutient l'ensemble des mesures réactionnaires du gouvernement Hollande et appelle à « la baisse du coût du travail » !) qu'elles n'ont pas répondu « *à la hauteur de la solidarité internationale et du combat nécessaire contre l'austérité généralisée* ». Or c'est précisément à la politique de la CES — fidèlement traduite en France par la direction de la CFDT — que des dizaines de milliers de militants ouvriers, cherchant à préserver l'indépendance de leurs confédérations, sont confrontés. C'est précisément la politique de la CES, celle du « pacte social » corporatiste visant à enchaîner les organisations syndicales aux plans d'austérité de la troïka, que le gouvernement Hollande-Ayrault appelle de ses vœux pour tenter de museler la lutte de classe en France.

---

## LE RÔLE INTERNATIONAL DU PABLISME

---

Au-delà de ce « dédoublement légitime » et de la forme qu'il est amené à prendre en France, il est indispensable de comprendre que le pablisme est d'abord et avant tout un appareil international qui a l'immense avantage, pour les tenants du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, de se réclamer du « trotskysme » et de la IV<sup>e</sup> Internationale, tout en menant une politique n'ayant rigoureusement rien à voir avec la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est la seule chose qui explique tant l'engouement des médias bourgeois français pendant dix ans pour le porte-parole de la LCR (puis du NPA) Olivier Besancenot, que le choix fait par le gouvernement Lula au Brésil de nommer un ministre du Développement agricole se présentant frauduleusement comme un « trotskyste ».

La politique réactionnaire du pablisme s'est récemment illustrée, à l'occasion de l'intervention militaire impérialiste de

l'OTAN en Libye, par un soutien ouvert à l'intervention de l'OTAN, présentée comme un « *moindre mal* » dans le contexte des prétendues « *révolutions arabes* ». Ne demandant à personne de nous croire sur parole, nous invitons à juger sur pièces, en lisant, dans le numéro 74 de *La Vérité*, l'article intitulé : « *Une revue qui soutient l'intervention de l'OTAN en Libye : Inprecor* », et qui s'appuie exclusivement sur les citations des positions du Secrétariat unifié.

Le soutien à l'intervention impérialiste en Libye n'a rien d'un « accident ». La même position sur la Syrie est développée tant par le NPA que par la Gauche anticapitaliste. L'hebdomadaire du NPA, Tout est à nous, publiée, mi-septembre 2012, un dossier complet sur la Syrie. A propos de l'Armée syrienne libre (ASL) présentée comme une armée « auto-organisée », le NPA nie la présence de « conseillers militaires » turcs, français, britanniques voire américains, dans ses rangs. Le NPA écrit : « *Les prétendues aides militaires ne proviennent que du Qatar, d'Arabie Saoudite et de la Libye.* » Extraordinaire ! Pour se défendre de l'accusation selon laquelle l'ASL serait en fait un instrument de l'impérialisme, le NPA répond : faux, l'ASL est financée par le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Libye ! Le Qatar, qui est devenu en quelques années la succursale du Département d'Etat américain au Moyen-Orient ; la Libye, sous le contrôle de groupes armés directement par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne... quant à l'Arabie Saoudite, inutile de rappeler les vieux liens du régime Saoud avec l'impérialisme américain ! Voilà qui en dit long sur l'ASL... soutenue par le Secrétariat unifié ! Si, en paroles, le NPA fait mine de s'opposer à toute intervention extérieure, c'est d'abord et avant tout pour condamner... « *les pouvoirs russe et chinois (qui) sont directement du côté des criminels de*

*masse* », ainsi que l'Iran ! Incroyable mais vrai : voilà donc les représentants russes et chinois cloués au pilori par le Secrétariat unifié, coupables d'avoir mis leur veto à une intervention impérialiste en Syrie au Conseil de sécurité de l'ONU. Quant à l'Iran, les attaques tombent à point nommé, au moment même où l'Iran est étranglé par les sanctions internationales et menacé par une intervention armée de l'Etat d'Israël.

Le NPA martèle : « *Il est dramatique de voir tant de forces dans la gauche internationale, soit se ranger derrière le prétendu "camp des Etats anti-impérialistes" qui ne représente en rien les peuples, soit renvoyer dos à dos la dictature et les insurgés par crainte de l'intégrisme religieux, dénonçant une guerre civile qui prendrait en otage la population et se désolant contre une militarisation de la révolution qui est pourtant entièrement imputable au régime.* » Ce qui est « dramatique » pour le pablisme, ce n'est pas la politique de l'impérialisme qui, en quelques mois, a fait basculer la Syrie dans le chaos (entraînant déjà le Liban à sa suite), ce ne sont pas les menaces contre la souveraineté de l'Iran et les sanctions qui étranglent le peuple de ce pays. Non, ce qui est « dramatique », c'est que « tant de forces » se réclamant du mouvement ouvrier refusent de soutenir les interventions de l'OTAN et l'ingérence des grandes puissances dans les affaires des Etats souverains !

On comprend mieux dès lors qu'un tel courant politique international, au-delà de la forme de son existence dans tel ou tel pays, a une utilité certaine du point de vue des tenants du régime décomposé fondé sur la propriété privée des moyens de production qui trouveront, comme ils l'ont fait dans le passé, les moyens (médias, financiers) nécessaires pour qu'il ne disparaisse pas.

**Dominique Ferré**



# L'Internationale socialiste et le "nouvel internationalisme"

Par Andreu Camps

C'est dans la ville du Cap, en Afrique du Sud, que s'est tenu le 24<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale socialiste, les 30 août et 1<sup>er</sup> septembre 2012.

Selon le site de l'Internationale socialiste, y ont participé des représentants de 130 partis et organisations, y compris un nombre important de chefs d'Etat et de gouvernement, dont le président de la République d'Afrique du Sud, Jacob Zuma, également dirigeant de l'African National Congress (ANC), membre de l'Internationale socialiste.

---

## POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME ET UNE NOUVELLE CULTURE DE SOLIDARITÉ...

---

C'est sous cette devise que s'est déroulé le congrès. Dans l'une des résolutions adoptée, qui revient sur le combat pour la paix, il est dit notamment :

« L'Internationale socialiste a toujours été au premier rang des efforts pour atteindre la paix et la stabilité. Nous réaffirmons notre croyance qu'une approche multilatérale est le seul moyen pour atteindre ces objectifs. » Et plus loin : « Le dialogue et les négociations doivent être promues de manière active partout où la paix et la stabilité sont menacées. »

Cette déclaration d'intention est facilement mise en concurrence avec les faits. En effet, quelques lignes plus loin, on peut lire que « toute politique d'intervention

militaire doit se fonder sur un mandat de l'ONU et les principes du droit international ». Donc, l'Internationale socialiste se prononce pour l'intervention militaire... sous certaines conditions.

Rappelons que l'intervention militaire en Afghanistan, qui a débuté en automne 2001, s'est faite sous mandat de l'ONU. Aujourd'hui, qui possède une once d'honnêteté ne peut considérer que cette intervention a eu quelque chose à voir avec le respect des droits de l'homme, dont se revendique l'Internationale socialiste, ou qu'elle ait aidé en quoi que ce soit à la reconstruction du pays, à la mise en place d'institutions démocratiques. Tout au contraire : la coalition militaire présidée par l'administration américaine, avec le soutien enthousiaste de l'Internationale socialiste, est en train de plier bagages, entérinant une défaite à tous les niveaux.

Contrairement à ce que dit l'Internationale socialiste, toute intervention militaire, sans ou sous mandat de l'ONU, amène à la destruction, parce qu'il ne peut y avoir de démocratie sans respect de la souveraineté nationale.

Dans la même résolution est analysée la situation dans une quarantaine de pays (il serait trop long d'entrer dans le détail), mais on peut lire sur Haïti les éléments suivants :

« Les forces politiques en Haïti doivent travailler à renforcer un climat de stabilité politique dans le pays en organisant des élections crédibles, conformément aux dates prévues par la Constitution. L'Internationale socialiste réaffirme son soutien au parti Fusion et aux organisations progressistes tra-

vaillant en faveur de la démocratie et des droits de l'homme pour tous les Haïtiens qui ont également notre entière solidarité après l'impact dévastateur de l'ouragan Isaac. »

Cette référence à Haïti oublie le principal « ouragan » que connaît le pays. Après un coup d'Etat, avec la participation de détachements militaires des armées française, américaine, canadienne, le président Aristide a été déchu et kidnappé le 29 février 2004.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, « dans le respect des droits de l'homme », selon l'Internationale socialiste, a décidé, en avril 2004, dans sa résolution 1542, l'envoi de troupes d'occupation multilatérales, la Minustah, troupes qui ont pris toutes les commandes du pays et qui restent aujourd'hui encore en place. Ces troupes succédaient à une force multinationale intérimaire autorisée par le Conseil de sécurité au lendemain du coup d'Etat et de l'expulsion du président Aristide.

Il est curieux que dans son congrès, l'Internationale socialiste, qui proclame la lutte pour la paix, entérine le coup d'Etat et les occupations militaires. Passons sur le bilan de cette occupation.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui, avec plusieurs organisations haïtiennes et de tout le continent américain, mène une campagne inlassable pour le retrait des troupes de la Minustah, démontre leurs effets destructeurs pour la nation haïtienne et l'obstacle qu'elles représentent pour son indépendance et sa souveraineté (voir bulletin de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, n° 96).

Nous avons insisté sur ces faits, parce que l'économie générale de la résolution de l'Internationale socialiste est de contourner toutes les questions conflictuelles dans lesquelles l'Internationale socialiste et ses sections soutiennent directement les interventions militaires.

Par exemple, la résolution intègre dans un même cadre Tunisie, Yémen, Libye, etc., sans aucune référence à l'intervention militaire de l'OTAN contre la Libye déclenchée le 19 mars 2011, et de la résolution 1973 du Conseil de sécurité « autorisant » l'intervention militaire de l'OTAN qui a détruit le pays et l'a plongé dans une anarchie sans nom avec, notamment, le soutien du Parti socialiste français.

---

## LES SOLUTIONS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE À LA CRISE ÉCONOMIQUE

---

Un des grands thèmes traité dans ce congrès a été la crise économique et les solutions que devait avancer l'Internationale socialiste. Selon le rapport du secrétaire général, Luis Ayala (Parti radical chilien), l'Internationale socialiste devrait combattre pour « un nouveau paradigme économique » parce que « *la crise mondiale a révélé les énormes inadéquations et erreurs sur lesquelles notre système financier est basé* ». Le principal rapporteur sur ce point a été Elio Di Rupo, Premier ministre de la Belgique et vice-président de l'Internationale socialiste. Il a expliqué que des gouvernements ont perdu le contrôle du secteur financier, ce qui cause des dégâts énormes à l'économie réelle. Il a indiqué que les Etats et les gouvernements ne devaient pas être subordonnés aux marchés financiers et que le seul moyen pour garantir une plus grande justice sociale, retrouver la prospérité, était de prendre le contrôle, en concluant qu'il fallait à présent garantir une meilleure réglementation des marchés et plus de responsabilités.

Quelle est la réalité de toutes ces bonnes intentions dans tous les pays européens, à commencer par la Belgique, dirigée par Elio Di Rupo, l'un des principaux responsables de l'Internationale socialiste ?

Tous les travailleurs en Europe, y compris les membres des Partis socialistes, le savent. Les différents plans d'ajustement, les plans de sauvetage des banques, les mémorandums de la troïka, qui ont avant tout comme objectif la préservation de l'actuel système financier, ont été d'abord appliqués par des gouvernements présidés par des membres éminents de l'Internationale socialiste : Papandréou en Grèce, qui est tombé après la grève d'octobre 2011, Socrates au Portugal, qui a perdu les élections du 5 juin 2011 après avoir signé le mémorandum, Zapatero en Espagne, qui a opéré le tournant de la rigueur en mai 2010 sous le diktat du capital financier.

Di Rupo et l'Internationale socialiste ne font aucune référence explicite à la politique de l'Union européenne, les différents traités, y compris le TSCG qui a été ou est en train d'être adopté, avec le soutien des

différents partis de l'Internationale socialiste au gouvernement ou dans l'opposition.

Ce sont les coresponsables du fonctionnement du système financier. Ils appliquent la logique de la recherche des bénéfices dans une situation d'effondrement économique, donc mettent au centre les attaques contre le coût du travail, au sens le plus large, c'est-à-dire le salaire direct et indirect. Faut-il rappeler qu'en 1992, quand a été adopté le traité de Maastricht, 13 des 15 gouvernements des pays membres alors de l'Union européenne étaient présidés ou comprenaient des dirigeants des partis de l'Internationale socialiste ? Les dirigeants de ces partis sont donc entièrement responsables.

C'est pour cela que, dans le compte rendu de la discussion sur ce point dans le congrès, tout se limite à des généralités ou des déclarations de bonnes intentions pour réglementer le système financier.

---

## L'INTERNATIONALE SOCIALISTE "TOURNE LA PAGE" DES DICTATEURS

---

Pour mémoire, les 15 et 16 novembre 2010, s'est déroulé à Paris le 23<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale socialiste. Ségolène Royal, au nom du PS français, s'enflammait dans son discours sur de grands principes : « *Nous partageons les mêmes valeurs dans ce monde déséquilibré. Il n'y a pas de progrès humain sans justice.* » Dans la salle, des Britanniques, des Allemands, des Italiens, mais aussi des Egyptiens, des Tunisiens, des Ivoiriens comme Pascal Affi En'Guessan, vice-président de l'Internationale socialiste et président du Front populaire ivoirien, le parti de Laurent Gbagbo.

Il est vrai que le parti de Ben Ali a été exclu de l'Internationale socialiste, trois jours après la fuite de celui-ci en Arabie Saoudite en janvier 2011 ; le parti de Moubarak a connu le même sort après sa chute. De toute évidence, l'Internationale socialiste tient à ses principes ! Le parti de Gbagbo a résisté un peu plus. Il n'a été exclu de l'Internationale socialiste qu'en mars 2012...

Mais il serait faux de croire que ce ne sont que des accidents. Dans un autre ordre des choses, mais avec la même logique,

Papandréou était déjà président de l'Internationale socialiste au congrès de Paris. Comme nous l'avons dit, après la grève d'octobre 2011, il est tombé, après avoir appliqué plusieurs plans d'ajustement qui ont mis le pays au bord de la banqueroute et, au passage, a quasiment détruit le parti socialiste grec, le Pasok.

Pour les travailleurs et la population grecs, le nom de Papandréou restera synonyme d'ennemi des droits des travailleurs, de la souveraineté nationale et de la démocratie. Pour sa part, le congrès l'a réélu à l'unanimité.

---

## LE CONTENU DU "NOUVEL INTERNATIONALISME"

---

Mais qu'est-ce que ce « nouvel internationalisme » ? Dans son discours, Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud, a salué l'importance du congrès, expliquant qu'il apportait une réponse efficace à tous les défis à relever, conformément au thème du congrès, c'est-à-dire : « *notre objectif commun d'un nouvel internationalisme et d'une nouvelle culture de solidarité* ». (Rappelons que le congrès se tenait en Afrique du Sud, treize jours après le massacre de Marikana et en pleine vague de grèves qui secouaient le pays. Dans les centaines de pages des documents du congrès, pas la moindre référence à cette situation.)

A la lecture des interventions, on commence à comprendre ce qu'est ce « nouvel internationalisme ». Ainsi, Delamini Zuma, nouvelle présidente élue de la commission de l'Union africaine, a souligné que « *les Nations unies et, de manière cruciale, les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) avaient besoin d'améliorations et de renforcement puisqu'elles représentent les droits et libertés de tous les peuples* ».

Dans le débat qui a suivi, selon les documents de l'Internationale socialiste, « *les contributions ont souligné qu'un internationalisme renouvelé devrait assurer les changements progressistes, répandre la démocratie, augmenter la sécurité coopérative, partager les fardeaux collectifs et renforcer les institutions internationales. Appelant à une plus grande gouvernance mondiale, il n'a pas seulement été souligné*

que les organisations telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC devaient être renforcées, mais qu'il y avait également besoin de réformes sociales et culturelles, besoin d'avancer vers un nouvel internationalisme. » La boucle est bouclée !

C'est pour cela que dans la première résolution du congrès de l'Internationale socialiste, il est dit notamment, au troisième paragraphe : « *Les institutions internationales sont une partie vitale du système politique mondial multilatéral et, sur plusieurs niveaux, il doit y avoir les instruments nécessaires pour pouvoir garantir un avenir viable pour les citoyens du monde. Il y a un besoin de renforcer la légitimité démocratique et la confiance dans ces institutions en les rendant plus représentatives, plus transparentes et responsables.* »

Mais qu'est-ce que l'Internationale socialiste ? Rappelons qu'elle a été reconstituée en 1951 dans un congrès qui a eu lieu à Francfort, où elle s'est alignée ouvertement sur l'administration américaine, en pleine guerre froide.

Expliquer toute l'histoire, y compris les origines dont elle se réclame, en partant de l'Internationale ouvrière de 1889, exigerait un autre développement ; mais aujourd'hui, cette institution a un caractère particulier. Sans aucun doute, plusieurs des partis qui composent l'Internationale socialiste aujourd'hui restent des partis qui puisent leurs racines dans la classe ouvrière, comme le Parti social-démocrate allemand, le Labour Party anglais, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) espagnol ou d'autres. Mais l'institution en tant que telle, dénommée Internationale socialiste, s'inscrit pleinement dans le cadre de la gouvernance mondiale et politiquement dans le cadre des institutions de l'ONU. C'est ainsi que le présidium de l'Internationale socialiste se réunit tous les ans, au mois de septembre, à New York.

On peut lire sur son site officiel : « *La réunion annuelle des membres du présidium de l'Internationale socialiste aux Nations unies, en conjonction avec les débats de l'Assemblée générale, a eu lieu cette année au siège de l'ONU à New York, le mercredi 26 septembre (...), compte tenu de l'opportunité que ces réunions présentent afin d'avoir une incidence sur les thèmes principaux de l'agenda global des Nations unies.* »

---

## PREMIÈRE CONCLUSION

---

Bien que les dirigeants actuels de l'Internationale socialiste tentent de se présenter comme les héritiers de l'Internationale ouvrière de 1889, leur politique, comme nous l'avons démontré, est en totale contradiction avec l'énorme effort pour organiser la classe ouvrière au niveau politique et syndical entamé par ses fondateurs.

Le moment clé de ce changement a été août 1914, quand les groupes parlementaires socialistes, notamment en France et en Allemagne, ont voté les crédits de guerre, donc le soutien à leur propre bourgeoisie, facilitant le déclenchement de la Première Guerre mondiale et ce, en contradiction totale avec le combat contre la guerre que les congrès successifs de l'Internationale ouvrière avaient mené.

C'est à partir de ce moment que Lénine, analysant les origines de cette trahison, est arrivé à la conclusion que les partis de l'Internationale ouvrière s'étaient transformés en partis ouvriers bourgeois — ouvriers par leur base et leur origine, bourgeois par leur programme et par l'intégration de leurs principaux dirigeants aux rouages des institutions de l'Etat bourgeois.

Cette caractérisation reste-t-elle actuelle ? Sans aucun doute, mais dans une nouvelle situation où la politique de l'impérialisme est de tout faire pour transférer tout le pouvoir aux institutions internationales, au détriment de la souveraineté des peuples, y compris des Etats nationaux bourgeois. Aujourd'hui, le caractère bourgeois de l'appareil de l'Internationale socialiste se traduit notamment par son intégration dans les institutions de la mondialisation.

Et ce, évidemment, au détriment et en contradiction ouverte avec une bonne partie de la base ouvrière et de l'électorat qui restent fidèles aux vieux partis sociaux-démocrates. La force de l'Internationale socialiste aujourd'hui, c'est qu'elle est la courroie de transmission dans le mouvement ouvrier de la politique de l'impérialisme et, face à la décomposition de l'appareil stalinien, c'est le point de ralliement de toutes les forces politiques qui considèrent que la « page d'Octobre est tournée ».

**Andreu Camps**

# Brésil

## Résolution de "O Trabalho"

**Le courant "O Trabalho" du Parti des travailleurs (PT) vient d'organiser sa XXX<sup>e</sup> Rencontre nationale. Il y a adopté des résolutions sur la question noire, la lutte de la jeunesse, le travail ouvrier et une résolution politique dont nous publions ci-dessous de larges extraits.**

1. La situation du pays est marquée par le choc entre le gouvernement, subordonné à l'impérialisme qui répand sa crise, et des secteurs des masses en mouvement avec leurs organisations. Choc dont la généralisation entraînera le PT dans une crise majeure, concentrant les frustrations et les tensions que provoque la politique de l'appareil lulliste, au gouvernement depuis dix ans. Choc dont le centre passe par les syndicats, la Centrale unique des travailleurs (CUT) et les organisations de masse.

2. Ce choc, à son tour, est un maillon de la crise mondiale du capitalisme, aujourd'hui centrée en Europe. La première leçon à tirer de la résistance des masses, qui n'a jamais cessé, c'est que les lois de l'histoire restent plus fortes que les appareils contre-révolutionnaires.

3. Le pays ne restera pas en dehors de la panique des défenseurs de l'ordre impérialiste qu'a créé la crise de la zone euro (destinataire pour 20 % des exportations brésiliennes), dans le cadre de la dépression mondiale. Les masses voient l'offensive générale contre les conquêtes et les droits menée par les impérialismes européens, qui sapent la souveraineté des Etats avec des instances supranationales, menant à ce que les luttes ne soient plus uniquement défensives et remettent en cause les institutions mêmes de l'Union européenne.

C'est ce que nous allons expliquer au Brésil, en intégrant la particularité latino-américaine, en exploitant l'avantage d'être une section d'une Internationale qui se

construit dans le combat de classe, de façon à armer l'avant-garde, en nous armant nous-mêmes pour le combat décisif qui est devant nous.

4. Ce sont les besoins de l'impérialisme américain en crise profonde qui déterminent le système décadent et condamné qui lutte pour sa survie, plus encore en Amérique latine.

C'est cet élément central qui est posé à tous les gouvernements du continent, qui détermine leurs relations avec les masses. Après le fiasco, en avril 2012, du sommet de Carthagène, la volonté de l'impérialisme de reprendre des positions perdues n'a pas diminué pour autant. On peut le voir depuis la méticuleuse préparation de la fraude au Mexique, jusqu'à l'orchestration du coup d'Etat au Paraguay, en passant par la nouvelle « Alliance Pacifique » — Chili, Pérou, Colombie et Mexique — qui consacre les traités de libre échange, en accord avec les besoins des Etats-Unis. Cela, sans que, pour autant, les brutales pressions économiques, politiques et diplomatiques sur les autres régimes de la région ne diminuent.

Ce qui fait mûrir, comme produit de la pression des masses dans le contexte de la crise des institutions de domination politique, l'apparition d'un clivage entre l'Organisation des Etats américains (OEA) et l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUL). Il n'y a pas de formation de « camps », parce que ne se retrouvent dans ces deux organisations que des gouvernements bourgeois. Mais des brèches s'ouvrent, par exemple sous les mots

d'ordre : « *A bas le coup d'Etat au Paraguay* », « *Défense de la souveraineté de l'Équateur* », etc., que nous utilisons dans l'intérêt des masses, sur une ligne de front unique anti-impérialiste.

Car il n'y aura pas de préparation active de la révolution prolétarienne sans politique de front unique anti-impérialiste pour aider les masses, par leur propre mouvement et leur propre expérience, et non par la dénonciation, à dépasser leurs illusions concernant les directions politiques bourgeoises, petite-bourgeoises ou d'origine ouvrière, aujourd'hui au gouvernement dans plusieurs pays de la région. Nous combattons ces directions que les masses, par manque d'alternative, chargent d'aspirations et d'attentes pour être défendues face à l'impérialisme, en construisant de véritables partis ouvriers indépendants, comme transition vers la IV<sup>e</sup> Internationale.

Aujourd'hui, l'exigence du retrait immédiat des troupes de l'ONU d'Haïti est l'axe commun, moteur d'action sur cette ligne de front unique anti-impérialiste. Rappelons la décision des puissances au Conseil de sécurité de l'ONU d'attribuer le commandement militaire au Brésil, avec participation directe (militaire) d'un ensemble de régimes des Amériques, et un soutien direct (« humanitaire ») de Cuba et du Venezuela, malgré la campagne croissante pour la défense de la souveraineté de cette nation noire.

Le combat pour le retrait de la force d'occupation de l'ONU (Minustah) exprime la perspective de l'Union libre des nations souveraines d'Amérique latine et de la Caraïbe, en collaboration avec les opprimés du Canada et des États-Unis. Cette perspective nourrit le combat dans chaque pays pour des gouvernements ouvriers et paysans. C'est l'expression actuelle et générale du Programme de transition sur lequel est fondée la IV<sup>e</sup> Internationale : de tous les partis qui parlent au nom des ouvriers et des opprimés, nous exigeons la rupture avec le demi-cadavre de la bourgeoisie (impérialisme) !

**5.** Les pressions de l'impérialisme sur la nation sont chaque fois plus fortes. La crise du système capitaliste est la poursuite de celle de 2008-2009, mais la situation, en 2012, n'est pas la même.

En examinant rétrospectivement la politique du gouvernement Lula dans le

contexte latino-américain, la XXIX<sup>e</sup> Rencontre nationale de O Trabalho (2011) avait constaté « *l'impasse à laquelle est arrivée la tentative du second mandat de renégocier la relation avec l'impérialisme (renégociation symbolisée par le contrôle national partiel des réserves de pétrole du Pré-sal par la Petrobras, suspendant les anciennes enchères), modelant le régime politique interne dans cette forme — un type de bonapartisme soutenu par l'unicité syndicale avec une large coalition de partis. En agissant ainsi, Lula a repris les éléments que, dans les années trente, Trotsky avait appelés "bonapartisme sui generis", qui tente d'intégrer les organisations, comme l'avait constaté la conférence de O Trabalho en 2010 : "Un bonapartisme qui manœuvre sur une étroite base matérielle distribuée au compte-gouttes par l'appareil d'Etat, machine de cooptation".* »

Cette situation dont hérite Dilma Rousseff, la présidente du Brésil, est maintenant en question dans la crise de 2012.

Les exonérations, par exemple, n'ont pas redressé la production et l'emploi industriel, dans un marché mondial profondément déprimé. Mais elles continuent de gaver les multinationales qui, appuyées sur la politique du ministre des Finances, Guido Mantega, privatisent et désindustrialisent l'économie : elles importent, désinvestissent et renvoient les bénéficiaires.

Malgré cela, le FMI a du mal à cacher son ingérence. La mission du Fonds, qui était au Brésil en mai, a publié son rapport en juillet. Le résumé est clair : « *Alors que le gouvernement souligne le rôle du change apprécié dans la perte d'espace international de l'industrie brésilienne, le FMI signale le poids important de facteurs locaux comme le coût du travail et le manque de compétitivité. La préoccupation du FMI sur les risques de surchauffe de l'économie brésilienne est présente dans plusieurs points du rapport. Le FMI signale qu'au Brésil, il faut réduire la dépendance de la consommation en donnant plus de poids à l'investissement et aux exportations. Il recommande aussi que la BNDES (Banque nationale de développement économique et social — NDLR) change de cible en soutenant des projets à long terme et d'infrastructures.* »

Pour le FMI, le problème de l'industrie ne vient pas du taux de change, mais du coût du travail — d'où la pression pour la flexibilisation du Code du travail — et la

solution ne passe pas par plus de consommation (qui serait « en surchauffe » !), mais par l’investissement. Il faut donc encore plus d’exonérations pour les entreprises et modifier le rôle de la BNDES (banque d’Etat) pour la tourner vers les infrastructures. Ce n’est pas un hasard. C’est précisément l’axe des concessions des routes et des voies ferrées au privé que Dilma Rousseff vient d’annoncer !

6. Dilma Rousseff a hérité de Lula les illusions, avec le dispositif cité du “gouvernement de coalition” (1).

Elle a élargi les exonérations, créé les « conseils de compétitivité » et élargi les « alliances », prolongé la mission de l’ONU en Haïti. Tout en continuant à être à la tête d’un gouvernement élu et réélu par les masses, elle reste dépendante des illusions transmises par les organisations construites par les masses, dont la direction luliste manipule les vraies conquêtes, comme si elles étaient des « faveurs » — baisse du chômage de 13 à 6 %, augmentation de 54 % du salaire minimum depuis 2003 (7 % en réalité cette année). A cela s’ajoute la tentative de créer une base sociale propre par la nomination de la commission « vérité » (2).

Si, essentiellement, Dilma Rousseff représente le PT au gouvernement, comme c’était le cas de Lula, elle se distingue, car elle n’a pas de racines dans le mouvement ouvrier et ses organisations. Ainsi, l’évolution de ce dispositif hérité de Lula a intégré le recours à davantage de mécanismes de « gouvernance ». On a vu, dans les dernières grèves, le rôle direct d’anciens dirigeants de la CUT (Feijoo, Messias), et les deux mille forums et conférences prévus avant.

Le choc qui a commencé tend maintenant à mettre tout cela, plus ou moins rapidement, en cause. Mais le combat contre les illusions est un combat. Il n’y a pas d’« évolution » spontanée. Et le résultat final de la « désillusion » dépend de l’alternative qui peut émerger, c’est-à-dire de ce que nous serons capables de forger. Par exemple, le choc antérieur dans la contre-réforme de la Sécurité sociale, en 2003-2004, avec nos propres oscillations, dans le PT et la CUT, n’a donné que les scissions de Conlutas (morénistes) et du PSOL (centristes et pablistes), une aide centriste à la politique de l’appareil.

Pour ouvrir une issue, nous développons les points d’appui pour, par l’expérience sur le terrain de la lutte de classes, aider les masses à avancer, à approfondir la méfiance, sur la ligne de la défense de la CUT comme centrale de classe menacée, et de regroupement politique ouvrier indépendant autour de la continuité des drapeaux de la fondation du PT, dans la perspective d’un véritable parti ouvrier indépendant.

Pour cela, nous séparons ce qu’il y a de « progressif » dans l’illusion — les aspirations qui mènent au mouvement — de ce qu’il y a de « réactionnaire » — les préjugés et les idées inculqués par l’appareil dirigeant. Par exemple, il nous faut expliquer que les améliorations obtenues par autant de combats, ces dix dernières années, ne sont pas des cadeaux, mais des conquêtes dans la voie des aspirations les plus profondes, pas encore réalisées. Ou encore, expliquer que ce n’est pas à travers les alliances comme l’accord national avec le PMDB (qui ont mené à la corruption et à la démoralisation) que le PT peut gagner des élections, mais malgré elles, en sachant que rien ne remplacera l’expérience des masses dans leur propre mouvement, que nous concentrons dans une plate-forme axée sur une perspective politique d’indépendance.

7. L’exigence faite à Dilma Rousseff « d’une autre politique pour protéger la nation et les travailleurs de la crise » est une nécessité. Elle rassemble, de façon didactique, les principales mesures qu’un gouvernement du PT pourrait et devrait prendre pour, sur la voie de la rupture avec l’impérialisme, commencer à répondre aux revendications : la fin du superavit primaire (paiement de la dette), la centralisation du taux de change, avec le contrôle sur l’envoi de bénéfices, et la baisse des taux d’intérêts.

Ce sont des mesures anti-impérialistes qui mettraient en échec les « alliés » les plus pro-impérialistes du « gouvernement de coalition ». Mais, pour les masses, elles sont compatibles avec le PT et correspondent à son histoire, comme elles

(1) Gouvernement du PT intégrant le vice-président du PMDB, le PCdoB (ex-maoïstes) et des courants petits-bourgeois nationalistes.

(2) Commission nommée par Dilma Rousseff, en mai 2012, pour enquêter sur les violations des droits de l’homme au Brésil pendant la dictature militaire. Le travail de cette commission est subordonné à la loi d’amnistie de 1979 qui met sur le même plan tortionnaires et torturés.

cadrent aussi avec un gouvernement de majorité nécessaire, avec d'autres secteurs ouvriers et populaires (PCdoB, secteurs anti-impérialistes en rupture avec les partis comme le PSB et le PDT, etc.), gouvernement soutenu par les organisations des masses.

Une autre politique consiste donc à partir d'une formule qui pose la question du pouvoir (sous la forme adaptée : la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan) », pour aider les masses à faire l'expérience de ce gouvernement vers lequel elles se sont tournées et dans lequel, par les organisations qu'elles ont construites (MST, CUT, UNE, PT, etc.), elles se reconnaissent encore.

Le résultat peut être que les masses poussent le gouvernement à agir de façon limitée pour s'affronter à lui plus tard (la « coalition » est un gouvernement bourgeois), comme il peut mener à la rupture politique des masses avec le gouvernement finalement épuisé, comme on ne peut non plus exclure à l'avance que, dans des conditions de crise, de faillite, le gouvernement soit obligé d'aller plus loin qu'il ne le veut.

« Une autre politique » est une formulation adaptée de la question du pouvoir sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan, dans un pays arriéré comme le nôtre, dans les termes du Programme de transition, qui ne peut être séparée du combat pour l'Assemblée constituante souveraine.

Après dix ans de gouvernement du PT, alors qu'auparavant toutes les aspirations se concentraient sur le personnage de « Lula président », aujourd'hui, le combat pour la Constituante souveraine est encore plus nécessaire. Il répond à un double aspect : foyer de souveraineté populaire capable de réaliser les aspirations de justice sociale et de souveraineté nationale du peuple brésilien et combat pour la liquidation des institutions issues de la dictature militaire — dette, militarisation des polices, structure agraire, Sénat et représentation faussée du vote populaire, etc. — que Lula a réussi à sauver de la vague révolutionnaire qui l'a porté au pouvoir.

Qu'est-ce qui a changé ?

Jusqu'à maintenant, le gouvernement Dilma Rousseff-Guido Mantega a parlé des taux de change, des taux d'intérêt et de la consommation. Nous expliquons que les mesures prises — impôt sur les opérations financières, taxation sur les importations,

quotas nationaux, exonérations sans contrepartie, etc. — n'étaient pas effectives ou constituaient des avantages pour les marchés (concession des aéroports, exonérations fiscales). C'est pourquoi, à plusieurs reprises, nous avons dit qu'elles étaient timides ou insignifiantes, et exigé une autre politique de protection de la nation.

**Maintenant, c'est un changement de cap ! Avec ces mesures, ce n'est pas un problème de rythme, mais de direction ! Plus que jamais, Dilma, une autre politique !**

C'est la façon de partir de la conscience antérieure du travailleur, qui a des illusions (le gouvernement contre la guerre des changes, la lutte contre les taux d'intérêt des banques, les aides et les taxations qui garantiraient l'emploi, etc.), pour la confronter à la réalité de la cascade de mesures engagées. Mais il ne faut pas sauter par-dessus la conscience et perdre des années de travail pour gagner la confiance qui nous permettrait de diriger le combat qui vient.

**8.** Dans les conditions actuelles du Brésil, ce sera par les syndicats que passeront le choc et l'expérience essentielle des masses. D'où l'importance d'orienter précisément le travail syndical.

Trotsky avait examiné la question des syndicats dans l'ère impérialiste : en résumé, ils ne peuvent plus être neutres ou réformistes, ce qui fait que leur bureaucratie « s'adapte à l'Etat capitaliste et lutte pour sa collaboration », car, en réalité, ils ne peuvent être qu'un instrument secondaire de l'impérialisme ou un instrument de la révolution.

Et Trotsky conclut : « *Malgré la dégénérescence progressive des syndicats et leurs liens étroits avec l'Etat impérialiste, le travail en leur sein non seulement garde toute son importance, comme il devient même, dans un certain sens, révolutionnaire. Il s'agit essentiellement de combattre pour gagner de l'influence sur la classe ouvrière.* »

Le rapport du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale pour le VIII<sup>e</sup> Congrès mondial explique, en citant un texte de Pierre Lambert (dans les années 1940) : « *Le véritable travail révolutionnaire se doit de combiner les deux formes d'intervention qui se complètent : l'une (travail dans les syndicats) en vue de préparer et nourrir l'autre (action autonome)*



*tandis qu'à son tour l'action autonome renforce et élève au-dessus des bornes trade-unionistes (qui limitent le combat ouvrier aux revendications quotidiennes – NdT) de travail à l'intérieur des syndicats. La combinaison de ces deux formes menées en relation avec les étapes concrètes de la lutte de classe vise à renforcer le potentiel d'intervention de l'avant-garde. C'est-à-dire à construire le parti révolutionnaire dans la perspective de la lutte révolutionnaire globale (le pouvoir). »*

C'est avec cet armement que, sur le terrain du congrès de la CUT, en juin, nous avons fait la proposition d'une marche à Brasilia, pour exiger de Dilma Rousseff « des revendications de la classe ouvrière et de défense de la nation face à la crise capitaliste » (quarante heures, non aux exonérations, réforme agraire, centralisation du taux de change, fin du superavit, annulation de la privatisation des aéroports, etc.), « conjointement avec des organisations et des mouvements populaires qui la soutiennent ».

Le résultat de l'initiative avec la marche à Brasilia est connu : 1 700 délégués dans les congrès d'Etats ont fait leur la proposition, adoptée dans quelques Etats, et reprise par plusieurs dirigeants. Et l'exécutif lui-même a soutenu l'adoption en assemblée générale, à l'unanimité, d'une approche progressive de la proposition.

Mais le nouvel exécutif élu a ensuite repoussé à plus tard, successivement au 29 août 2012 puis au 5 septembre 2012, en réduisant les demandes adressées au Congrès à un « jour national de lutte combinée avec la marche de la CNTE » (fédération de l'éducation de la CUT).

**9.** Quels pas réaliser pour avancer sur cette ligne de lutte ?

La continuité du combat pour une autre politique sera la formation du regroupement politique indépendant.

C'est l'objectif de la lettre aux 1 700 délégués des congrès départementaux de la CUT (Cecut) qui ont signé pour la marche, lettre qui se conclut par :

*« C'est pourquoi, nous nous adressons maintenant à vous pour poursuivre le combat des Cecut. Une autre politique est encore plus nécessaire.*

*Il est vrai que le syndicat n'est pas le parti, il faut l'indépendance réciproque. C'est pourquoi nous disons à tous les*

*camarades que, dans tous les cas, la collaboration se poursuivra.*

*Mais l'heure est grave. Nous devons construire une issue à cette situation, c'est pourquoi nous vous faisons une proposition sincère : joignez-vous à nous pour lutter pour une autre politique, adhérez au PT pour combattre pour les objectifs de sa fondation !*

*Un véritable parti des travailleurs pour les travailleurs, (...) pour réaliser la souveraineté nationale (...), un parti libre de toute coalition avec les ennemis (...), pour un gouvernement du PT avec des secteurs populaires prêts à rompre, (...) pour la solidarité internationale.*

*Joignez-vous à nous dans le PT pour combattre pour une autre politique de gouvernement : venez à la V<sup>e</sup> Rencontre nationale du dialogue pétiste (...). »*

**10.** Tâche politique sur le terrain syndical, la discussion de la lettre alimente et renforce le combat pour la défense de la CUT, qui ne sera pas sauvée sans le combat pour la défense des organisations construites par la classe ouvrière. Finalement, elle est menacée par la politique de « gouvernance » de sa direction, qui fait partie du même appareil luliste (depuis le PT jusqu'au gouvernement, des milliers de candidats, des centaines de nominations...).

**11.** Nous sommes réalistes : le premier pas est de structurer un réseau de lecteurs gagnés dans les diffusions régulières du journal *O Trabalho*, notre opinion publique, fondée sur un réseau d'abonnés qui garantissent la publication de l'organe du courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, notre organisateur collectif.

En raison des enjeux, l'heure est à une campagne ambitieuse d'adhésions au PT (réadhésions dans certains cas). Ainsi, une série de jeunes et de travailleurs qui ne sont pas aujourd'hui disponibles pour militer dans notre courant, et qui, pour la majorité d'entre eux, ne se regroupent pas avec nous d'une autre manière, pourront être revus afin de renforcer les relations avec nous, en adhérant maintenant pour « combattre pour les drapeaux de la fondation ».

**12.** Le combat passe par les élections municipales. Le résultat des urnes — dont

nous ne sommes pas responsables — influera sur la crise du PT. Mais les victoires du PSDB, en soi, ne sont pas meilleures pour le bilan que les victoires du PT. Tout dépend de l'alternative que nous pouvons créer dans la crise. C'est de ce point de vue que, tant qu'ils peuvent préserver l'appareil — jusqu'à un certain point, car la crise est là avec l'amputation des alliances, etc. —, ils nous permettent de gagner du temps pour construire, avec Dialogue pétiste.

Nous partons des questions municipales, en expliquant que les problèmes locaux ne se résolvent pas dans le cadre de la municipalité, étouffée par la politique globale du superavit primaire. De là, nous intégrons pleinement l'exigence faite à Dilma Rousseff d'une autre politique pour satisfaire les revendications du peuple.

Nous combattons pour un gouvernement ouvrier et paysan, qui n'est pas un gouvernement « municipal », c'est vrai, mais nous ne défendons pas une perspective opposée dans cette élection. C'est pourquoi il y a nécessité de présenter la perspective du gouvernement du PT avec le PCdoB et d'autres secteurs politiques populaires prêts à adopter, sur la base de la plate-forme, une ligne électorale anti-impérialiste, indépendante du gouvernement de coalition (qui exclut l'accord national avec le PMDB et toute forme de cogouvernement avec la bourgeoisie, mais qui intègre le front unique anti-impérialiste). Appel d'autant plus nécessaire que cette politique criminelle de la direction du PT l'écarte, quand elle ne pousse pas les cadres et les militants vers d'autres partis bourgeois (PSB, PDT...). Et aussi parce que nous ne confondons pas la défense du PT avec un type « d'exclusivisme ouvrier », qui serait réactionnaire par le renoncement à la majorité sociale nécessaire à la rupture avec l'impérialisme (gouvernement ouvrier et paysan).

Notre intervention électorale sera l'expression jusqu'au bout du combat pour l'indépendance de classe, pour les revendications telles que l'abrogation des organisations sociales (OS, un mécanisme de privatisation des services publics) ; le passe libre (titre de transport gratuit pour les étudiants et les lycéens) ; l'application du minimum salarial pour les enseignants,

etc., revendications liées aux drapeaux de la rupture avec l'impérialisme, abrogation de la loi fiscale, renationalisations et fin du superavit primaire.

Ainsi, nous développons dans cette élection la ligne du « vote PT (pour les candidats du PT aux municipales), le seul qui peut ouvrir la voie à l'abrogation des OS, du passe libre, du minimum salarial... », dans la voie du combat qui se poursuit pour le gouvernement du PT avec les secteurs populaires prêts à rompre avec l'impérialisme.

Là où le PT n'a pas de candidat en raison des alliances destructrices, le vote PT est la forme, pour réaffirmer le PT contre la démoralisante politique d'alliances, par laquelle nous nous délimitons du PSOL (centriste-pabliste), du PSTU (moreniste), et également des progouvernement du PCdoB (ex-maoïstes) et du PPL (castristes), question qui se reposera avec force au second tour.

**13.** A partir de là, nous luttons pour une V<sup>e</sup> Rencontre nationale de Dialogue pétiste (24-25 novembre, Sao Paulo) plus large, comme le propose la coordination nationale du Dialogue. C'est-à-dire, une nouvelle Rencontre pour un nouveau Dialogue, qui puisse représenter une avancée significative dans le regroupement.

Le Dialogue pétiste est né d'un manifeste de dix-huit candidats aux élections municipales. Il doit approfondir le caractère de regroupement ouvrier indépendant. Il ne s'agit pas simplement d'un acte de volontarisme, mais de se hisser au niveau de la situation !

Face à la politique pro-impérialiste qui s'approfondit et avec la poursuite de la dégénérescence du PT, Dialogue pétiste, avec les relations de collaboration et de confiance établies durant quatre ans, est appelé à agir. C'est ce qu'il a commencé à faire dans la campagne pour le retrait des troupes de la Minustah d'Haïti. En termes populaires assimilables par les pétistes, cela signifie « agir comme le PT agissait », incarner le « PT de la fondation » contre le « PT de la coalition ».

La V<sup>e</sup> Rencontre est préparée par un agenda qui reflète cette ambition.

# Karl Marx

(Brève notice biographique comportant un exposé du marxisme)

*Lénine*

Le 14 mars 1883, Karl Marx mourait à Londres. Durant toute l'année 2013, la revue *La Vérité* consacrera une section de chacun de ses numéros à ce 130<sup>e</sup> anniversaire de la disparition de celui qui jeta les bases du socialisme scientifique.

En introduction à cette série d'articles à venir, nous republions dans ce numéro de *La Vérité* des extraits d'un article rédigé par Lénine en 1913 visant à présenter la vie et l'œuvre de Marx. Pour des raisons de volume, il n'a en effet pas été possible de reproduire cet article dans sa totalité. Par ailleurs, on attirera l'attention du lecteur sur les conditions politiques dans lesquelles cet article a été rédigé qui aboutirent, comme l'explique Lénine, à ce que « *en raison de la censure (fut) supprimée la fin de l'article où j'exposais la tactique révolutionnaire de Marx* ».

*La Vérité*

## Préface

L'article sur Karl Marx, qui paraît ici en brochure, a été rédigé par moi en 1913 (autant qu'il m'en souviennne) pour le dictionnaire *Granat*. Une notice bibliographique assez étendue, indiquant surtout des ouvrages en langues étrangères, faisait suite. Elle ne figure pas dans cette édition. En outre, les rédacteurs du dictionnaire avaient, de leur côté, en raison de la censure, supprimé la fin de l'article où j'exposais la tactique révolutionnaire de Marx. Malheureusement, il m'est impossible de reconstituer ici ce passage, le brouillon étant resté parmi mes papiers à Cracovie ou en Suisse. Je me rappelle seulement qu'à la fin de l'essai je reproduisais notamment un passage d'une lettre de Marx à Engels, en date du 16. IV. 1856, où

il écrivait : « *Tout dépendra en Allemagne de la possibilité de faire appuyer la révolution prolétarienne par une réédition de la guerre des paysans. Alors, tout ira bien.* » C'est ce que n'ont pas compris depuis 1905 nos mencheviks, qui en sont maintenant arrivés à trahir complètement la cause du socialisme et à passer dans le camp de la bourgeoisie.

**N. Lénine**  
**Moscou, le 14. V. 1918.**

Paru en 1918 dans la brochure :  
*N. Lénine. « Karl Marx »,*  
*Editions « Priboi », Moscou*  
*Conforme au manuscrit*

Karl Marx naquit le 5 mai 1818 à Trèves (Prusse rhénane). Son père, un avocat israélite, se convertit en 1824 au protestantisme. Sa famille, aisée et cultivée, n'était pas révolutionnaire. Après avoir terminé le lycée de Trèves, Marx entra à l'Université de Bonn, puis à celle de Berlin ; il y étudia le droit, mais surtout l'histoire et la philosophie. En 1841, il achevait ses études en soutenant une thèse de doctorat sur la philosophie d'Epicure. A cette époque, ses conceptions faisaient encore de Marx un hégélien idéaliste. A Berlin, il fit partie du cercle des « hégéliens de gauche » (comprenant, entre autres, Bruno Bauer), qui cherchaient à tirer de la philosophie de Hegel des conclusions athées et révolutionnaires.

A sa sortie de l'université, Marx se fixa à Bonn, où il comptait devenir professeur. Mais la politique réactionnaire d'un gouvernement qui avait retiré à Ludwig Feuerbach sa chaire en 1832, lui avait de nouveau refusé l'accès à l'université en 1836 et, en 1841, avait interdit au jeune professeur Bruno Bauer de faire des conférences à Bonn, obligea Marx à renoncer à une carrière universitaire. A cette époque, le développement des idées de l'hégélianisme de gauche faisait en Allemagne de très rapides progrès. Ludwig Feuerbach commence, surtout à partir de 1836, à critiquer la théologie et à s'orienter vers le matérialisme qui, en 1841, l'emporte chez lui entièrement (l'*Essence du christianisme*) ; en 1843 paraissent ses *Principes de la philosophie de l'avenir*. « Il faut... avoir éprouvé soi-même l'action libératrice » de ces livres, écrivait plus tard Engels à propos de ces ouvrages de Feuerbach. « Nous » (c'est-à-dire les hégéliens de gauche, Marx y compris) « fûmes tous d'emblée des "feuerbachiens" ». A cette époque, les bourgeois radicaux de Rhénanie, qui avaient certains points de contact avec les hégéliens de gauche, fondèrent à Cologne un journal d'opposition, la *Gazette rhénane* (qui parut à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1842). Marx et Bruno Bauer y furent engagés comme principaux collaborateurs et, en octobre 1842, Marx en devint le rédacteur en chef ; il quitta alors Bonn pour Cologne. Sous la direction de Marx, la tendance démocratique révolutionnaire du journal s'affirma de plus en plus, et le gouvernement, après avoir soumis le jour-

nal à une double et même triple censure, décida ensuite, le 1<sup>er</sup> janvier 1843, de le suspendre complètement. A cette date, Marx se vit obligé de quitter son poste de rédacteur, mais son départ ne sauva pas le journal, qui fut interdit en mars 1843. Au nombre des articles les plus importants que Marx publia dans la *Gazette rhénane*, Engels cite un article sur la situation des vigneronns de la vallée de la Moselle. Son activité de journaliste avait montré à Marx que ses connaissances en économie politique étaient insuffisantes, aussi se mit-il à étudier cette discipline avec ardeur.

En 1843, Marx épousa à Kreuznach Jenny von Westphalen, une amie d'enfance, à laquelle il s'était fiancé alors qu'il poursuivait encore ses études. Sa femme était issue d'une famille aristocratique réactionnaire de Prusse. Le frère aîné de Jenny von Westphalen fut ministre de l'Intérieur en Prusse à l'une des époques les plus réactionnaires : 1850-1858. A l'automne 1843, Marx se rendit à Paris pour éditer à l'étranger une revue radicale avec Arnold Ruge (1802-1880 ; hégélien de gauche, emprisonné de 1825 à 1830, émigré après 1848 ; bismarckien après 1866-1870). Seul parut le premier fascicule de cette revue intitulée les *Annales franco-allemandes* dont la publication s'arrêta par suite des difficultés de diffusion clandestine en Allemagne et de divergences avec Ruge. Dans ses articles publiés par cette revue, Marx nous apparaît déjà comme un révolutionnaire qui proclame « la critique implacable de tout ce qui existe » et en particulier la « critique des armes », et fait appel aux masses et au prolétariat.

En septembre 1844, Friedrich Engels vint à Paris pour quelques jours, et devint dès lors l'ami le plus intime de Marx. Tous deux prirent part à la vie intense qui était à l'époque celle des groupes révolutionnaires de Paris (particulièrement importante était alors la doctrine de Proudhon, à qui Marx régla catégoriquement son compte dans *Misère de la philosophie*, parue en 1847) et, combattant avec âpreté les diverses doctrines du socialisme petit-bourgeois, ils élaborèrent la théorie et la tactique du *socialisme prolétarien* révolutionnaire, ou communisme (marxisme). En 1845, sur la requête du gouvernement prussien, Marx fut expulsé de Paris comme révolutionnaire dangereux. Il s'installa à Bruxelles. Au

printemps 1847, Marx et Engels s'affilièrent à une société secrète, la *Ligue des communistes*, et jouèrent un rôle de premier plan au II<sup>e</sup> Congrès de cette Ligue (Londres, novembre 1847). A la demande du congrès, ils rédigèrent le célèbre *Manifeste du Parti communiste*, publié en février 1848. Cet ouvrage expose avec une clarté et une vigueur remarquables la nouvelle conception du monde, le matérialisme conséquent étendu à la vie sociale, la dialectique, science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution, la théorie de la lutte des classes et du rôle révolutionnaire dévolu dans l'histoire mondiale au prolétariat, créateur d'une société nouvelle, la société communiste.

Lorsqu'éclata la révolution de février 1848, Marx fut expulsé de Belgique. Il revint à Paris qu'il quitta après la révolution de mars, pour retourner en Allemagne et se fixer à Cologne. C'est là que parut, du 1<sup>er</sup> juin 1848 au 19 mai 1849, la *Nouvelle Gazette rhénane* dont Marx fut rédacteur en chef. La théorie nouvelle se trouva brillamment confirmée par le cours des événements révolutionnaires de 1848-1849, et ensuite par tous les mouvements prolétariens et démocratiques dans tous les pays du monde. La contre-révolution victorieuse traduisit Marx en justice (il fut acquitté le 9 février 1849), puis l'expulsa d'Allemagne (le 16 mai 1849). Il se rendit d'abord à Paris, d'où il fut également expulsé après la manifestation du 13 juin 1849, puis à Londres, où il vécut jusqu'à la fin de ses jours.

Les conditions de cette vie d'émigré étaient extrêmement pénibles, comme le révèle la correspondance entre Marx et Engels (éditée en 1913). Marx et sa famille étaient écrasés par la misère ; sans l'appui financier constant et dévoué d'Engels, non seulement Marx n'aurait pu achever *Le Capital*, mais il aurait même fatalement succombé à la misère. En outre, les doctrines et les courants prédominants du socialisme petit-bourgeois, du socialisme non prolétarien en général, obligeaient Marx à mener en permanence une lutte implacable, à parer parfois les attaques personnelles les plus furieuses et les plus saugrenues (*Herr Vogt*). Se tenant à l'écart des cercles d'émigrés, Marx élaborait dans une série de travaux historiques sa théorie matérialiste, en s'appuyant surtout à l'étude de

l'économie politique. Il révolutionna cette science (voir plus loin la doctrine de Marx) dans ses ouvrages *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859) et *Le Capital* (livre I, 1867).

La recrudescence des mouvements démocratiques, à la fin des années 1850 et dans les années 1860, amena Marx à reprendre une activité pratique. En 1864 (le 28 septembre) fut fondée à Londres la célèbre I<sup>re</sup> Internationale, l'« Association internationale des travailleurs ». Marx en était l'âme ; il est également l'auteur de sa première « Adresse » et d'un grand nombre de résolutions, de déclarations et de manifestes. En unissant le mouvement ouvrier des divers pays, en cherchant à orienter dans la voie d'une activité commune les différentes formes du socialisme non prolétarien, prémarxiste (Mazzini, Proudhon, Bakounine, le trade-unionisme libéral anglais, les oscillations vers la droite des lassalliens en Allemagne, etc.), en combattant les théories de toutes ces sectes et écoles, Marx forgea une tactique unique pour la lutte prolétarienne de la classe ouvrière dans les divers pays. Après la chute de la Commune de Paris (1871), dont il donna une appréciation révolutionnaire si profonde, si juste, si brillante et si efficace (*La Guerre civile en France*, 1871), et à la suite de la scission de l'Internationale provoquée par les bakouninistes, il fut impossible à cette dernière de subsister en Europe. Après le congrès de 1872 de l'Internationale à La Haye, Marx fit accepter le transfert du conseil général de l'Internationale à New York. La I<sup>re</sup> Internationale avait accompli sa mission historique et cédait la place à une époque de croissance infiniment plus considérable du mouvement ouvrier dans tous les pays, caractérisée par son développement *en extension*, par la formation de partis socialistes ouvriers *de masse* dans le cadre des divers Etats nationaux.

Son activité intense dans l'Internationale et ses travaux théoriques qui exigeaient des efforts encore plus grands ébranlèrent définitivement la santé de Marx. Il continua à renouveler l'économie politique et à rédiger *Le Capital*, en rassemblant une foule de documents nouveaux et en étudiant plusieurs langues (le russe par exemple), mais la maladie l'empêcha de terminer *Le Capital*.

Le 2 décembre 1881, sa femme mourut. Le 14 mars 1883, Marx s'endormit paisiblement, dans son fauteuil, du dernier sommeil. Il fut enterré avec sa femme au cimetière de Highgate, à Londres. Plusieurs enfants de Marx moururent tout jeunes, à

Londres, alors que la famille souffrait d'une grande misère. Ses trois filles épousèrent des socialistes d'Angleterre et de France ; ce sont : Eléonore Eveling, Laura Lafargue et Jenny Longuet, dont le fils est membre du Parti socialiste français.

## La doctrine de Marx

Le marxisme est le système des idées et de la doctrine de Marx. Marx a continué et parachevé les trois principaux courants d'idées du XIX<sup>e</sup> siècle, qui appartiennent aux trois pays les plus avancés de l'humanité : la philosophie classique allemande, l'économie politique classique anglaise et le socialisme français, lié aux doctrines révolutionnaires françaises en général. La logique et l'unité remarquables des idées de Marx (qualités reconnues même par ses adversaires), dont l'ensemble constitue le matérialisme et le socialisme scientifique contemporains en tant que théorie et programme du mouvement ouvrier de tous les pays civilisés, nous obligent à faire précéder l'exposé du contenu essentiel du marxisme, la doctrine économique de Marx, d'un bref aperçu de sa conception générale du monde.

---

### LE MATÉRIALISME PHILOSOPHIQUE

---

Depuis 1844-1845, époque où se formèrent ses idées, Marx était matérialiste ; il subit, en particulier, l'influence de L. Feuerbach, dont les seules faiblesses, à ses yeux, résidaient dans l'insuffisance de logique et d'ampleur de son matérialisme. Pour Marx, l'importance historique de Feuerbach, qui « fit époque », tenait à sa rupture décisive avec l'idéalisme de Hegel et à son affirmation du matérialisme. Celui-ci, dès « le XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment en France, ne fut pas seulement une lutte contre les institutions politiques existantes, ainsi que contre la religion et la théologie, mais... contre toute métaphysique » (prise dans le sens de « spéculation enivrée » par opposition à la « philosophie raisonnable ») (*La Sainte Famille* dans *le Literarischer Nachlass*). « Pour Hegel,

écrivait Marx, *le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'idée, est le demiurge (le créateur) de la réalité... Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que le reflet du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme* » (*Le Capital*, livre 1, postface de la deuxième édition). En parfait accord avec cette philosophie matérialiste de Marx, F. Engels, en l'exposant dans *l'Anti-Dühring* (dont Marx avait lu le manuscrit), écrivait :

*« L'unité du monde ne consiste pas en son Etre... L'unité réelle du monde consiste en sa matérialité, et celle-ci se prouve... par un long et laborieux développement de la philosophie et de la science de la nature... Le mouvement est le mode d'existence de la matière. Jamais ni nulle part, il n'y a eu de matière sans mouvement, et il ne peut y avoir de mouvement sans matière... Mais si l'on se demande ensuite ce que sont la pensée et la conscience et d'où elles viennent, on trouve qu'elles sont des produits du cerveau humain et que l'homme est lui-même un produit de la nature, qui s'est développé dans et avec son milieu ; d'où il résulte naturellement que les produits du cerveau humain, qui en dernière analyse sont aussi des produits de la nature, ne sont pas en contradiction, mais en conformité avec l'ensemble de la nature. » « Hegel était idéaliste, ce qui veut dire qu'au lieu de considérer les idées de son esprit comme les reflets (dans l'original : *Abbilder*, parfois Engels parle de "reproduction") plus ou moins abstraits des choses et des processus réels, il considérait à l'inverse des objets et leur développement comme de simples copies de l'"Idée" existant on ne sait où dès avant le monde. »*

Dans son *Ludwig Feuerbach*, livre où il expose ses propres idées et celles de Marx sur la philosophie de Feuerbach, et qu'il

n'envoya à l'impression qu'après avoir relu encore une fois le vieux manuscrit de 1844-1845 écrit en collaboration avec Marx sur Hegel, Feuerbach et la conception matérialiste de l'histoire, Engels écrit :

« La grande question fondamentale de toute philosophie, et spécialement de la philosophie moderne, est celle... du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature... la question de savoir quel est l'élément primordial, l'esprit ou la nature... Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon à cette question, les philosophes se divisaient en deux grands camps. Ceux qui affirmaient le caractère primordial de l'esprit par rapport à la nature, et qui admettaient, par conséquent, en dernière instance, la création du monde de quelque espèce que ce fût... formaient le camp de l'idéalisme. Les autres, qui considéraient la nature comme l'élément primordial, appartenaient aux différentes écoles du matérialisme. »

Tout autre emploi des notions d'idéalisme et de matérialisme (au sens philosophique) ne fait que créer la confusion. Marx repoussait catégoriquement non seulement l'idéalisme, toujours lié d'une façon ou d'une autre à la religion, mais aussi le point de vue, particulièrement répandu de nos jours, de Hume et de Kant, l'agnosticisme, le criticisme, le positivisme sous leurs différents aspects, considérant ce genre de philosophie comme une concession « réactionnaire » à l'idéalisme et, dans le meilleur des cas, comme « une façon honteuse d'accepter le matérialisme en cachette, tout en le reniant publiquement ». (...)

---

## LA DIALECTIQUE

---

Marx et Engels voyaient dans la dialectique de Hegel, doctrine la plus vaste, la plus riche et la plus profonde de l'évolution, une immense acquisition de la philosophie classique allemande. Tout autre énoncé du principe du développement, de l'évolution, leur paraissait unilatéral, pauvre, déformant et mutilant la marche réelle de l'évolution (souvent marquée de bonds, de catastrophes, de révolutions) dans la nature et dans la société. « Marx et moi, nous fûmes sans doute à peu près

seuls à sauver » (de l'idéalisme, l'hégélianisme y compris) « la dialectique consciente pour l'intégrer dans la conception matérialiste de la nature ».

« La nature est le banc d'essai de la dialectique et nous devons dire à l'honneur de la science moderne de la nature qu'elle a fourni pour ce banc d'essai une riche moisson de faits (cela a été écrit avant la découverte du radium, des électrons, de la transformation des éléments, etc.) qui s'accroît tous les jours, en prouvant ainsi que dans la nature les choses se passent, en dernière analyse, dialectiquement et non métaphysiquement. »

« La grande idée fondamentale, écrit Engels, selon laquelle le monde ne doit pas être considéré comme un complexe de choses achevées, mais comme un complexe de processus où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les concepts, passent par un changement ininterrompu de devenir et périr..., cette grande idée fondamentale a, surtout depuis Hegel, pénétré si profondément dans la conscience courante qu'elle ne trouve, sous cette forme générale, presque plus de contradiction. Mais la reconnaître en paroles et l'appliquer dans la réalité, en détail, à chaque domaine soumis à l'investigation, sont deux choses différentes. » « Il ne subsiste rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle (la philosophie dialectique) ; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien ne subsiste devant elle que le processus ininterrompu du devenir et périr, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant. »

Donc, selon Marx, la dialectique est la « science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine ».

C'est cet aspect révolutionnaire de la philosophie de Hegel que Marx adopta et développa. (...)

---

## LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE

---

Se rendant compte que l'ancien matérialisme était inconséquent, incomplet et unilatéral, Marx conclut qu'il fallait « mettre la science de la société... en accord avec la

base matérialiste, et reconstruire cette science en s'appuyant sur cette base ». Si, d'une manière générale, le matérialisme explique la conscience par l'être et non l'inverse, cette doctrine, appliquée à la société humaine, exigeait qu'on expliquât la conscience sociale par l'être social. « *La technologie, dit Marx, met à nu le mode d'action de l'homme vis-à-vis de la nature, le procès de production de sa vie matérielle, et, par conséquent, l'origine des rapports sociaux et des idées ou conceptions intellectuelles qui en découlent (Le Capital, livre I).* » On trouve une formulation complète des thèses fondamentales du matérialisme appliqué à la société humaine et à son histoire dans la préface de Marx à son ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique*, où il s'exprime comme suit :

« *Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles.*

*L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — des conditions de production économiques et les*

*formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.*

*Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production... ».* « *En gros, la succession des modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peut être considérée comme un progrès de la formation sociale économique.* »

(Voir la brève formule que Marx donne dans sa lettre à Engels en date du 7 juillet 1866 : « *Notre théorie de la détermination de l'organisation du travail par les moyens de production.* »)

La découverte de la conception matérialiste de l'histoire, ou, plus exactement, l'application conséquente, l'extension du matérialisme au domaine des phénomènes sociaux, a éliminé les deux défauts essentiels des théories historiques antérieures. En premier lieu, ces dernières ne considéraient, dans le meilleur des cas, que les mobiles idéologiques de l'activité historique des hommes, sans rechercher l'origine de ces mobiles, sans saisir les lois objectives qui président au développement du système des rapports sociaux et sans discerner les racines de ces rapports dans le degré de développement de la production matérielle. En second lieu, les théories antérieures négligeaient précisément l'action des masses de la population, tandis que le matérialisme historique permet, pour la première fois d'étudier, avec la précision des sciences naturelles, les conditions sociales de la vie des masses et les modifications de ces conditions. La « sociologie » et l'historiographie d'avant Marx accumulaient dans le meilleur des cas des faits bruts, recueillis au petit bonheur, et n'exposaient que certains aspects du processus historique. Le marxisme a frayé le chemin à l'étude globale et universelle du processus de la naissance, du développement et du déclin des formations économiques et sociales en examinant l'ensemble des tendances contradictoires,



en les ramenant aux conditions d'existence et de production, nettement précisées, des diverses *classes* de la société, en écartant le subjectivisme et l'arbitraire dans le choix des idées « directrices » ou dans leur interprétation, en découvrant l'*origine* de toutes les idées et des différentes tendances, sans exception, dans l'état des forces productives matérielles. Les hommes sont les artisans de leur propre histoire, mais par quoi les mobiles des hommes, et plus précisément des masses humaines, sont-ils déterminés ? Quelle est la cause des conflits entre les idées et les aspirations contradictoires ? Quelle est la résultante de tous ces conflits de l'ensemble des sociétés humaines ? Quelles sont les conditions objectives de la production de la vie matérielle sur lesquelles est basée toute l'activité historique des hommes ? Quelle est la loi qui préside à l'évolution de ces conditions ? Marx a porté son attention sur tous ces problèmes et a tracé la voie à l'étude scientifique de l'histoire conçue comme un processus unique, régi par des lois, quelles qu'en soient la prodigieuse variété et toutes les contradictions.

---

## LA LUTTE DES CLASSES

---

Chacun sait que, dans toute société, les aspirations de certains de ses membres se heurtent à celles des autres, que la vie sociale est pleine de contradictions, que l'histoire nous révèle la lutte entre les peuples et les sociétés, ainsi que dans leur propre sein, et qu'elle nous montre, en outre, une succession de périodes de révolution et de réaction, de paix et de guerre, de stagnation et de progrès rapide ou de décadence. Le marxisme a donné le fil conducteur qui, dans ce labyrinthe et ce chaos apparent, permet de découvrir l'existence de lois : la théorie de la lutte des classes. Seule l'étude de l'ensemble des tendances de tous les membres d'une société ou d'un groupe de sociétés permet de définir avec une précision scientifique le résultat de ces tendances. Or les aspirations contradictoires naissent de la différence de situation et de conditions de vie des *classes* en lesquelles se décompose toute société.

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours*, écrit Marx dans le Manifeste

du Parti communiste (*excepté l'histoire de la communauté primitive, ajoutera plus tard Engels*), n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte... La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. » (...)

Le passage suivant du *Manifeste du Parti communiste* montre que Marx exigeait de la science sociale l'analyse objective de la situation de chaque classe au sein de la société moderne, en connexion avec les conditions de développement de chacune d'elles :

« *De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à rebours la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »*

Dans nombre d'ouvrages historiques, Marx donna des exemples brillants et profonds d'histoire matérialiste, d'analyse de la condition de *chaque* classe particulière

et parfois des divers groupes ou couches au sein d'une classe, montrant jusqu'à l'évidence pourquoi et comment « *toute lutte de classe est une lutte politique* ». Le texte que nous venons de citer illustre clairement la complexité du réseau des rapports sociaux et des *transitions* d'une clas-

se à l'autre, du passé à l'avenir, que Marx analyse afin de déterminer exactement la résultante de l'évolution historique.

La théorie de Marx trouve sa confirmation et son application la plus profonde, la plus complète et la plus détaillée dans sa doctrine économique.

## La doctrine économique de Marx

« *Le but final de cet ouvrage*, dit Marx dans sa préface au *Capital*, *est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne* », c'est-à-dire de la société capitaliste, de la société bourgeoise. L'étude des rapports de production d'une société donnée, historiquement déterminée dans leur naissance, leur développement et leur déclin, tel est le contenu de la doctrine économique de Marx. Ce qui domine dans la société capitaliste, c'est la production des *marchandises* ; aussi l'analyse de Marx commence-t-elle par l'analyse de la marchandise.

---

### LA VALEUR

---

La marchandise est, en premier lieu, une chose qui satisfait un besoin quelconque de l'homme ; en second lieu, c'est une chose que l'on échange contre une autre. L'utilité d'une chose en fait une *valeur d'usage*. La valeur d'échange (ou valeur tout court) est, tout d'abord, le rapport, la proportion, dans l'échange d'un certain nombre de valeurs d'usage d'une espèce contre un certain nombre de valeurs d'usage d'une autre espèce. L'expérience quotidienne nous montre que des millions et des milliards de tels échanges établissent sans cesse des rapports d'équivalence entre les valeurs d'usage les plus diverses et les plus dissemblables. Qu'y a-t-il donc de commun entre ces choses différentes, continuellement ramenées les unes aux autres dans un système déterminé de rapports sociaux ? Ce qu'elles ont de commun, c'est d'être des *produits du travail*. En échangeant des produits, les hommes établissent des rapports d'équivalence entre les genres de travail les plus différents. La production des

marchandises est un système de rapports sociaux dans lequel les divers producteurs créent des produits variés (division sociale du travail) et les rendent équivalents au moment de l'échange. Par conséquent, ce qui est commun à toutes les marchandises, ce n'est pas le travail concret d'une branche de production déterminée, ce n'est pas un travail d'un genre particulier, mais le travail humain *abstrait*, le travail humain en général. Dans la société étudiée, toute la force de travail représentée par la somme des valeurs de toutes les marchandises est une seule et même force de travail humain : des milliards d'échanges le démontrent. Chaque marchandise prise à part n'est donc représentée que par une certaine portion de temps de travail *socialement nécessaire*. La grandeur de la valeur est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire ou par le temps de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise donnée, d'une valeur d'usage donnée. « *En réputant égaux dans l'échange leurs produits différents, ils* (les producteurs) *établissent par le fait que leurs différents travaux sont égaux. Ils le font sans le savoir.* » La valeur est un rapport entre deux personnes, a dit un vieil économiste ; il aurait dû simplement ajouter : un rapport caché sous l'enveloppe des choses. C'est seulement en considérant le système des rapports sociaux de production d'une formation historique déterminée, rapports apparaissant dans le phénomène de masse de l'échange qui se répète des milliards de fois, que l'on peut comprendre ce qu'est la valeur. « *En tant que valeurs, toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé.* » Après une analyse approfondie du double caractère du travail incorporé dans les marchandises, Marx passe à l'examen de la *forme de la valeur*

et de l'argent. Ce faisant, la principale tâche qu'il s'assigne est de rechercher l'origine de la forme monétaire de la valeur, d'étudier le processus historique du développement de l'échange, en commençant par les actes d'échange particuliers et fortuits (« forme simple, particulière ou accidentelle de la valeur » : une quantité déterminée d'une marchandise est échangée contre une quantité déterminée d'une autre marchandise) pour passer à la forme générale de la valeur, lorsque plusieurs marchandises différentes sont échangées contre une seule et même marchandise, en terminant par la forme monétaire de la valeur, où l'or apparaît comme cette marchandise déterminée, comme l'équivalent général. Produit suprême du développement de l'échange et de la production marchande, l'argent estompe, dissimule le caractère social du travail individuel, le lien social entre les divers producteurs reliés les uns aux autres par le marché. (...)

---

## LA PLUS-VALUE

---

A un certain degré du développement de la production des marchandises, l'argent se transforme en capital. La formule de la circulation des marchandises était : M (marchandise) — A (argent) — M (marchandise), c'est-à-dire vente d'une marchandise pour l'achat d'une autre. La formule générale du capital est par contre A-M-A, c'est-à-dire l'achat pour la vente (avec un profit). C'est cet accroissement de la valeur primitive de l'argent mis en circulation que Marx appelle plus-value. Cet « accroissement » de l'argent dans la circulation capitaliste est un fait connu de tous. C'est précisément cet « accroissement » qui transforme l'argent en *capital*, en tant que rapport social de production particulier, historiquement déterminé. La plus-value ne peut provenir de la circulation des marchandises, car celle-ci ne connaît que l'échange d'équivalents ; elle ne peut provenir non plus d'une majoration des prix, étant donné que les pertes et les profits réciproques des acheteurs et des vendeurs s'équilibreraient ; or il s'agit d'un phénomène social, moyen, généralisé, et non point d'un phénomène individuel. Pour obtenir de la plus-value, « il faudrait que le possesseur de l'argent eût l'heureuse

*chance de découvrir... sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur* », une marchandise dont le processus de consommation fût en même temps un processus de création de valeur. Or cette marchandise existe : c'est la force de travail humaine. Sa consommation, c'est le travail, et le travail crée la valeur. Le possesseur d'argent achète la force de travail à sa valeur, déterminée, comme celle de toute autre marchandise, par le temps de travail socialement nécessaire à sa production (c'est-à-dire par le coût de l'entretien de l'ouvrier et de sa famille). Ayant acheté la force de travail, le possesseur d'argent est en droit de la consommer, c'est-à-dire de l'obliger à travailler toute la journée, disons, 12 heures. Or, en 6 heures (temps de travail « nécessaire »), l'ouvrier crée un produit qui couvre les frais de son entretien, et, pendant les 6 autres heures (temps de travail « supplémentaire »), il crée un produit « supplémentaire », non rétribué par le capitaliste, et qui est la plus-value. Par conséquent, du point de vue du processus de la production, il faut distinguer deux parties dans le capital : le capital constant, dépensé pour les moyens de production (machines, instruments de travail, matières premières, etc.), dont la valeur passe telle quelle (d'un seul coup ou par tranches) dans le produit fini, et le capital variable, employé à payer la force de travail. La valeur de ce capital, ne reste pas immuable ; elle s'accroît dans le processus du travail, en créant de la plus-value. Aussi faut-il, pour exprimer le degré d'exploitation de la force de travail par le capital, comparer la plus-value non pas au capital total, mais uniquement au capital variable. Le taux de la plus-value, nom donné par Marx à ce rapport, sera, dans notre exemple, de 6/6 ou de 100 %.

L'apparition du capital implique des conditions historiques préalables : 1) l'accumulation d'une certaine somme d'argent entre les mains de particuliers, à un stade de la production marchande déjà relativement élevé ; 2) l'existence d'ouvriers « libres » à deux points de vue : libres de toute contrainte et de toute restriction quant à la vente de leur force de travail, et libres parce que sans terre et sans moyens de production en général, d'ouvriers sans maîtres, d'ouvriers-« pro-

létaires » qui ne peuvent subsister qu'en vendant leur force de travail.

L'accroissement de la plus-value est possible grâce à deux procédés essentiels : la prolongation de la journée de travail (« plus-value absolue ») et la réduction du temps de travail nécessaire (« plus-value relative »). (...)

Ensuite, ce qui est nouveau et extrêmement important chez Marx, c'est l'analyse de *l'accumulation du capital*, c'est-à-dire de la transformation d'une partie de la plus-value en capital et de son emploi non pour satisfaire les besoins personnels ou les caprices du capitaliste, mais à nouveau pour la production. (...)

Dans le livre III du *Capital* se trouve résolu, d'après la loi de la valeur, le problème du *taux moyen du profit*. L'œuvre de Marx constitue un progrès considérable dans la science économique du fait que son analyse part des phénomènes économiques de masse, de l'ensemble de l'économie sociale et non pas de cas isolés ou de l'aspect extérieur superficiel de la concurrence, auxquels se bornent souvent l'économie politique vulgaire ou la moderne « théorie de l'utilité marginale ». Marx examine tout d'abord l'origine de la plus-value, et n'envisage qu'ensuite sa décomposition en profit, intérêt et rente foncière. Le profit est le rapport de la plus-value à

l'ensemble du capital engagé dans une entreprise. Le capital à « composition organique élevée » (c'est-à-dire où le capital constant dépasse le capital variable dans une proportion supérieure à la moyenne sociale) donne un taux de profit inférieur à la moyenne. Le capital de « composition organique basse » donne un taux de profit supérieur à la moyenne. La concurrence entre les capitaux, leur libre passage d'une branche à l'autre, ramènent, dans les deux cas, le taux de profit au taux moyen. La somme des valeurs de toutes les marchandises dans une société donnée coïncide avec la somme des prix des marchandises, mais, dans chaque entreprise et dans chaque branche de production prise à part, la concurrence fait que les marchandises sont vendues non à leur valeur, mais au *prix de production*, lequel est égal au capital dépensé augmenté du profit moyen. (...)

L'augmentation de la productivité du travail implique un accroissement plus rapide du capital constant par rapport au capital variable. Or la plus-value étant fonction du seul capital variable, on conçoit que le taux du profit (le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital, et pas seulement à sa partie variable) ait tendance à baisser. Marx analyse minutieusement cette tendance, ainsi que les circonstances qui la masquent ou la contrarient. (...)

## Le socialisme

On voit par ce qui précède que si Marx conclut à la transformation inévitable de la société capitaliste en société socialiste, c'est entièrement et exclusivement à partir des lois économiques du mouvement de la société moderne. La socialisation du travail qui progresse toujours plus rapidement sous mille formes diverses et qui, pendant le demi-siècle écoulé depuis la mort de Marx, s'est surtout manifestée par l'extension de la grande industrie, des cartels, des syndicats et des trusts capitalistes, et aussi par l'accroissement immense des proportions et de la puissance du capital financier, voilà la principale base matérielle de l'avènement inéluctable du socialisme. Le moteur intellectuel et moral, l'agent physique de cette transformation,

c'est le prolétariat éduqué par le capitalisme lui-même. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, revêtant des formes diverses et de plus en plus riches de contenu, devient inévitablement une lutte politique tendant à la conquête du pouvoir politique (« dictature du prolétariat »). La socialisation de la production ne peut manquer d'aboutir à la transformation des moyens de production en propriété sociale, à « l'expropriation des expropriateurs ». L'augmentation énorme de la productivité du travail, la réduction de la journée de travail, la substitution du travail collectif perfectionné aux vestiges, aux ruines de la petite production primitive et disséminée, telles sont les conséquences directes de cette transformation. (...)

C'est sur la même base historique que le socialisme de Marx pose les problèmes de la nationalité et de l'Etat, non seulement pour expliquer le passé, mais aussi pour prévoir hardiment l'avenir et entreprendre une action audacieuse en vue de sa réalisation. Les nations sont un produit et une forme inévitables de l'époque bourgeoise de l'évolution des sociétés. La classe ouvrière n'aurait pu se fortifier, s'aguerrir, se former, sans « s'organiser dans le cadre de la nation », sans être « nationale » (« quoique nullement au sens bourgeois du mot »). Mais le développement du capitalisme brise sans cesse les barrières nationales, détruit l'isolement national, substitue les antagonismes de classes aux antagonismes nationaux. C'est pourquoi, dans les pays capitalistes développés, il est parfaitement vrai que « *les ouvriers n'ont pas de patrie* » et que, tout au moins dans les pays civilisés, leur « *action commune est une des premières conditions de l'émancipation du prolétariat* » (*Manifeste du Parti communiste*). L'Etat, cette violence organisée, a surgi inévitablement à un certain degré d'évolution de la société lorsque celle-ci, divisée en classes irréconciliables, n'aurait pu subsister sans un « pouvoir » placé pré-tendument au-dessus de la société et différencié d'elle jusqu'à un certain point. Né des antagonismes de classes, l'Etat devient « *l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. C'est ainsi que l'Etat antique était avant tout l'Etat des*

*propriétaires d'esclaves pour mater les esclaves, comme l'Etat féodal fut l'organe de la noblesse pour mater les paysans serfs et corvéables, et comme l'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital* » (F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, où il expose ses vues et celles de Marx). La forme même la plus libre et la plus progressive de l'Etat bourgeois, la république démocratique, n'élimine nullement ce fait, mais en modifie seulement l'aspect (liaison du gouvernement avec la Bourse, corruption directe et indirecte des fonctionnaires et de la presse, etc.). Le socialisme, en menant à la suppression des classes, conduit par là même à la suppression de l'Etat. « *Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas "aboli", il s'éteint* » (F. Engels, *Anti-Dühring*). « *La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze* » (F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*).(...)

## La tactique de la lutte de classe du prolétariat

Ayant discerné, dès 1844-1845, l'une des principales lacunes de l'ancien matérialisme, qui n'avait pas su comprendre les conditions, ni apprécier la portée de l'activité pratique révolutionnaire, Marx accorda durant toute sa vie, parallèlement à ses travaux théoriques, une attention soutenue aux questions de tactique de la lutte de classe du prolétariat. (...) La tâche essentielle de la tactique du prolétariat était définie par Marx en fonction de sa conception matérialiste et dialectique du monde. Seule l'étude objective de l'ensemble des rapports

de toutes les classes, sans exception, d'une société donnée, et, par conséquent, la connaissance du degré objectif du développement de cette dernière et des corrélations entre elle et les autres sociétés, peut servir de base à une tactique juste de la classe d'avant-garde. En outre, toutes les classes et tous les pays sont considérés, sous un aspect non pas statique, mais dynamique, c'est-à-dire non pas à l'état d'immobilité, mais dans leur mouvement (mouvement dont les lois dérivent des conditions économiques de l'existence de chaque classe).

(...) Deux thèses de Marx sont particulièrement importantes à cet égard. L'une, dans la *Misère de la philosophie*, concerne la lutte économique et les organisations économiques du prolétariat ; l'autre, dans le *Manifeste du Parti communiste*, est relative aux tâches politiques du prolétariat. La première est ainsi énoncée : « *La grande industrie concentre dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance — coalition... Les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et, en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus important pour eux que celui du salaire... Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique.* » Nous avons ici le programme et la tactique de la lutte économique et du mouvement syndical pour des dizaines d'années, pour toute la longue période de préparation des forces du prolétariat « à une bataille à venir ». Il faut rapprocher de cela les nombreuses indications de Marx et Engels, fondées sur l'expérience du mouvement ouvrier anglais, qui montrent comment la « prospérité » industrielle suscite des tentatives d'« acheter le prolétariat » (*Correspondance*, tome I, p. 136), de le détourner de la lutte ; comment cette prospérité en général « démoralise les ouvriers » (tome II, p. 218) ; comment le prolétariat anglais « s'embourgeoise » — « *la nation la plus bourgeoise entre toutes* (la nation anglaise) *semble vouloir finalement posséder à côté de la bourgeoisie une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois* » (tome II, p. 290) ; comment son « *énergie révolutionnaire* » disparaît (tome III, p. 124) ; comment il faudra attendre plus ou moins longtemps « *que les ouvriers anglais se débarrassent de leur apparente contamination bourgeoise* » (tome III, p. 127) ; comment l'« *ardeur des chartistes* » fait défaut au mouvement ouvrier anglais (1866, tome III, p. 305) ; comment les leaders ouvriers anglais deviennent une sorte de type intermédiaire « *entre le bourgeois radical et l'ouvrier* » (allusion à Holyoake, tome IV, p. 209) ; comment, en raison du monopole de l'Angleterre et tant que ce monopole subsistera, « *il n'y aura rien à*

*faire avec les ouvriers anglais* » (tome IV, p. 433). La tactique de la lutte économique, en rapport avec la marche générale (*et avec l'issue*) du mouvement ouvrier, est examinée ici d'un point de vue remarquablement vaste, universel, dialectique et authentiquement révolutionnaire.

Le *Manifeste du Parti communiste* a énoncé le principe fondamental du marxisme en ce qui concerne la tactique de la lutte politique : « *Ils* (les communistes) *combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais... défendent... en même temps l'avenir du mouvement.* » Partant de là, Marx soutint, en 1848, le parti de la « *révolution agraire* » de Pologne, « *c'est-à-dire le parti qui fit en 1846 l'insurrection de Cracovie* ».

En 1848-1849, Marx soutint la démocratie révolutionnaire extrême en Allemagne et ne revint jamais sur ce qu'il avait dit alors à propos de la tactique. (...)

Dans la célèbre « Adresse » de l'Internationale en date du 9 septembre 1870, Marx mettait en garde le prolétariat français contre une insurrection prématurée, mais lorsqu'elle survint néanmoins (1871), il salua avec enthousiasme l'initiative révolutionnaire des masses « *montant à l'assaut du ciel* » (lettre de Marx à Kugelmann). La défaite du mouvement révolutionnaire, dans cette situation comme dans nombre d'autres fut, à la lumière du matérialisme dialectique de Marx, fut un mal moindre du point de vue de la marche générale *et de l'issue* de la lutte prolétarienne que ne l'eût été l'abandon de la position occupée, la capitulation sans combat : une telle capitulation aurait démoralisé le prolétariat, miné sa combativité. Apprécient à sa juste valeur l'emploi des moyens légaux de lutte en période de stagnation politique et de domination de la légalité bourgeoise, Marx condamna très vigoureusement en 1877-1878, après la promulgation de la loi d'exception contre les socialistes, la « *phrase révolutionnaire* » d'un Most, mais il blâma avec autant d'énergie, sinon davantage, l'opportunisme qui s'était alors emparé momentanément du Parti social-démocrate officiel, lequel n'avait pas su faire aussitôt preuve de fermeté, de ténacité, d'esprit révolutionnaire et de la volonté, en réponse à la loi d'exception, de passer à la lutte illégale (*Correspondance*, tome IV, pp. 397, 404, 418, 422, 424. Voir également les lettres de Marx à Sorge).

# Il y a trente ans avait lieu le massacre de Sabra et Chatila

Par Lucien Gauthier

Le 6 juin 1982, l'armée israélienne entre au Liban afin de liquider la résistance palestinienne. Durant plusieurs semaines, 85 000 soldats, avec des tanks et appuyés par des bombardements intenses, vont attaquer les 15 000 combattants palestiniens. Beyrouth est bombardée, notamment le quartier où se trouve le bâtiment de l'OLP.

Face à la sauvagerie des troupes israéliennes contre les Palestiniens et à l'attitude des Etats arabes qui laissent faire, notamment la Syrie qui signe un accord de neutralité avec l'État d'Israël, les combattants armés palestiniens doivent quitter le Liban.

Le 30 août, après que le bâtiment de l'OLP a été détruit, Yasser Arafat, protégé par le deuxième régiment étranger de parachutistes de l'armée française, quitte Beyrouth sur un navire de l'armée française.

Le départ des combattants palestiniens a été vécu comme un drame pour la population palestinienne : « *Qui va nous protéger maintenant ?* » De fait, les exactions israéliennes à l'encontre des Palestiniens se multiplient. Alors que les autorités israéliennes ont toujours nié toute implication dans les massacres des Palestiniens, trente ans plus tard, le *New York Times* publie une étude qui démontre la réalité.

À la mi-septembre, sous couvert de chasser les terroristes, l'armée israélienne entre dans Beyrouth. Depuis le mois d'août, tous les combattants en armes ont quitté le Liban. Le 16 septembre, l'envoyé spécial pour le Moyen-Orient du président Reagan, Morris Draper, accompagné de l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, rencontre des responsables israéliens, dont Ariel Sharon, responsable des opérations militaires au Liban. Le représentant américain demande aux Israéliens de quitter Beyrouth. Sharon lui répond que deux à trois mille « terroristes » sont toujours là. Morris Draper exige toujours le retrait des troupes et propose que l'armée libanaise contrôle les camps palestiniens. Le général israélien Saguy exige que « *les Phalanges aussi* » contrôlent les camps. Draper s'y oppose. « *Et qui donc va les empêcher ?* », demande le général israélien. Sharon déclare : « *Dans les camps de Fakani, Sabra et Chatila, ils sont mille, peut-être 500, on sait qu'ils y sont, bien équipés, et vous voudriez qu'on se retire ? Si vous ne voulez pas que les Libanais les tuent, nous les tuons.* »

À la fin, les responsables israéliens acceptent le principe d'un retrait de Beyrouth, une fois passé le nouvel an juif, soit quarante-huit heures plus tard. Morris Draper accepte ces quarante-huit heures. Lors de ces entretiens entre les Amé-

ricains et les Israéliens, ces 16 et 17 septembre, les troupes israéliennes avaient totalement encerclés les camps de Sabra et Chatila. Ils ont fait entrer dans ces camps le groupe d'extrême droite libanais, les Phalanges chrétiennes, qui se sont livrées à un bain de sang. Il n'y avait plus de combattant dans ces camps ; ce sont des civils désarmés, des femmes, des enfants, des vieillards qui ont été massacrés. Des femmes sont violées, des enfants abattus à bout portant, des hommes emmenés pour être torturés ailleurs. Commencé le 16, ce massacre finira le 18. Les images sont atroces. Des milliers de corps gisent au sol dans les deux camps palestiniens. L'émoi est tel que l'Etat d'Israël met en place une commission d'enquête « indépendante » qui conclura à la seule responsabilité des Phalanges libanaises et qui critiquera l'attitude légère de certains officiers israéliens.

L'article du *New York Times*, trente ans plus tard, prouve ce que tout le monde savait : ce sont les responsables israéliens

qui ont organisé ce massacre. Mais l'article prouve aussi la complicité de l'administration américaine. A propos de l'attitude du représentant américain, l'auteur de cet article écrit : « *Bon, allez-y, tuez les terroristes et vous partirez ensuite.* »

En vingt-quatre heures, la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale convoque un meeting, le 16 juin, à la Mutualité à Paris, contre l'invasion israélienne du Liban qui a débuté quelques jours auparavant. Prendront la parole dans ce meeting, Ilan Halevy, de l'Association médicale franco-palestinienne, une représentante du comité Liban, une représentante des étudiants libanais, et Pierre Lambert, au nom de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous publions des extraits du discours de Pierre Lambert dans ce meeting qui, rappelons-le, s'est tenu quelques jours après l'intervention israélienne, et deux mois avant les massacres de Sabra et Chatila.

## Discours de Pierre Lambert au meeting convoqué par le PCI le 16 juin 1982 (extraits)

Camarades,

Au moment où nous sommes rassemblés ici, les grands de ce monde sont réunis en Assemblée générale à l'ONU. Ils sont tous réunis. Ils vont tous parler. Et, en ce moment même, au Liban, Palestiniens et Libanais sont massacrés. Ils sont tous réunis, les chefs d'Etat ou leurs représentants : il y a Margaret Thatcher, il y a le représentant de Pinochet ; il y a ceux qui soutiennent la honteuse et sanglante agression de Begin-Sharon (1) ; il en est d'autres

qui condamnent avec force — communiqués et paroles creuses — l'agression israélienne ; et il y a Begin. Begin va discourir, Begin sera reçu par le général Haig (2). Le général Haig qui, comme porte-parole de la démocratie, a décidé que les élections au Salvador sont un modèle de démocratie.

(1) Begin, Premier ministre israélien, ancien membre des commandos terroristes sionistes, la Haganah.

(2) Haig, général américain qui s'est illustré au Vietnam, et secrétaire d'Etat américain en 1982.



Camarades,

Vous le savez, ces élections sont des modèles de démocratie, ces élections, soutenues par Haig et Begin, ont eu lieu alors qu'étaient assassinés paysans et travailleurs. On continue à assassiner paysans et travailleurs salvadoriens qui luttent pour leur indépendance. Ces démocrates ont réussi des taux de participation électorale extraordinaires, dans certaines régions, de plus de 100 %. Ce sont des démocrates. Begin, qui est orfèvre en démocratie, va pouvoir discuter avec cet autre orfèvre en démocratie qu'est le général Haig, et il sera vraisemblablement reçu par le président Reagan. Begin parle, il parle beaucoup. Et le général Sharon, d'ailleurs, parle aussi beaucoup. Et parfois ils en disent plus que ce qu'ils devraient dire ou que ce qu'ils voudraient dire. J'ai lu dernièrement dans un journal une déclaration du général Sharon ; le général Sharon se présente : *"Je suis le général Sharon."* Et il ajoute :

*"Les Israéliens ne sont pas venus pour combattre les forces de l'ordre libanaises, mais pour sauver la population des Syriens et des Palestiniens."*

Beaucoup d'entre vous qui êtes ici font partie d'une jeune génération. Mais, pour ma part, je fais partie d'une génération plus âgée. Ce langage, je l'ai entendu, ce langage de généraux, de chefs d'état-major, de ministres de la Défense, tous bardés de décorations. Tous ces "chefs", nous les avons, dans notre jeunesse, entendus. Que disaient-ils au peuple tchécoslovaque en 1938 ? *"Nous ne sommes pas venus pour combattre les Tchèques ou les Slovaques, nous sommes venus pour libérer les Tchèques et les Slovaques, nous sommes venus les sauver des communistes et de la judéo-ploutocratie."* Deux ans après, en 1940, ils sont encore venus, tous bardés de décorations, avec leurs tanks et leurs avions ; ils étaient simplement venus libérer le peuple français des communistes et de la juiverie internationale. Un an après, en Union soviétique encore, aux Ukrainiens, ils ont dit : *"Nous ne voulons pas combattre le peuple ukrainien, nous sommes venus pour sauver les Ukrainiens des communistes et de la juiverie internationale."*

M. Begin, encore une fois, en dit plus que ce qu'il voulait, en avançant des com-

paraisons avec Hitler. En 1933, ce dernier expliquait, comme le général Sharon, qu'il allait libérer le peuple allemand des *"communistes, des socialistes et de la juiverie"* ; il y a eu les camps de concentration. De 1933 à 1939, un million de communistes, de socialistes, de trotskystes, de démocrates ont péri dans les camps de concentration. L'Allemagne nazie — non le peuple allemand, qui a subi dans sa chair et dans son sang le nazisme —, l'Allemagne nazie est devenue la prison des peuples : des dizaines de millions d'hommes, six millions de Juifs ont été exterminés dans les camps de concentration.

Camarades,

C'est cela ce que font aujourd'hui Begin-Sharon avec les Palestiniens et les Libanais. Et c'est parce que nous sommes des internationalistes de toujours, qui avons toujours combattu pour l'Internationale, qu'en aucun cas nous ne pouvons accepter ce que Begin-Sharon font au Liban.

Camarades,

Vous avez lu ce tract, ce sont des camarades de Jérusalem qui nous ont fait parvenir les renseignements. Et hier midi, nous avons estimé qu'il était indispensable aujourd'hui de convoquer ce meeting comme manifestation de l'internationalisme prolétarien. Nous avons estimé indispensable d'expliquer ce que la presse, la radio, la télévision dans le monde entier refusent d'expliquer : *« Des milliers de travailleurs, étudiants, enseignants juifs ont manifesté sur les mots d'ordre : "A bas le génocide des Palestiniens ! A bas les assassins ! Retrait immédiat des troupes israéliennes ! Nous sommes tous des Palestiniens !" »*

Camarades,

Nous avons voulu porter témoignage de ces héroïques jeunes garçons de 12 ou 13 ans qui, autour des camps de Saïda, Palestiniens et Libanais, avec des roquettes, attaquent les tanks israéliens. Nous avons voulu porter ce témoignage de cette mère juive qui a dit sur la tombe de son fils :

*"C'est Sharon, c'est Begin qui sont responsables de la mort de mon fils, ce ne sont pas les Palestiniens !"*

Ce sont Sharon et Begin qui sont responsables du massacre, du génocide des

Palestiniens. Il fallait que ce témoignage soit porté dans un meeting. Il fallait qu'on le dise. Il fallait qu'on le proclame, cela pour, demain dans les entreprises, dans les facultés, agir, combattre.

Le PCI a convoqué ce meeting. D'autres, plus puissants que nous, auraient pu convoquer des meetings plus puissants. Ils ne l'ont pas fait, ils ne le veulent pas. Ils parlent, ils discourent, mais ils ne veulent pas combattre. Et pourquoi ne le veulent-ils pas ?

(...) Nous sommes contre (*la reconnaissance de l'Etat d'Israël*) et nous avons été contre en 1947-1948 parce que nous estimons que la reconnaissance de l'Etat d'Israël signifie l'oppression des peuples de la région par l'impérialisme, leur oppression, leur exploitation par la caste des propriétaires fonciers et des bourgeoisies dites nationales. Alors nous avons discuté et nous avons combattu en relation avec le marxisme qui nous sert de guide. Nous avons dit : en Palestine, il y a les deux composantes arabe et juive : il faut que ces deux composantes, dans l'égalité des droits, constituent une nation palestinienne. L'Etat israélien est un facteur réactionnaire et contre-révolutionnaire. L'histoire connaît aujourd'hui des nations comme la Suisse. Nous disons : pour qu'il puisse y avoir cette nation palestinienne, qui est la seule voie du progrès et de paix dans cette région du monde, alors il faut combattre pour la Constituante palestinienne, une Constituante qui déterminera les droits égaux et les devoirs de chacune des composantes, juive et arabe, dans une seule nation. Voilà pourquoi nous sommes contre l'Etat d'Israël. On nous a rétorqué, on nous a dit depuis des années : c'est là une utopie.

Camarades,

Les réalistes, tous ceux qui nous ont expliqué que notre position et notre combat étaient utopiques, où ont-ils mené les peuples ? Où mènent-ils aujourd'hui cette région du monde où se déchaînent le feu, le massacre, le dénuement ? Non, il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique, et l'issue démocratique qui, seule, peut amener la paix dans cette région passe par la disparition de l'Etat d'Israël, passe par la Constituante palestinienne, édifiant la nation palestinienne avec ses deux composantes.

Camarades,

Tous les plans, toutes les solutions qui ne partent pas de cette solution démocratique n'ont d'autre réalité que les massacres à répétition. Il y a eu la guerre de 1948, il y a eu la guerre en 1956, il y a eu la guerre en 1967, il y a eu "Septembre noir" de 1970, ce Septembre noir qui a vu le roi de Jordanie utiliser les forces que l'impérialisme américain lui avaient fournies pour écraser ou tenter d'écraser les Palestiniens. Il y a eu la guerre en 1973, il y a eu Tall el-Zaatar en 1976. Le maintien de l'Etat d'Israël ne peut conduire qu'à la guerre. Les réalistes vous disent que c'est une utopie que la lutte pour la nation palestinienne, mais pourtant c'est la lutte du prolétariat international, la lutte solidaire des peuples, celle qui seule peut donner la dimension de la libération et de l'émancipation, parce qu'elle est la lutte révolutionnaire des peuples du Moyen-Orient, des peuples du Proche-Orient, dont la révolution palestinienne est le fer de lance. Je le répète : parce que nous sommes internationalistes, nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et parce que nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous disons : l'Etat d'Israël doit disparaître (...) !

Camarades,

Ce meeting, nous l'avons convoqué pour combattre, pour expliquer ce qui se passe, ce qui se trame à l'ONU, à New York, et ce qui se voit. Un camarade qui m'a précédé nous l'a signalé tout à l'heure, c'est Assad qui explique qu'il est du côté des Palestiniens, mais qui laisse la voie libre à l'écrasement des Palestiniens. Voilà aujourd'hui ce qui se discute à l'ONU. Et il y a 4 millions de Palestiniens, il y a des millions de Libanais qui ne veulent pas subir le joug : voilà pourquoi il faut manifester notre solidarité.

Ainsi, le peuple palestinien n'a pas retrouvé encore sa patrie, Libanais et Palestiniens sont aujourd'hui massacrés. Alors, nous disons, nous, en conformité avec notre programme, en conformité avec notre politique : l'issue, c'est une nation palestinienne avec les deux composantes, arabe et juive, élisant une Constituante, une nation palestinienne dans une fédération des Etats du Proche et du

Moyen-Orient, libérés de l'impérialisme et de la domination des propriétaires fonciers et des bourgeoisies, voilà où est l'issue. On nous répétera : c'est utopique.

Camarades,

Il y a douze ans, dans une salle de la Mutualité, j'ai présenté notre programme, nos solutions dans une conférence sur la question de la résistance palestinienne, des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Des contradicteurs m'ont dit : "C'est utopique." C'était en 1970, nous sommes en 1982, et je le répète : où conduit leur réalisme ? Au sang, encore et toujours plus.

Et parce que la solution démocratique passe par la victoire de la révolution palestinienne, qui est le fer de lance de la libération de tous les peuples de cette région du monde, tous ceux qui sont intéressés à la défense des intérêts d'exploitation et d'oppression ne bougent pas. Ils ne bougent pas parce que tous, en dépit de leurs divergences et contradictions, veulent la défaite de la révolution palestinienne (...).

Le camarade qui m'a précédé a abordé à la fin de son discours un problème sur lequel il ne saurait être question de se taire, et je voudrais pour ma part y ajouter quelques éléments. Nous le disons, la démarche démocratique non seulement ouvre la seule véritable solution aux questions qui se posent dans cette région du monde, mais parce qu'elle est la solution démocratique, elle seule peut sauver les traditions démocratiques millénaires du peuple juif. Israël est né en négation des traditions démocratiques du peuple juif. Israël est né en négation de la culture juive. Sharon, Begin en sont les fossoyeurs. Opprimés depuis des millénaires, les Juifs ont acquis et ont conquis une culture et une tradition. L'Etat d'Israël, oppresseur, se dresse contre cette culture et ces traditions. Avec l'Etat d'Israël, c'est l'inculture, la pire réaction, l'utilisation des milices fascistes. Begin, Sharon sont les fossoyeurs de ces traditions, l'Etat d'Israël en est la négation.

Camarades,

A ceux-là, et nous le comprenons, qui rappellent l'holocauste organisé par les nazis, nous disons : le corps éventré et disloqué d'un enfant juif du ghetto de

Varsovie ne saurait avoir un prix plus grand que le corps éventré et disloqué de l'enfant palestinien ou libanais de Tyr, de Saïda ou de Beyrouth. Le crime des uns n'excuse pas le crime des autres (...).

Camarades

Notre programme, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, rend compte des événements. Voilà pourquoi nous pouvons mesurer les pas en avant que nous avons effectués, ces pas en avant qui démontrent que nous pouvons regrouper, organiser des milliers et des milliers de travailleurs, cela parce que nous sommes armés de la théorie de la révolution permanente. Trotsky nous l'a expliqué, et cela a été vérifié par les événements. Staline combattait "la révolution permanente" pour trahir la révolution et, ce faisant, il trahissait le combat d'indépendance nationale des peuples. Nous savons, comme Marx nous l'a expliqué, que les idées s'emparent des hommes et deviennent des forces matérielles quand elles sont organisées ; s'appuyant sur notre programme, nous voyons comment les idées de la liberté, de la justice, de la démocratie, de la révolution socialiste s'emparent de millions, de centaines de millions d'hommes, devenant les forces matérielles de la victoire du socialisme. C'est là le gage du succès de la révolution, et parce que c'est aussi celui du succès de la révolution, c'est le gage de la construction de partis révolutionnaires. Oui, nous avons accompli, en convoquant ce meeting, en diffusant des tracts par dizaines de milliers, en organisant dans les facultés, les entreprises et les quartiers, nous avons accompli notre tâche sacrée de révolutionnaires, tâche pour l'accomplissement de laquelle nous sommes organisés, pour laquelle nous nous sommes associés pour aider les travailleurs et les masses à abattre le vieux monde de l'oppression et de l'exploitation.

(...) Nous irons manifester par milliers et par milliers avec les travailleurs de toutes opinions politiques, philosophiques et religieuses, avec tous ceux qui ne veulent pas de ces massacres dans le monde et au Liban. Nous dirons qu'il faut combattre pour que les organisations ouvrières, démocratiques, réalisent l'unité pour refuser de charger, de décharger les navires en provenance d'Israël.

Et nous dirons, camarades, au gouvernement : il ne suffit pas de condamner l'agression israélienne en paroles. Nous lui dirons : rupture des relations diplomatiques avec Israël ! Il faut isoler l'Etat d'Israël !

Ce combat, nous l'engagerons dès demain, dans les entreprises, dans les chantiers, dans les usines, dans les facultés. Il faut l'engager pour que, vendredi, par milliers et dizaines de milliers, dans tout Paris, sur tout ce parcours que nous allons suivre, ces clameurs, ces mots d'ordre retentissent pour ouvrir la voie à nos frères de classe, aux travailleurs français, pour qu'ils prennent en main la charge sacrée de la défense de ceux qui sont massacrés aujourd'hui au Liban.

Alors, camarades, avec les peuples palestinien et libanais martyrs, avec ceux, peu nombreux encore, mais nous devons les aider pour aller plus loin, avec ceux qui, en Israël, ont levé le drapeau de l'honneur et de la fraternité des peuples, nous dirons :

*“A bas le génocide des Palestiniens et des Libanais ! A bas les assassins !*

*Retrait immédiat des troupes israéliennes !*

*Pour une nation palestinienne unie, fraternelle dans ses deux composantes !*

*Pour une fédération des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'oppression impérialiste, libérés de la domination et de l'exploitation de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie !*

*Vive la révolution prolétarienne !*

*Vive la lutte mondiale du prolétariat international !”*

Nous devons aider ceux qui souffrent, ceux qui tombent pour la révolution. Des appels ont été lancés par les camarades libanais et palestiniens qui m'ont précédé. Nous serons présents vendredi, et, dès ce soir, nous allons aider massivement, y compris avec notre argent, les combattants, ceux qui souffrent, ceux qui tombent, ceux qui sont blessés, ceux qui vont mourir, ceux qui luttent pour ne pas mourir, ceux qui luttent pour vivre, ceux qui luttent pour une nation palestinienne libérée !

**16 juin 1982**

# A l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Trotsky au Mexique

Interview d'Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky

Esteban Sieva Volkov est né en 1926 à Moscou. Il est le fils de Zinaïda (l'une des deux filles de Trotsky avec sa première femme Alexandra Sokolovskaïa) et de Platon Volkov, enseignant, membre du comité central du syndicat des enseignants et de l'Opposition de gauche.

Son père a été déporté en Sibérie, en 1928, dans les cohortes d'opposants qui s'appelaient « bolcheviks-léninistes ». Il sera jugé par le collège militaire de la Cour suprême le 3 octobre 1936 et fusillé le lendemain, le 4 octobre, c'est-à-dire deux mois après le premier procès de Moscou.

La mère de Sieva, Zinaïda, a quitté l'URSS en 1931 pour se faire soigner. Elle a donc emmené Sieva avec elle. Elle est partie, après un séjour à Prinpiko, en Turquie, où était exilé Trotsky, recevoir des soins à Berlin et vivre avec son demi-frère, Léon Sedov, le fils de Trotsky et de sa deuxième femme, Natalia. Zinaïda s'est suicidée le 5 janvier 1933.

Sieva a vécu chez Léon Sedov, 26, rue Lecretelle, à Paris, jusqu'à l'assassinat de Léon Sedov, le 6 février 1938. Au même moment, d'ailleurs, Alexandra Sokolovskaïa était fusillée à Moscou.

Ensuite, Sieva est arrivé au Mexique, le 8 août 1939. Il a donc subi et vécu le premier attentat contre la maison où vivait Trotsky, le 24 mai 1940, et donc vécu un an auprès de son grand-père, jusqu'à son assassinat, le 20 août 1940.

Alain Benjamin, membre du comité de rédaction de *La Vérité*, a interviewé Esteban Volkov, à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Trotsky au Mexique.

**La Vérité : en janvier 1937, il y a un peu plus de soixante-quinze ans, Léon Trotsky et son épouse Natalia arrivent à Tampico à bord du tanker norvégien *Ruth*. Pourquoi est-ce le Mexique qui accueille Trotsky, et quelles sont les conditions politiques au Mexique qui font que Trotsky puisse y trouver l'asile politique ?**

**Esteban Volkov :** eh bien, en 1937 soufflait encore le vent de la révolution mexicaine (1910-1919), un souffle libérateur, et il existait également un mouvement anti-impérialiste très puissant, après tant de combats contre les impérialismes français, anglais et américain. Le président du Mexique, le général Lazaro Cardenas, voyait avec une certaine sympathie le personnage de Léon Trotsky comme dirigeant de la révolution russe. Et aussi, à cette époque, le droit d'asile politique y était très pratiqué ; des exilés du Nicaragua et de Cuba, entre autres, étaient déjà arrivés au Mexique en tant que réfugiés politiques.

Mais avec l'asile donné à Trotsky — décision fortement rejetée tant par le gouvernement américain que par les affidés de Staline — Cardenas donne une preuve de souveraineté et d'indépendance politique. C'est aussi un signe lancé à Staline et à ses agents pour leur signifier que le Mexique est autonome et prend ses propres décisions en dehors de toute pression. Rappelons que mon grand-père avait caractérisé le gouvernement de Cardenas, par sa décision de lui donner le visa, le partage des terres et tant d'autres positions politiques, de « *gouvernement le plus honnête et courageux de cette époque* ».

**Comment parvient la demande faite à Cardenas, et pourquoi le Mexique ?**

En août 1936 se déroule le premier procès de Moscou ; par ailleurs, c'est le mois où le gouvernement social-démocrate de Norvège décrète la résidence surveillée de Trotsky et de Natalia. Face au danger imminent que le gouvernement norvégien ne remette Trotsky à l'Union soviétique, tous les camarades, tous les partisans de mon grand-père se sont immédiatement concertés pour lui trouver un asile.

Depuis 1934, les trotskystes américains, par l'intermédiaire de l'American Committee for the Defense of Leon Trotsky, avaient tenté à plusieurs reprises de s'adres-

ser au président des Etats-Unis pour solliciter l'asile. Mais lorsque Morris Ernst, président de l'American Civil Liberties Union, demande à Roosevelt cette aide, cette faveur, à la Maison-Blanche, Roosevelt en a presque un infarctus.

En novembre 1936, devant le nouveau rejet de la demande de droit d'asile aux Etats-Unis faite au gouvernement Roosevelt, les trotskystes américains demandent à Diego Rivera s'il peut demander au gouvernement mexicain de donner cet asile politique à mon grand-père. Le Mexique est considéré comme la seule issue.

Diego Rivera et Octavio Fernandez, tous deux membres du parti trotskyste au Mexique, demandent au général Francisco Mugica qu'il intervienne. Avec une lettre de Mugica, ils sont allés ensemble voir Cardenas, qui était à Torreón (Coahuila), supervisant la distribution des terres dans la région de la lagune.

Cardenas, dans une entrevue qui a duré cinq minutes, a immédiatement accepté, en disant que Trotsky pouvait venir au Mexique à la seule condition qu'il respecte les lois qui exigent qu'aucun étranger ne se mêle de la politique intérieure du Mexique.

**Qui est Mugica et comment ce personnage parvient-il à jouer un rôle aussi important en ce qui concerne Trotsky ?**

Comme Cardenas, Mugica était un général de la révolution mexicaine.

Lorsque Cardenas arrive au pouvoir en 1933, Mugica est son bras droit. C'est l'un des idéologues clés du régime. Comme secrétaire à l'Economie du premier gouvernement Cardenas, Mugica écrit le premier projet de nationalisation du pétrole. Dans l'éventail politique de cette époque, Mugica est l'un des dirigeants politiques les plus à gauche, le plus proche des idées de Trotsky, du marxisme, du socialisme.

Mugica était, dans le deuxième gouvernement de Cardenas, secrétaire aux Communications et aux Travaux publics. Il devient un ardent défenseur de l'asile de Trotsky au Mexique, et un vrai intermédiaire entre Trotsky et Cardenas.

Il faut dire que Mugica et Cardenas ont vécu de très près ce qu'étaient l'exploitation pétrolière, les puits et les entreprises pétrolières, et ils avaient un réel

rejet du contrôle que l'impérialisme exerçait sur ce secteur.

**Avant d'aborder la question du pétrole, au moment où Trotsky et Natalia arrivent à Tampico, tu es à Paris. C'est en fait l'un des pires moments, en termes de persécution de toute ta famille. Sais-tu à ce moment-là ce qui arrive à ton grand-père ?**

En 1937, j'étais à Paris avec mon oncle Léon Sedov et sa compagne, Jeanne Martin. J'ai vécu avec eux jusqu'au 16 février 1938, lorsque Léon Sedov meurt à Paris, empoisonné par le Guépéou, après une appendicite. Puis j'ai vécu avec Jeanne Martin. C'étaient des moments très difficiles pour moi. Après la mort de mon oncle, il y a eu de gros problèmes avec elle, car elle ne voulait pas me laisser partir. Mon grand-père a dû mettre en œuvre les démarches légales pour faire valoir ses droits et me récupérer. Ce n'est que le 8 août 1939 que j'arrive au Mexique.

Mais je savais que mon grand-père était allé au Mexique, surtout par le nombre important de timbres-poste qui arrivaient du lointain Mexique, que j'attendais avec impatience, car j'étais devenu collectionneur, sous l'impulsion et les conseils de mon ami Roman Reiss, fils du camarade Ignace Reiss, assassiné par le Guépéou en Suisse.

**Pour en revenir à la situation au Mexique et à la question du pétrole, plusieurs chercheurs, après l'ouverture des archives de Trotsky à Harvard, et le Hoover Institute de Stanford, ont pu déterminer qu'il y a eu une certaine collaboration indirecte entre Mugica, Cardenas et Trotsky pendant sa résidence au Mexique. Olivia Gall, auteur du livre *Trotsky au Mexique et la vie politique dans la période de Cardenas 1937-1940*, signale que Cardenas — par l'intermédiaire de Mugica, qui, à son tour, a utilisé Antonio Hidalgo comme courroie de transmission pour discuter avec Trotsky — a demandé à Trotsky son avis sur le projet final qui allait être présenté à la nation pour décréter la nationalisation du pétrole.**

**Apparemment, Cardenas voulait connaître l'opinion de Trotsky sur la question de l'administration ouvrière des entreprises nationalisées...**

Il est évident qu'en aucun cas Cardenas et mon grand-père n'allaient se réunir ou avoir des entrevues. Il fallait éviter toute réunion, précisément pour éviter tout soupçon politique. Mais apparemment, oui, il y avait une certaine communication par l'intermédiaire de Mugica, et il semble bien qu'il ait demandé à mon grand-père son avis sur la loi qui allait ensuite être adoptée le 18 mars 1938.

**La question de la nationalisation du pétrole est d'une grande importance. C'est un acte fondamental de souveraineté, ce qui explique qu'elle soit attaquée aussi violemment aujourd'hui par toute la caste politique du PRI et du PAN, qui, comme porte-parole de l'impérialisme, cherchent à privatiser le pétrole pour le remettre aux entreprises étrangères.**

Indiscutablement, la nationalisation du pétrole a été un pilier, une base, de l'industrialisation du Mexique. Pendant de nombreuses années, le Mexique a eu du combustible, de l'essence, vraiment à des prix accessibles — et même aujourd'hui, où une grande partie du budget du Mexique vient des impôts que paie la Pemex au gouvernement.

**C'est pourquoi les compagnies pétrolières américaines et européennes veulent se réapproprier ce pétrole qui leur a échappé des mains...**

A l'évidence. C'est un bien très convoité.

**Pour en venir à notre dernière question : dans une interview que tu as donnée en août cette année au journal anglais *The Guardian*, tu indiques que l'impérialisme aujourd'hui est dans une phase d'une telle décomposition que cela l'emmène à approfondir toutes les attaques contre les nations et les peuples souverains et contre les classes ouvrières et tous les opprimés. Et tu finis en disant que la vie de ton grand-père sera vengée par l'histoire.**

C'est ça. Il faut revenir sur ce qu'a été le stalinisme. Je considère personnellement que l'apparition du totalitarisme bureaucratique, du stalinisme, a été l'une des plus grandes catastrophes, des plus grandes défaites qu'a subi la cause de la révolution socialiste.

Le plus grand rejet et la plus grande confusion ont été créés. Par l'imposition des régimes staliniens — en Russie, en

Allemagne de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, sans parler de la Roumanie de Ceausescu —, on a frappé la cause socialiste, et c'est vraiment ici qu'apparaît le personnage de Léon Trotsky. C'est lui qui a le plus analysé, le mieux compris, le plus dénoncé cet énorme recul, cet abîme sans fond qu'a été le stalinisme, qui a repoussé la révolution socialiste et donné de l'air et un sursis au système capitaliste.

Personne comme Trotsky n'a compris et dénoncé cette étape historique si néfaste pour le combat socialiste, et c'est là qu'est le grand apport de mon grand-père, ce phare lumineux qui éclaire vers l'avant, vers un authentique socialisme.

Aujourd'hui, avec l'effondrement du stalinisme d'une part, et le surgissement des formes disons « classiques » de processus révolutionnaires (comme en Tunisie ou en Grèce, par exemple) d'autre part, réapparaissent le personnage et la pensée de Léon Trotsky comme l'authentique voie pour la défense des classes ouvrières dans la voie du socialisme. Dans ses dernières années de vie au Mexique — et il savait que ses jours étaient comptés —, Trotsky s'est donné la tâche de résumer

tous les enseignements de l'expérience accumulée dans cette étape historique si cruciale pour l'humanité qu'a été la révolution russe et sa dégénérescence.

C'est vrai. Dans le spectre politique, le marxisme est le seul qui présente une alternative, qui propose une issue à ce système si destructeur, si obsolète, qui mène l'humanité à une souffrance chaque fois plus grande, au point de détruire pratiquement la planète — par la destruction même de son écologie.

Et c'est dans ce contexte que nous voyons surgir tant de nouvelles variantes du réformisme, la prétendue Cinquième Internationale ou le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle — tant de processus que nous avons vus surgir par le passé et qui n'offrent aucune issue.

Il faudrait citer la dernière phrase de mon grand-père, qui avait dit à Joe Hansen : « *Je suis sûr de la victoire de la Quatrième Internationale.* »

C'est une tâche qui est encore devant nous. Nous devons en ce sens chercher les convergences, non les divergences, les unions, non les divisions, entre nos différents groupes se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale pour avancer dans la réalisation de cette tâche.



# **La Vérité**

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**

## **Bulletin d'abonnement**

- Un an, 6 numéros : 28 euros.
- Pli clos 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication** : Daniel Gluckstein

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



---

ISSN 0294-359X